

SÉANCES DU MERCREDI 17 DÉCEMBRE 1997  
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 17 DECEMBER 1997

## MATIN

## SOMMAIRE :

EXCUSÉS :

Page 4001.

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CONCERNANT LES ÉVÉNEMENTS DU RWANDA :

Discussion du rapport. — *Orateurs* : **MM. Mahoux, Verhofstadt**, rapporteurs, **MM. Destexhe, Caluwé**, p. 4001.

## APRÈS-MIDI

## SOMMAIRE :

EXCUSÉE :

Page 4015.

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CONCERNANT LES ÉVÉNEMENTS DU RWANDA :

Discussion du rapport (Reprise). — *Orateurs* : **MM. Mahoux, Moens, Mme Willame-Boonen, MM. Ceder, Anciaux, Jonckheer, Mme Dua, MM. Goris, De Decker, Mme Thijs, MM. Hotyat, Hostekint, Nothomb, Mme Lizin, M. Dehaene**, Premier ministre, **MM. Destexhe, Verhofstadt**, p. 4015.Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1997-1998  
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1997-1998

## OCHTEND

## INHOUDSOPGAVE :

VERONTSCHULDIGD :

Bladzijde 4001.

PARLEMENTAIRE COMMISSIE VAN ONDERZOEK BETREFFENDE DE GEBEURTENISSEN IN RWANDA :

Bespreking van het verslag. — *Sprekers* : **de heren Mahoux, Verhofstadt**, rapporteurs, **de heren Destexhe, Caluwé**, blz. 4001.

## NAMIDDAG

## INHOUDSOPGAVE :

VERONTSCHULDIGD :

Bladzijde 4015.

PARLEMENTAIRE COMMISSIE VAN ONDERZOEK BETREFFENDE DE GEBEURTENISSEN IN RWANDA :

Bespreking van het verslag (Hervatting). — *Sprekers* : **de heren Mahoux, Moens, mevrouw Willame-Boonen, de heren Ceder, Anciaux, Jonckheer, mevrouw Dua, de heren Goris, De Decker, mevrouw Thijs, de heren Hotyat, Hostekint, Nothomb, mevrouw Lizin, de heer Dehaene**, eerste minister, **de heren Destexhe, Verhofstadt**, blz. 4015.



## SÉANCE DU MATIN — OCHTENDVERGADERING

### PRÉSIDENTICE DE M. SWAELEN, PRÉSIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.  
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 heures.  
De vergadering wordt geopend om 10 uur.

#### EXCUSÉS — VERONTSCHULDIGD

Mme Dardenne, en mission à l'étranger; MM. Bock et Foret, pour devoirs professionnels, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Dardenne, met opdracht in het buitenland; de heren Bock en Foret, wegens ambtsplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

#### COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CONCERNANT LES ÉVÉNEMENTS DU RWANDA

##### *Discussion du rapport*

#### PARLEMENTAIRE COMMISSIE VAN ONDERZOEK BETREFFENDE DE GEBEURTENISSEN IN RWANDA

##### *Bespreking van het verslag*

**M. le président.** — L'ordre du jour appelle l'examen du rapport.

Wij vatten de bespreking aan van het verslag.

Conformément à notre règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. (*Voir document n° 1-611/7. Session 1997-1998.*)

Overeenkomstig het reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking. (*Zie document nr. 1-611/7. Sessie 1997-1998.*)

La discussion est ouverte.

De bespreking is geopend.

La parole est à M. Mahoux corapporteur.

**M. Mahoux** (PS), corapporteur. — Monsieur le président, je voudrais avant tout émettre le souhait que chaque personne intéressée par les travaux de la commission prenne connaissance de ce rapport dans son intégralité. Sans doute ce souhait est-il quelque peu commun pour un rapporteur, mais je voudrais pourtant le

rétérer au nom de tous les membres de la commission. Ce document constitue en effet un ensemble et seule sa lecture complète permet de comprendre dans toutes leurs dimensions les conclusions de la commission et les recommandations que celle-ci émet; les conclusions qu'elle tire trouvent leur source dans un minutieux travail d'analyse qui s'est déroulé dans un climat constructif auquel tous les commissaires ont collaboré afin de remplir au mieux la mission assignée à la commission.

Il s'agissait pour celle-ci d'examiner quelle politique les autorités belges et internationales ont menée et, plus particulièrement, quelles actions elles ont entreprises; il convenait également de formuler éventuellement des conclusions concernant les responsabilités et les mesures qui devraient être prises dans le futur.

Je crois pouvoir dire que la commission a très largement rempli sa mission. Cette dernière est maintenant terminée et le rapport qui vous est présenté aujourd'hui doit être utilisé comme un outil pour tenter de prévenir dans le futur des drames tels que celui que nous avons vécu. Cela nécessite, je le répète, de prendre connaissance de l'ensemble du rapport. Le volume de celui-ci n'handicape pas trop sa diffusion vers le grand public, notamment grâce au site internet du Sénat sur lequel il est présenté. En ma qualité de corapporteur, j'invite l'ensemble des citoyens à faire preuve d'une curiosité responsable et à lire ce rapport.

La commission entière a consacré des centaines d'heures à des auditions, à des délibérations et à la rédaction de ce rapport.

Il importe aussi de souligner l'importance du travail des rapporteurs-rédacteurs qui ont rédigé avec leurs collaborateurs et l'aide de commissaires la grande partie du rapport. Le travail fourni par tous les services du Sénat qui ont participé à l'élaboration de ce document est également remarquable. Je pense tout d'abord au secrétariat de la commission, et particulièrement à Mme Van Maele, aux services des comptes rendus, sans qui rien n'est possible, aux interprètes soumis à rude épreuve par nos débats linguistiques des derniers jours, débats qualifiés par certains de sémantiques, aux services de traduction du Sénat qui travaillent encore à rattraper le retard que nos urgences ont provoqué et, enfin, aux membres de tous les services, notamment les huissiers, qui nous ont accompagnés dans nos veillées nocturnes. Que tous ceux-ci soient chaleureusement remerciés de nous avoir permis d'aboutir.

J'en viens à présent au rapport proprement dit. L'exercice de présentation de celui-ci ne me permet pas de restituer la richesse d'informations qu'il contient. Je devrai me contenter de retracer

brèvement la genèse de la commission avant de vous donner un aperçu de la méthodologie de travail. Je dresserai ensuite ce que j'appellerai le sommaire enrichi du contenu des travaux de la commission couvrant les chapitres 2 et 3 du rapport.

Le chapitre premier définit l'installation et les méthodes de travail de la commission.

Dans le cadre de l'évaluation de la politique du gouvernement face aux événements du Rwanda, en 1993-1994, la commission des Affaires étrangères du Sénat a examiné plusieurs propositions visant à instituer une commission d'enquête.

À cette occasion, la commission a écrit au ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Défense nationale pour leur demander de lui transmettre les notes d'information qui sont parvenues à leur département pendant les mois qui ont précédé l'assassinat des dix Casques bleus belges et le génocide au Rwanda. Cette requête a été accueillie avec des réserves par le gouvernement qui a invoqué la confidentialité de l'information et la nécessité de protéger ses sources.

Une solution fut recherchée respectant, d'une part, l'obligation de rendre des comptes au Parlement et, d'autre part, la confidentialité de certains documents.

Au cours du printemps et de l'été 1996, une pétition a recueilli plus de 200 000 signatures.

Le 24 juillet 1996, la commission des Affaires étrangères décidait de mettre en place un groupe ad hoc pour consulter les documents de ces deux ministères, notamment ceux émanant des services de renseignements de l'armée.

Ce groupe ad hoc était composé de MM. André et Delva, présidents émérites de la Cour d'arbitrage, de M. Swaelen, président du Sénat qui assura la présidence du groupe, de MM. Mahoux et Verhofstadt, vice-présidents du Sénat, et de M. De Decker, sénateur et président du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ce groupe ad hoc avait pour mission de consulter les documents et informations susvisés, d'établir un rapport sur les informations contenues dans les documents relatifs à la période susvisée, de déposer leur rapport devant la commission dans un délai raisonnable — au plus tard le 15 octobre 1996 — et de se présenter devant la commission pour lui fournir tous éclaircissements utiles.

Après la remise du rapport ad hoc, le bureau du Sénat a proposé en séance plénière, le 17 janvier 1997, la création d'une commission spéciale Rwanda composée du président du Sénat et d'un représentant des groupes politiques siégeant au sein du bureau, les groupes politiques qui n'y sont pas représentés pouvant désigner un membre ayant voix consultative.

Le 28 janvier 1997 a vu la composition du bureau de la commission spéciale Rwanda. Le président Swaelen en assurant la présidence de plein droit, MM. Mahoux et Verhofstadt furent désignés respectivement premier et deuxième vice-présidents et M. Destexhe, secrétaire. La commission spéciale était composée en outre de MM. Caluwé et Hostekint, de Mme Willame-Boonen, de M. Ceder, de MM. Anciaux et Jonckheer et de Mme Dua, tous trois avec voix consultative.

La commission spéciale a reçu un mandat de cinq mois de manière que le rapport puisse être présenté en séance plénière dans le courant de la deuxième quinzaine du mois de juin. Nous avions, je pense, fait preuve d'optimisme.

La mission de la commission était de poursuivre le travail à partir du rapport du groupe ad hoc concernant les événements du Rwanda, d'examiner quelle politique les autorités belges et internationales avaient menées et, plus particulièrement, quelles actions elles avaient entreprises et de formuler, éventuellement, des conclusions relatives aux responsabilités et aux mesures qu'il y aurait lieu de prendre dans le futur. Elle pouvait utiliser si nécessaire, pour son rapport, les moyens dont aurait disposé une commission d'enquête.

La commission décida de se faire aider d'experts militaires et juridiques. Au cours des premières réunions, il a également été décidé de solliciter l'aide de spécialistes, à savoir deux experts en droit international, MM. Suy et David, respectivement professeur ordinaire à la K.U.L. et professeur ordinaire à l'U.L.B. et deux experts militaires, le général-major Duchâtelet, commandant

militaire du Palais de la Nation et le colonel en retraite Malherbe, ancien commandant du régiment paracommando et du contingent belge de l'UNPROFOR.

La commission spéciale s'est transformée en commission d'enquête. Une des raisons qui justifiait que tel ne soit pas le cas était l'espoir que les témoins des Nations unies puissent répondre aux questions de la commission spéciale. De l'avis de certains commissaires, une commission d'enquête risquait de rendre ce genre d'audition impossible.

Le 16 avril 1997, le président de notre commission communiqua à celle-ci le refus du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, de témoigner personnellement ou de permettre à ses collaborateurs de le faire. Ainsi, un des arguments contre la création d'une commission d'enquête disparaissait. La proposition d'instituer une commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda fut adoptée sans amendement par le Sénat, le 24 avril 1997. Je passe sur sa composition et ses missions.

C'est le 30 avril qu'eut lieu la première réunion préparatoire à la rédaction du rapport de la commission. Les rapporteurs proposèrent alors un projet de plan de rapport. Au cours de sa réunion du 13 mai, la commission décida de recourir à la coopération juridique experte de Mme Roggen, assistante à l'U.L.B. et avocate au barreau de Bruxelles.

Conformément à la décision du Sénat du 24 avril 1997, la commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda avait pour mission, à partir du rapport du groupe ad hoc Rwanda créé par la décision de la commission des Affaires étrangères du Sénat le 24 juillet 1996, de poursuivre le travail de la commission spéciale Rwanda instituée par le Sénat le 23 janvier 1997. La commission d'enquête disposait, pour remplir sa mission, de toutes les compétences visées à l'article 56 de la Constitution et dans la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.

Dans le chapitre 2, la commission a voulu donner aux lecteurs la possibilité de se forger une certaine connaissance du cadre dans lequel s'inscrivent les événements du Rwanda. Elle a réalisé une synthèse portant sur les éléments de géographie physique et humaine, sur l'économie et sur quelques éléments historiques retraçant brièvement l'histoire rwandaise en quatre étapes: la période pré-coloniale, la période coloniale et l'indépendance, la crise de 1990 et les Accords d'Arusha. Étant donné le caractère subjectif de certains de ces éléments, notamment économiques et historiques, qui ont donné lieu à des interprétations très diverses dans l'ensemble des milieux, y compris scientifiques, la commission a aussi tenu à inclure dans le rapport des extraits de deux publications reconnues pour leurs analyses qui divergent parfois. Il s'agit du *Joint evaluation of emergency assistance to Rwanda* et du livre du professeur Prunier, *La crise du Rwanda, histoire d'un génocide*.

La commission a rencontré quatre restrictions fondamentales dans son travail. La première est due à l'inviolabilité absolue du Roi. Des commissaires avaient proposé d'entendre certains collaborateurs de la maison royale. Les divers avis juridiques qui furent pris sur la question concordaient pour exclure cette possibilité qui porterait atteinte à l'inviolabilité du Roi et au principe de l'unité entre le Roi et le gouvernement ainsi qu'au colloque secret. La commission a donc décidé de n'interroger aucun membre du cabinet civil ou de la maison militaire du Roi.

La deuxième restriction est liée au refus de coopération des instances des Nations unies. J'ai déjà indiqué que le secrétaire général Kofi Annan avait refusé d'autoriser les membres du personnel des Nations unies à témoigner, arguant de l'immunité de juridiction dont ils bénéficient, qui prescrit que ses membres ne peuvent être forcés à témoigner en justice sans l'autorisation du secrétaire général, alors qu'à ce moment, comme je l'ai souligné, la commission n'était pas encore revêtue des pouvoirs de commission d'enquête.

La troisième restriction relève des interférences possibles entre le travail d'une commission d'enquête parlementaire et les enquêtes judiciaires. Il fallait notamment respecter les principes constitutionnels de la séparation des pouvoirs ainsi que l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi de 1880 qui les concrétise. Conformément à cette dernière disposition, les enquêtes menées par les Chambres ne se

substituent pas à celles du pouvoir judiciaire avec lesquelles elles peuvent entrer en concours sans toutefois en entraver le déroulement.

En application de cette disposition, chaque fois qu'un doute est apparu, nous avons pris contact avec le juge d'instruction Vandermeersch qui mène une dizaine d'instructions concernant les événements du Rwanda. En outre, la commission a organisé son audition en vue de discuter les dossiers judiciaires en cours. Enfin, la commission d'enquête, toujours pour ne pas entraver l'enquête judiciaire en cours, n'a pas traité quant au fond, à la demande du juge d'instruction, un dossier bien précis qui concernait le sort des victimes civiles.

Dans le même ordre, une autre restriction de la commission d'enquête découlait de l'obligation pour la commission Rwanda d'éviter que des démarches de procédure inconvenantes ne perturbent le cours normal de l'instruction. Il fallait éviter en particulier qu'un témoin soit obligé directement ou indirectement de faire des déclarations par lesquelles il s'accuserait lui-même, déclarations qui pourraient compromettre son droit fondamental à un procès équitable. Dès lors, s'imposant volontairement une restriction, la commission d'enquête a estimé nécessaire de ne pas appeler certains témoins ou de ne pas leur faire prêter serment.

La quatrième restriction concerne le refus des pays étrangers de communiquer les informations dont ils auraient pris connaissance à travers leurs services de renseignements. La commission Rwanda a constaté qu'elle ne pourrait obtenir aucune information de cet ordre, en particulier de la France et des États-Unis qui, selon elle, auraient pu apporter leur contribution. Vu l'implication des puissances en question dans les événements du Rwanda, il est évident que la commission n'a pas pu prendre connaissance de certaines des informations qui lui apparaissent toujours comme essentielles. En outre, les documents que les instances militaires belges ont mis à la disposition de la commission, ont été expurgés dans le même but, afin qu'ils ne contiennent aucune donnée empruntée aux services de renseignements précités.

Le chapitre 3 traite des constatations. Je ne pense pas trahir le travail de la commission en soulignant qu'elles ont constitué l'essentiel de son travail, et que les chapitres 4 et 5 sont étayés par les constatations que nous avons pu vérifier dans le chapitre 3. Ce dernier reprend l'ensemble des constats qu'elle a été amenée à faire au terme de ses travaux; il comprend quinze points que je vais me contenter d'énumérer et de commenter brièvement.

Le point 3.1 analyse d'abord la décision des Nations unies d'intervenir au Rwanda, en la replaçant dans le cadre théorique du fonctionnement de l'institution et de l'opération qu'elle mène. Comme je viens de le dire, après un survol théorique du fonctionnement des Nations unies et, de manière plus spécifique, du fonctionnement des missions de paix, la commission a abordé plus particulièrement la manière dont a été prise la décision des Nations unies relative à l'installation de la MINUAR au Rwanda.

Le point 3.2 porte sur la manière dont a été prise la décision de la Belgique de participer à la MINUAR. Il contient d'abord une chronologie tout à fait stricte du processus décisionnel. Ensuite, il étudie la prise de décision sur les plans politique et technico-militaire.

À cet égard, sur le plan politique, la commission s'est intéressée aux paramètres qui ont été utilisés par le gouvernement pour prendre sa décision, à savoir l'incidence du passé colonial de la Belgique, les décisions d'octobre 1990 qui n'ont pas été pour rien dans le climat régnant au Rwanda à l'égard de la Belgique, le soutien politique aux Accords d'Arusha, la visite du président Habyarimana en Belgique le 4 octobre 1993, la présence au Rwanda d'une importante communauté belge ainsi que l'existence au Rwanda d'un programme de coopération au développement extrêmement important et, enfin, les informations relatives, au moment de la décision, à la campagne anti-belge et anti-MINUAR existant au Rwanda au sein de la population rwandaise et, de manière plus spécifique, dans les milieux rwandais gravitant autour du pouvoir.

Sur le plan technico-militaire, la commission a abordé le problème de la mission de reconnaissance et les informations qu'elle contenait, les négociations difficiles et controversées sur les effectifs du contingent belge de la MINUAR, l'absence d'un

second contingent crédible, le problème important de ce que l'on appelle la Q.R.F. — *Quick Reaction Force* — c'est-à-dire une force de réserve crédible pouvant pallier les difficultés que subissait la MINUAR, la dispersion des cantonnements, les problèmes d'armements et de munitions, en se penchant de manière plus spécifique sur le caractère opérationnel de ces armements et de ces munitions et sur leur adéquation à la mission de la MINUAR mais aussi au climat qui régnait à l'égard de la MINUAR au Rwanda et, enfin, la limitation du mandat et des règles d'engagement.

Dans le cadre de la décision d'envoi d'un contingent belge participant à la MINUAR, la commission s'est penchée aussi sur l'utilisation de l'expérience acquise lors d'opérations militaires antérieures et sur la participation du contingent belge antérieurement à des missions des Nations unies.

Dans le chapitre 3, la commission s'est penchée sur le déroulement de l'opération de la MINUAR. Depuis le départ des paracommandos jusqu'à leur évacuation, la commission a relevé et évalué toute une série de points et de déficiences concernant à la fois l'appréciation de la dégradation de la situation politique, l'appréciation au Rwanda et en Belgique de la menace contre KIBAT et la MINUAR, sans oublier les problèmes opérationnels.

À cet égard, sans être exhaustif, le chapitre 3 traite, plus particulièrement, de l'appréciation de la dégradation de la situation politique. La commission s'est penchée sur la « bipolarisation » du pouvoir au Rwanda entre deux camps alors que les Accords d'Arusha étaient basés sur l'adhésion de l'ensemble des acteurs au Rwanda, sur l'appréciation des menaces contre KIBAT et la MINUAR — à la lumière de ce qui était déjà contenu dans le rapport du groupe ad hoc et prenant connaissance d'un plan visant à empoisonner les Casques bleus belges —, sur le chapitre extrêmement important concernant les informations que Jean-Pierre avait fournies aux services de renseignements ou à ceux qui étaient chargés du renseignement à Kigali, sur la manière dont ces informations ont été adressées, à la fois à Bruxelles et à New York, et sur le traitement de ces informations extrêmement alarmantes pouvant laisser supposer — cela s'est confirmé par la suite — qu'il existait une menace spécifique contre la MINUAR et son contingent belge, sans oublier les préparatifs de génocide.

En ce qui concerne les problèmes opérationnels, la commission a traité la demande faite par les officiers belges présents sur le terrain de munitions supplémentaires, du retard ou l'absence de réponse à leur demande. Elle a mis en évidence — ce qui apparaissait déjà au moment de la prise de décision — l'insuffisance ou l'inadéquation — lors du déroulement de l'opération MINUAR — de l'armement et des munitions, singulièrement en ce qui concerne les blindés, le nombre d'hommes et l'absence d'une réserve propre au contingent belge, l'absence d'une force de réaction rapide et aussi toutes les difficultés liées aux relations avec les contingents étrangers et — il convient de le souligner — l'absence de crédibilité de certains de ces contingents. Elle est revenue sur la dispersion des cantonnements, la mise au point laborieuse d'un plan d'évacuation et la non-prévision d'un *worst case*, c'est-à-dire d'une situation difficile voire catastrophique.

Elle s'est penchée aussi sur l'absence ou l'insuffisance de préparation des troupes, aussi bien au départ que lors du remplacement de KIBAT I par KIBAT II. Elle a mis en évidence les problèmes de communication sur le terrain au sein du contingent belge et entre le contingent belge, le secteur et la force. Elle s'est penchée sur la non-existence structurelle d'une structure de renseignement à Kigali, l'inexistence d'un service de renseignements des Nations unies — soulignant d'ailleurs la qualité du travail de renseignement effectué par ceux qui en étaient chargés à Kigali en l'absence de toute structure —; elle a étudié les renseignements provenant de la coopération technique militaire; elle a examiné la collaboration existant entre les services de renseignements rwandais et étrangers et aussi, très longuement, sur le traitement des renseignements aux différents échelons à Kigali, à Evere et à New York. Elle a eu l'occasion de se pencher sur le fonctionnement du service général de renseignement à Evere.

Enfin, elle s'est intéressée à la coopération existant entre les départements ministériels des Affaires étrangères et de la Défense nationale et sur le manque de coordination entre ces départements

et Evere; l'absence ou l'insuffisance de coordination et de travail en commun entre le ministère de la Défense nationale et l'état-major d'Evere.

La commission a également examiné le comportement des troupes belges en service à Kigali, en insistant plus particulièrement sur les ordres qui leur avaient été donnés. Pour ce faire, elle a divisé son travail en deux périodes, la première où l'attitude des troupes belges était considérée comme trop agressive par rapport à une situation relativement calme et la seconde où le comportement apparaissait comme beaucoup plus modéré — certains l'ont même qualifié d'insuffisant, de non réactif — au moment où une situation dramatique se dessinait.

Le chapitre IV concerne l'exécution du mandat des Nations unies, ainsi que l'interprétation, l'utilisation faite des règles d'engagement. La commission relève une interprétation minimale du mandat — dont le contenu était déjà restrictif par rapport à celui défini lors de la conclusion des Accords d'Arusha — ainsi que des règles d'engagement. En effet, toutes les possibilités des règles d'engagement n'ont pas été utilisées.

Le point 5 analyse en détail le déroulement des événements des 6 et 7 avril 1994 au cours desquels eut lieu l'assassinat des dix paracommandos belges, à la suite de l'attentat commis contre l'avion présidentiel. En ce qui concerne cet attentat, la commission a constaté qu'aucune enquête — nationale ou internationale — n'avait été effectuée. Elle a également mis en évidence le fait qu'aucune initiative pressante n'avait été prise afin qu'une telle enquête, combien importante, soit mise en place. Elle a repris le rapport de l'auditeur général qui est apparu comme l'élément de base permettant de retracer la chronologie des événements.

En ce qui concerne le 7 avril et l'assassinat des dix paracommandos, la commission a examiné le comportement des membres des Nations unies sur place et, plus particulièrement, celui du représentant spécial du secrétaire général, M. Booh Booh, ainsi que celui du général Dallaire. Elle a tenté de dégager les éléments qui ont sous-tendu les décisions — ou non-décisions — de ces deux membres des Nations unies. Elle s'est plus particulièrement penchée sur les circonstances dans le cadre desquelles le général Dallaire a décidé de faire escorter la Première ministre rwandaise, le 7 avril.

Au vu des déclarations du général Dallaire lui-même — il s'agissait de déclarations écrites pour les motifs que j'ai évoqués tout à l'heure —, la commission a tenté de savoir si le général pouvait être au courant de la situation dans laquelle se trouvait le groupe Lotin dans la matinée du 7 avril. Elle a tenté de cerner les initiatives qu'a prises le général Dallaire et les raisons qui auraient pu, le cas échéant, l'empêcher d'en prendre.

La commission s'est penchée, par rapport aux événements du 7 avril, sur le comportement de certains officiers belges et, plus particulièrement, du major Maggen et a souligné que les témoignages de ce dernier devant la commission d'enquête ne correspondaient pas à ses trois témoignages antérieurs devant d'autres instances, comme les commissions d'enquête des Nations unies et de l'armée belge ou l'auditeur général. Elle a décidé — en raison de ces discordances — de renvoyer le dossier du major Maggen à l'auditeur général.

La commission s'est penchée sur les comportements du colonel Dewez et du major Hoffray en analysant les informations dont ils disposaient le matin du 7 avril et les initiatives qu'ils ont pu prendre.

La commission s'est également intéressée à l'attitude du colonel Marchal au cours des événements du 7 avril, prenant en compte le jugement d'acquiescement dont il avait fait l'objet devant la cour militaire.

Le point 3.6 traite du génocide. Après une introduction théorique et un chapitre sur la reconnaissance par les Nations unies et la communauté internationale du génocide au Rwanda, la commission a décrit le déroulement du génocide avant de revenir sur sa planification et sur les violations des droits de l'homme qui l'ont précédé et qui furent déjà constatées par le rapporteur spécial des Nations unies. À cet égard, est évoquée la connaissance qu'avait ou aurait dû avoir la communauté internationale — la Belgique en particulier — de ce rapport établi par le rapporteur spécial des Nations unies.

Le point 3.7 est consacré aux massacres attribués au F.P.R. Le retrait des troupes belges est, quant à lui, examiné au point 3.8. La commission a été particulièrement attentive à la chronologie de ces événements. Elle a voulu, de manière circonstanciée, dans un tableau le plus complet possible, établir en termes d'informations, de démarches et de décisions ce qui s'est passé à Bruxelles, Kigali et New York. La lecture de ce tableau, qui peut apparaître rébarbative, éclairera l'ensemble des lecteurs sur les difficultés d'information et sur la chronologie des décisions par rapport aux événements de Kigali.

La commission a tenté de cerner les démarches effectuées par la Belgique à la suite de la situation qui prévalait au Rwanda, et ce à la lumière de l'assassinat de nos dix paracommandos et des massacres qui avaient commencé à Kigali dès après l'attentat contre l'avion présidentiel.

Elle a tenté de cerner avec le plus de précisions possible les démarches qui ont été engagées ainsi que la gradation et les modifications qui se sont opérées dans celles-ci en raison de la situation qui prévalait au Rwanda et, surtout, des réponses apportées à ces démarches. Je pense particulièrement aux mandats qui auraient dû être modifiés et que l'on a refusé de modifier.

Elle a établi, avec des durées différentes — nous sommes dans les constatations —, les démarches effectuées: une première démarche qui visait à renforcer le mandat, très rapidement suivie d'une autre visant à le modifier et à permettre à la Belgique d'évacuer ses ressortissants civils, ainsi que les démarches ayant pour objet le retrait du contingent belge de la MINUAR. Enfin, elle s'est penchée sur les démarches entreprises par la Belgique en vue du retrait total de la MINUAR de Kigali.

Simultanément, elle a tenté de connaître les raisons pour lesquelles les règles d'engagement n'ont pas été appliquées à Kigali. À cet égard, elle a examiné plus particulièrement l'article 17 des règles d'engagement qui prévoit que les forces d'intervention des Nations unies doivent réagir, si elles en ont la possibilité, dans les cas où des atteintes aux intégrités physiques et des crimes contre l'humanité se produisent aux endroits où elles se trouvent.

La commission a examiné sous un aspect particulier et d'une manière chronologique le problème de la non-intervention des militaires belges dans l'école Don Bosco, l'E.T.O.

Elle a pu mettre en évidence le fait qu'en ce qui concerne les événements dramatiques du Rwanda qui ont commencé le 6 avril au soir, c'est en journées, demi-journées, voire en heures, qu'il convient de compter.

Enfin, la commission a dû constater une quasi-absence d'opposition à la décision du retrait du contingent belge de la MINUAR, tant au niveau du Parlement qu'à celui de la presse et, oserais-je dire, de l'opinion publique.

Le chapitre 3.9 permet peut-être de prolonger cette réflexion par un aperçu des activités parlementaires concernant les événements du Rwanda pendant la période de janvier 1993 à août 1994. Si des débats ont eu lieu au Parlement, la décision d'envoi d'un contingent belge au Rwanda n'a été accompagnée d'aucune discussion; pendant une période apparaissant très longue étant donné les événements dramatiques qui se déroulaient à Kigali, aucun débat n'a été ouvert au Parlement à ce sujet et aucun parlementaire n'a développé une intervention.

Le chapitre 10 traite des problèmes qui se sont révélés lors de l'accueil réservé aux familles des victimes et à l'accompagnement psycho-médico-social déficient. Différents points concernent à la fois l'information des familles des victimes, l'encadrement dont elles auraient dû faire l'objet, l'absence de reconnaissance du droit que ces familles avaient et ont toujours de voir rendre à leurs défunts les hommages qu'elles souhaitent, en dehors de tout protocole. Il relève enfin que des documents proposés à la signature des familles des victimes impliquaient que celles-ci renonçaient à tous droits ultérieurs et donc, au droit de se porter partie civile, sans qu'elles en soient informées.

Le chapitre 11 concerne le rôle joué par R.T.L.M., Radio Mille Collines, dans la création d'un climat de haine raciale étudié au point 3.11. Il est question de la problématique du financement de cette radio, des personnes qui l'ont fondée et de celles qui la contrôlaient.

Nous avons ensuite tenté de déterminer si les autorités belges pouvaient être au courant du rôle joué par R.T.L.M. et de l'implication des plus hautes autorités politiques rwandaises.

Nous avons examiné si des actions avaient été entreprises sur le plan politique et militaire pour empêcher Radio Mille Collines de nuire.

Le point 3.12 est consacré à l'examen de canaux politiques et privés officiels qui auraient pu influencer les politiques menées en Belgique par rapport aux événements au Rwanda, mais aussi influencer — ou renforcer dans les convictions — les politiques rwandais opposés aux Accords d'Arusha.

Elle s'est penchée plus particulièrement sur la problématique de l'Internationale démocrate chrétienne. Elle a entendu Mme De Backer et M. Johan Scheers et a tenté de préciser s'il intervenait ou était intervenu dans le dossier Rwanda, comme avocat d'une partie ou d'une personne ou, plutôt, dans le cadre d'une mission politique qui lui aurait été dévolue.

Le chapitre 13 traite des dossiers judiciaires et administratifs relatifs au Rwanda en Belgique. Il comprend la problématique des demandeurs d'asile et la façon dont ces demandes d'asile ont été traitées par le Commissariat général aux réfugiés. La commission a tenté de savoir si le délai de traitement des recours introduits par ces ressortissants rwandais, candidats réfugiés politiques, contre la décision de rejet de leur demande, était normal.

Elle a tenté de mettre en évidence, par rapport au dossier judiciaire, l'existence de protection de certaines personnes impliquées directement ou indirectement dans le génocide. À cet égard, elle a voulu savoir pourquoi le parquet n'avait pas pris de décision pour un certain nombre de dossiers à la suite des conclusions qui lui avaient été remises par le juge d'instruction.

Le chapitre 14 aborde la coopération belgo-rwandaise et, plus particulièrement, la coopération au développement et l'évaluation qui en a été faite par notre section de coopération à Kigali. Il traite aussi de la coopération technique militaire dans la mesure où celle-ci s'est poursuivie malgré la décision belge de participer sur le plan militaire à la MINUAR et l'obligation qu'impliquait cette décision, à savoir l'impartialité.

La commission s'est penchée aussi sur le rapport de M. Galand en ce qui concerne la possible utilisation de fonds mis à la disposition du gouvernement rwandais — je précise qu'il ne s'agit pas, dans ce cas, de la coopération bilatérale mais bien multilatérale — par les structures de Bretton Woods pour s'armer dans le cadre de la préparation du génocide.

Le chapitre 3 se termine par l'examen du traitement du dossier Rwanda par les autorités militaires et politiques, à la suite des événements dramatiques du printemps et de l'été 1994 jusqu'à l'installation du groupe ad hoc.

Mon corapporteur, M. Verhofstadt, abordera les chapitres 4 et 5.

Je voudrais souligner la volonté qui fut celle des membres de la commission d'aller à la vérité avec tous les moyens dont ils disposaient. Dans tous les aspects que revêt son rapport, la commission a tenté d'appliquer, dans la collecte des informations, dans l'audition des témoins, un traitement égal tant en ce qui concerne les Nations unies que la Belgique, le Rwanda et les acteurs politiques et militaires.

Je le répète, face à un travail d'une telle ampleur, l'audition d'un rapport oral ne peut remplacer la lecture exhaustive du rapport, afin d'en percevoir toutes les facettes, toute la réalité et toutes les nuances. (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Verhofstadt, corapporteur.

**De heer Verhofstadt (VLD), corapporteur.** — Mijnheer de voorzitter, zoals mijn collega Mahoux, wil ik eerst en vooral mijn dank betuigen aan u, die als voorzitter van de commissie de werkzaamheden gedurende de voorbije maanden heeft geleid op een wijze die de commissie in staat heeft gesteld een unaniem goedgekeurd verslag aan de plenaire vergadering voor te leggen.

Tevens wil ik de corapporteur, collega Mahoux, danken. Door met elkaar samen te werken leren mensen elkaar beter kennen en waarderen. De voorbije achttien maanden heb ik in mijn collega

een rustig, sereen, bekwaam en, wanneer het erop aankwam, een bewogen en zelfs gedreven man ontdekt, die door de wijze waarop hij zijn mandaat heeft waargenomen, trouw blijft aan zijn engagement van weleer.

Tenslotte wil ik ook de commissieleden danken voor hun onverdroten en volgehouden inzet en de meer dan constructieve houding waarvan ze bij de totstandkoming van dit rapport blijk hebben gegeven.

Ook al leek het even dat de commissie zou bezwijken onder het gewicht van de partijpolitiek, toch zijn wij erin geslaagd deze hindernis te nemen en het zoeken naar de waarheid te laten primeren. Hiermee heeft de commissie mijns inziens bewezen dat de Senaat wel degelijk een plaats heeft in het Belgische politieke landschap. Op deze tribune kan ik overigens gerust verklaren, wat op een andere tribune wellicht veel moeilijker zou zijn, dat ik niet inziet hoe zo een omvangrijk rapport met zulke zwaarwichtige conclusies in de andere Kamer tot stand had kunnen komen.

Zoals afgesproken met mijn collega rapporteur, zal ik verslag uitbrengen over de hoofdstukken vier en vijf van het verslag, namelijk het hoofdstuk betreffende de disfuncties, de fouten en de verantwoordelijkheden en het hoofdstuk met de aanbevelingen.

In het twintig bladzijden tellende vierde hoofdstuk worden de fouten en gebreken opgesomd, die de commissie in de loop van haar onderzoeksopdracht heeft vastgesteld en worden tevens de personen en de instanties die hiervoor verantwoordelijkheid dragen, aangeduid. Zoals mijn collega corapporteur reeds heeft aangegeven, moet dit deel van het verslag natuurlijk samen worden gelezen met het derde hoofdstuk van het verslag waarin op vrij opvoerige wijze de bevindingen van de commissie worden opgetekend bij de meer dan honderd getuigenverhoren en confrontaties en na het raadplegen van duizenden documenten, inbegrepen de documentatie van de groep ad hoc.

De commissie kwam tot de bevinding dat naast de Rwandese verantwoordelijkheden ook politieke en militaire overheden van België, van de Verenigde Naties en van de hele internationale gemeenschap rechtstreeks of onrechtstreeks verantwoordelijkheid dragen. Een samenloop van omstandigheden, onzorgvuldigheden, verkeerde inschattingen en regelrechte fouten hebben volgens de commissie geleid tot het drama dat zich in de maanden april en mei 1994 in Rwanda heeft afgespeeld. Voorts is de commissie van oordeel dat de nasleep van het Rwandese drama noch door de politieke, noch door de militaire overheden passend werd afgehandeld en dat vooral ten aanzien van de familieleden van de slachtoffers een houding werd aangenomen die niet goed te praten valt.

Concreet kwam de commissie tot het besluit dat op 17 domeinen gebreken, fouten en tekortkomingen konden worden vastgesteld. Ik som ze op zoals ze in het rapport vermeld staan.

1. De gebrekkige besluitvorming binnen de VN-Veiligheidsraad bij het zenden van de vredesmacht naar Rwanda.
2. De gebreken in de Belgische besluitvorming tot deelname aan de UNAMIR-vredesoperatie.
3. Het ontbreken van afdoende technische voorbereiding van de Belgische UNAMIR-troepen.
4. De gebrekkige werking van het Verenigde Naties-secretariaat en het Department Peacekeeping Operations, de DPKO, tijdens de duur van de missie.
5. De gebrekkige werking van de generale staf en van het operationeel centrum te Evere tijdens de operatie.
6. Het ontbreken van een inlichtingendienst ter plaatse en van een efficiënte analysecapaciteit.
7. De weigering bescherming te verlenen aan de informant Jean-Pierre.
8. De gebrekkige coördinatie tussen het departement Landsverdediging en de generale staf van het leger.
9. De gebrekkige opvolging van het Rwandese dossier door de Ministerraad en de departementen van Landsverdediging en Buitenlandse Zaken.
10. De zwakke diplomatieke inspanningen ter versterking van het UNAMIR-mandaat.

11. De foutieve inschatting van de toestand op 7 april 1994 door de speciale vertegenwoordiger van de VN-secretaris-generaal en de hogere UNAMIR-officieren en hun passieve houding.

12. De tekortkomingen in de opvang en de begeleiding van de families van de slachtoffers.

13. De eenzijdige beslissing om de Belgische UNAMIR-troepen terug te trekken.

14. Het uitblijven van enig doelmatig optreden tegen de haatzender RTLM.

15. De inmenging van officieuze politieke kanalen en tussenpersonen.

16. De misleidende afhandeling van het Rwanda-dossier door de militaire overheden.

17. De aanwezigheid van Rwandese vluchtelingen in België en de mogelijke bescherming bij het behandelen van gerechtelijke dossiers.

Voor elk van deze domeinen worden in het rapport de vastgestelde tekortkomingen nader omschreven. Voor alle fouten en gebreken wordt duidelijk aangegeven welke internationale, militaire en/of politieke personen en instanties verantwoordelijkheid dragen.

In het vierde hoofdstuk concludeert de commissie dat de communicatie tussen de regering en het Parlement heel wat te wensen overliet. Het Parlement gaf, enkele uitzonderingen niet te na gesproken, tijdens de vredesoperatie blijk van te weinig belangstelling voor het Rwandese vraagstuk. De regering verschaftte evenwel te weinig informatie aan het Parlement. Zowel voor als na de gebeurtenissen van 7 april bestond daartoe onvoldoende bereidheid en hingen de toenmalige en de huidige ministers van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging het Parlement een onvolledig en derhalve een onnauwkeurig beeld op van de kennis die de Belgische regering in de bewuste periode van november 1993 tot april 1994 bezat.

In het vijfde en laatste hoofdstuk van het rapport heeft de commissie 55 aanbevelingen geformuleerd. Zij gaan zowel over de politiek als over het leger, zowel over België als over de Verenigde Naties. De aanbevelingen zijn tegelijk bedoeld voor de regering en voor het Parlement.

In de eerste plaats formuleert de commissie drie concrete aanbevelingen in verband met de rechten van de nabestaanden van de slachtoffers. Deze hebben steeds het volste recht op de waarheid. Protocolregels mogen niet langer voorrang krijgen bij het afscheid nemen van de overledenen.

Voorts zijn er 11 aanbevelingen waarmee rekening moet worden gehouden wil België nog deelnemen aan de VN-vredesmissies. Ik vat ze hier kort samen. In de eerste plaats moet er gezorgd worden voor een degelijke analyse met oog voor de humanitaire, politieke en militaire aspecten van de operatie. België mag niet meer deelnemen aan vredesoperaties in landen waarmee het vroeger een koloniale band had. Een deelname aan een vredesmissie mag nooit worden opgestart voor een land waarmee België een militair-technische samenwerking onderhoudt. Men dient zich voorafgaandelijk te vergewissen van de betrouwbaarheid van de militaire partners. België moet zelf een snelle interventiemacht uitbouwen. Ten slotte moet ons land zelf kunnen deelnemen aan de discussies over de omschrijving van het mandaat.

De dertien volgende aanbevelingen hebben betrekking op de technische voorbereiding en volgen te velde van de operatie. Opleiding, huisvesting, bewapening, communicatie- en transmissiemateriaal, het voorzien in een *worst case*-scenario mogen niet langer aan het toeval worden overgelaten. De werking van het operatiecentrum en van de Dienst Inlichtingen en Veiligheid van het leger moet worden verbeterd, evenals de coördinatie tussen de departementen van Landsverdediging en de generale staf en tussen de departementen van Landsverdediging en van Buitenlandse Zaken. De Belgische regering moet over een analyse- en coördinatie-instrument beschikken om haar beleid te kunnen voorbereiden. Dit instrument moet de informatie uit de verschillende inlichtingenbronnen bijeenbrengen, analyseren en in aanbe-

velingen omzetten. In het Belgisch strafrecht moeten bepalingen worden opgenomen die misdrijven tegen de mensheid en met name genocide bestraffen.

Ten slotte formuleert de commissie aanbevelingen in verband met de werking van het Parlement zelf. Telkens als België aan een buitenlandse missie deelneemt, moet binnen de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden van de Senaat een werkgroep worden gevormd met als opdracht de ontwikkelingen van deze operatie op de voet te volgen en het Parlement daarover in te lichten. Bovendien dient de regering de komende vijf jaar aan de Senaat jaarlijks verslag uit te brengen over de vorderingen die werden gemaakt in het uitvoeren van de aanbevelingen van het vijfde hoofdstuk van het rapport.

Mijnheer de voorzitter, met deze allicht al te beknopte weergave van het vierde en vijfde hoofdstuk van het rapport van de onderzoekscmissie beëindig ik officieel mijn opdracht als rapporteur. Het was een opdracht waaraan ik samen met u en met mijn corapporteur, de heer Mahoux, 18 maanden heb gewerkt, eerst als lid van de zogenaamde werkgroep ad hoc, nadien als ondervoorzitter en rapporteur van de bijzondere commissie Rwanda en later als ondervoorzitter-rapporteur van de onderzoekscmissie Rwanda. Ik meen dat ik, net zoals u en mijn corapporteur, altijd heb getracht deze taak met de grootste mogelijke objectiviteit te vervullen, in alle sereniteit, ons louter en alleen baserend op de feiten en boven de klassieke tegenstelling van meerderheid en oppositie heen.

Nu ik die opdracht heb beëindigd, beschouw ik het ook als mijn plicht als lid van deze Senaat enkele persoonlijke beschouwingen en bedenkingen te geven over het drama dat zich in april 1994 in Rwanda voltrok. Ik leg er onmiddellijk de nadruk op dat ik zulks wil doen op dezelfde manier als de rapporteurs van deze commissie, namelijk sereen, objectief en verheven boven de partijpolitiek.

Ik heb mij meer dan twee jaar geleden, net zoals mijn collega-rapporteur, in deze zaak geëngageerd, niet omdat ik er een kans zag een regering in moeilijkheden te brengen of om verdeeldheid te zaaien tussen coalitiepartijen.

Ik moet trouwens bekennen dat mijn engagement in dit dossier aanvankelijk eerder van toevallige aard was. In oktober 1995, na het lezen van een boek over de Dreyfus-affaire, raakte ik geïnteresseerd door een artikelenreeks in het dagblad *De Morgen* omdat daarin gewag werd gemaakt van het bestaan van al dan niet geheime legerdocumenten die aantonen dat de politieke en militaire overheden van ons land — in tegenstelling tot de officiële versie — in de periode november 1993 tot april 1994 wel degelijk op de hoogte konden geweest zijn van een dreiging tegen de Belgische Blauwhelmen en van op til zijnde massale slachtpartijen. Ik heb die stukken — achteraf bleek dat het ging om rapporten van Rwandese informanten gericht aan de Belgische inlichtingenofficier, luitenant Nees — laten inkijken door de betrokken redacteur om mij ervan te vergewissen dat deze stukken inderdaad authentiek waren. Toen bleek dat dit het geval was, stond het voor mij vast dat met betrekking tot het Rwandese drama de waarheid niet werd verteld en dat derhalve een volledige opheldering omtrent dit dossier nodig was.

Een tweede verduidelijking die ik wens naar voren te brengen, is de volgende. Ik heb, dat geldt eveneens voor mijn corapporteur, dit dossier nooit benaderd vanuit de klassieke opdeling meerderheid-oppositie en ik zal dat vanaf nu, nu ik geen rapporteur meer ben, ook niet doen. Rond de dood van tien Belgische paracommando's, rond het leed van hun familieleden waarvan velen nog in een rouwproces verwickeld zijn, rond het massaal afslachten op twee maanden tijd van 800 000 mensen, rond vragen over leven of dood waarbij men zich kan afvragen of er op deze wereld wel plaats is voor menselijkheid, worden geen politieke spelletjes gespeeld van meerderheid of van oppositie.

Ook vandaag in plenaire vergadering zal ik dit als senator niet doen en zal ik pogen om mijn mening op een serene, objectieve, weloverwogen en afgemeten wijze te uiten. Een andere houding zou slechts getuigen van een fundamenteel gebrek aan respect voor de nabestaanden van onze para's en voor de slachtoffers van de genocide.

Alvorens mijn mening te formuleren, wil ik de huiveringwekkende gebeurtenissen van vier jaar geleden in herinnering brengen.



In de eerste plaats is er de genocide. Voor het beschrijven en bevatten hiervan bestaan eigenlijk geen taal en woorden, het aanschouwen ervan verscheurt de ziel. Ik heb, net als mijn andere collega hier aanwezig, op 30 kilometer ten zuiden van Kigali een massagraf bezocht waarvan het beeld en de geur mij altijd zal bijblijven. «Arbeiden» noemt men dat in Rwanda. Mensen, mannen, vrouwen, kinderen en ouderen worden alleen op basis van hun etnische afkomst in kampen samengedreven. Daar worden ze dag na dag gemarteld voor ze ten slotte, in een orgie van geweld en nadat ze ondraaglijke pijnen hebben geleden, worden afgeslacht: «L'enfer c'est les autres.» Wie herinnert zich nog de namen van de 800 000 vermoorde Rwandezes?

De namen van de tien Belgische para's herinneren we ons wel. Ze staan in het geheugen gegrift van degenen die zich met de commissie hebben bezig gehouden. Toen ik in Rwanda was, heb ik, net als de corapporteur en andere commissieleden, de plaats bezocht waar de para's werden gedood. Ze werden niet met een vlugge kogel gedood, zoals men de nabestaanden eerst heeft voorgedragen, maar ze werden stuk voor stuk afgemaakt nadat ze zich uren manmoedig hebben verdedigd. Ze hebben zich niet zomaar laten afslachten of doden. Ze hebben uren gevochten tegen een overmacht en lang standgehouden terwijl ze wellicht in hun binnenste vruchteloos op hulp en verlossing hebben gewacht.

Ze bevonden zich in volle gevecht toen een van onze Belgische officieren samen met de hoofdverantwoordelijke voor de internationale Vredesmacht, generaal Dallaire, op nog geen 50 meter van hen langsreed. Deze twee personen hebben om onbegrijpelijke redenen geen actie ondernomen, ze hebben meer bepaald nog, dit dramatische voorval niet ter sprake gebracht op een vergadering met de top van het Rwandese leger luttele ogenblikken later. De tien paracommando's hebben gebarricadeerd achter muren, planken en britsen in een stukgeschoten legerbarak weerstand geboden terwijl er urenlang werd vergaderd en getalmd.

Aan de families van de slachtoffers wil ik zeggen dat hun mannen, broers of zonen zijn afgemaakt onder de ogen van een besluiteloze leiding en wat het hoofd van de troepenmacht generaal Dallaire betreft aarzel ik samen met de andere commissieleden niet te zeggen, een onverschillige leiding. Onze tien para's verdienen onze oprechte eerbied en respect omdat zij hun plicht wel gedaan hebben, wat niet van iedereen kan worden gezegd.

Het Rwandese drama is niet de fout of de verantwoordelijkheid van één persoon of van één instantie. Dit drama is in eerste instantie het werk van een groot aantal Rwandese extremistische politieke en militaire leiders waarvan er vele vandaag nog op vrije voeten lopen.

Zoals in het rapport breedvoerig wordt geschetst, draagt de gehele internationale gemeenschap, in het bijzonder de Verenigde Naties, een zware verantwoordelijkheid in dit drama. Binnen de internationale gemeenschap speelde België een belangrijke rol. Ons land vormde de VN-vredesmacht, ook al wilde de regering dit bij de aanvang van de operatie vermijden. Op 7 april heeft de genocide onder onze ogen een aanvang genomen.

Een land dat zich beschaafd noemt, moet pogen hierover met zichzelf in het reine te komen. Een land dat zich geciviliseerd noemt, moet in de spiegel durven kijken en durven erkennen welke fouten het heeft begaan. Het maakt een land, hoe klein het ook is en hoe gering zijn invloed ook moge zijn, groot wanneer het dit durft doen.

Nogmaals, de volkerenmoord was niet het werk van één moordenaar, van één man of van één instantie. Wij Belgen, die het drama van dichtbij meemaakten, dragen een bijzondere verantwoordelijkheid, niet omdat wij minder zouden hebben gedaan dan andere naties, integendeel, wij hebben meer gedaan dan hen, maar omdat wij nog meer hadden kunnen doen. Naast Franse, Italiaanse en Amerikaanse troepen bevonden zich na de evacuatie medio april 1994 bijna duizend zwaar bewapende Belgische soldaten in Rwanda. Pantserwagens, antitankwapens, zwaar mortiervuur, kortom alles was aanwezig om de genocide misschien te verhinderen. Extra manschappen of materiaal hadden op enkele uren tijd vanuit België kunnen worden aangevoerd.

Ook in ons land ligt de verantwoordelijkheid niet bij één bepaalde persoon of één bepaalde instantie. Zoals ik twee jaar geleden reeds heb gezegd, torst de gehele Belgische politieke wereld een zware verantwoordelijkheid: zowel de politici als de militairen, zowel het Parlement als de regering, zowel de oppositie als de meerderheid. Het is niet omdat wij allemaal een deel van de verantwoordelijkheid dragen, dat deze niet moet worden onderzocht of hieruit de nodige gevolgen niet moeten worden getrokken. Ook al gaat het om een gedeelde verantwoordelijkheid van meerdere personen, instanties of naties, de verantwoordelijkheid blijft hoe dan ook bestaan. Het is niet omdat velen in de fout zijn gegaan dat men zijn eigen verantwoordelijkheid en falen onder de mat van een collectief schuldbesef kan vegen of met de mantel van een universele vergevensgezindheid kan toedekken. Iedereen van ons moet voor zichzelf uitmaken in welk opzicht hij fouten heeft gemaakt en hieruit de nodige conclusies trekken.

Laat mij beginnen bij mijzelf. Dat is niet het meest gemakkelijke, maar wel het meest eerlijke. In april 1994 was ik net als vandaag voorzitter van de VLD en in de oppositie. In de dagen kort vóór en ná 7 april 1994 was ik op bezoek in een land dat zijn ontstaan vond in een andere genocide, namelijk Israël. Ik herinner mij dat ik op bezoek bij de toenmalige eerste minister Rabin en minister van Buitenlandse Zaken Peres werd geïnterpelleerd over wat zich in Rwanda afspeelde. Oneerbiedig verklaarde ik dat het naar mijn oordeel ging om de zoveelste tribale kwestie in Afrika en dat de Belgische Blauwhelmen het land best zo vlug mogelijk konden verlaten, vóór er een nieuw Belgisch slachtoffer kon vallen. Dat was toen mijn oordeel. Dat was ook het standpunt van de VLD tijdens het debat in het Parlement. «Wegwezen en niet omkijken» was overigens de zienswijze van zowat alle partijen en alle fracties. Alleen de groenen merkten op dat het wenselijk was dat andere troepen eerst de plaats van de Belgische zouden innemen. Voor het overige was iedereen het eens met de regeringsbeslissing.

In die tweede week van april 1994 gingen wij dus bijna allemaal in de fout. Dat de regering aan het Parlement gebrekkige informatie verstrekke, is slechts ten dele een verontschuldiging. Wij hadden ons als Parlement, als oppositie en als individueel politicus alerter moeten opstellen, meer inlichtingen moeten vragen en ons meer betrokken moeten voelen wat er zich op dat ogenblik afspeelde in het hart van het Afrikaanse continent. Dat deden wij niet, dat deed ik niet en daarom zijn wij, ben ik in de fout gegaan en dragen wij, draag ik een deel van de verantwoordelijkheid.

Naast het Parlement draagt de regering een grote verantwoordelijkheid. Zij nam de beslissing tot deelname, zij stond in voor de operatie, zij besloot tot de terugtrekking. Het rapport van de commissie heeft uitvoerig aangetoond dat hierbij werd gefaald en dat de genomen beslissingen gebreken en tekortkomingen vertoonden. Misschien had een anders samengestelde regering ook veel van deze fouten en tekortkomingen gemaakt. Dat valt zeker niet uit te sluiten, maar daar gaat het vandaag niet om.

Waar het om gaat is dat de regering, net zoals het Parlement, net zoals de militaire leiding en net zoals de Verenigde Naties, fouten en tekortkomingen erkent. Waar het om gaat is dat de regering dit blijft weigeren. Waar het om gaat is dat wij daardoor niet in het reine kunnen komen met het verleden en wij geen lessen kunnen trekken om dergelijke drama's in de toekomst te voorkomen.

Bovendien is er de ondraaglijke uitspraak van de eerste minister, die laat verstaan dat hij ook met wat hij nu weet, dezelfde beslissing zou nemen. Een niet te dragen uitspraak die volgens mij van een andere houding getuigt dan deze van gewezen minister van Buitenlandse Zaken Willy Claes, die voor de commissie heeft verklaard: «Je ne suis pas ici pour prétendre que le gouvernement a vu juste et qu'il ne mérite aucune critique.»

Mijnheer de eerste minister, ik begrijp — en ik vermoed dat vele collega's dat doen — de reactie van sommige commissieleden die door uw uitspraak onthutst en geschokt waren en die tegen dergelijke stellingname haast in opstand kwamen en het ontslag van de regering vroegen. Daarbij bekritiseer ik niet zozeer de beslis-

sing zelf tot terugtrekking van de Belgische troepen, want daarover waren wij het op dat ogenblik allemaal eens, dan wel uw verklaring hierover voor de commissie.

U hebt verklaard dat de Belgische beslissing niet anders zou zijn geweest, indien u geweten had dat het om een genocide ging en gelet op het mandaat. Toen een ander commissielid daarop nogmaals de vraag stelde of u dezelfde beslissing zou nemen indien dezelfde situatie zich zou voordoen, hebt u opnieuw «ja» geantwoord.

Mijnheer de eerste minister, ik vraag u deze ondraaglijke uitspraak terug te nemen. Het is niet juist dat de internationale gemeenschap en de landen die namens deze gemeenschap het mandaat van een vredesoperatie waarnemen, geen partij mogen kiezen, zoals u voor de commissie volhield. Of men zich nu beroept op de geldende internationale verdragen of op de regels die van toepassing zijn bij dergelijke vredesoperaties, één ding staat vast: iedere natie en zeker die naties die zich de pretentie aanmeten modern, Westers, beschaafd te zijn, hebben de taak, zelfs de plicht, mensen bij te staan die in nood verkeren en het slachtoffer zijn van raciale zuiveringen of etnische afrekeningen. Door mensen te helpen die wegens hun afkomst, hun ras, hun kleur of hun taal met de dood worden bedreigd, kiest men geen partij, maar voldoet men aan een elementaire plicht, die niet alleen wij, maar óók wij en vooral wij, die daar met troepen en materiaal aanwezig waren, anno 1994 hebben verzaakt.

De houding van ons land in april 1994 is des te schrijnender wanneer wij in herinnering brengen hoe wij in die dramatische dagen een diplomatiek offensief hebben ontketend om van de VN-Veiligheidsraad de terugtrekking van alle UNAMIR-troepen af te dwingen. Vanuit psychologisch oogpunt, zoals het verslag van de onderzoekscommissie enigszins cynisch aangeeft, achtte de Belgische regering het toen geraadzaam dat de gehele VN-vredesmacht Rwanda zou verlaten en niet de Belgische Blauwhelmen alleen. Gelukkig had dit offensief niet volledig succes en besliste de VN-Veiligheidsraad een beperkt aantal troepen in Rwanda te houden. Aan deze beslissing danken meerdere tienduizenden Rwandezers hun leven.

Boven dit initiatief, waarvoor ik noch enig ander lid van de onderzoekscommissie het minste begrip kan opbrengen, blijft de pijnlijke vraag hangen hoe ons land met het Rwandese drama in het reine kan komen. Ik denk dat dit alleen kan door een gemeenschappelijk mea culpa te slaan.

Mijnheer de eerste minister, dit houdt in dat u als feitelijk hoogste gezagdrager van ons land namens de hele Belgische politieke wereld, regering én Parlement, spijt betuigt voor ons falen in 1994. Het gaat niet zozeer om de vraag of u al dan niet ontslag moet nemen, maar wel om uw spijtbetuinging en om het terugnemen van de woorden die u op 26 juli 1997 voor de onderzoekscommissie hebt uitgesproken, toen u bevestigde dat u vandaag in gelijkaardige omstandigheden dezelfde beslissing zou nemen.

Dit laatste is immers een ondraaglijke gedachte. Ik hoop dat u, ook voor de waardigheid van ons land, straks bij uw antwoord de ijdelheid die alle mensen kenmerkt, mij nog meer dan u, even opzij zult kunnen zetten en uw uitspraak van 26 juni zult herroepen en spijt zult betuigen, iets waarop de familieleden van de tien vermoorde para's en de 800 000 gedode Rwandezers recht hebben. Ik hoop dat u deze verontschuldigungen namens ons allemaal zult aanbieden, want dat lijkt mij veel belangrijker dan de vertrouwensstemming die wellicht over enkele weken in de Kamer van volksvertegenwoordigers zal plaatshebben en waarbij dan rekenkundig zal worden bepaald of u en de regering al dan niet de schuld dragen voor de fouten en tekortkomingen die in dit dossier zijn vastgesteld. Wat baat zo een uitspraak? Wat is zo een stemming waard? Het lijkt mij ontzaglijk veel belangrijker dat u namens ons allen uw verontschuldigungen aanbiedt, want dat is de enige zinvolle manier voor ons land om met dit drama in het reine te komen.

Of de moord op de tien para's en de genocide op 800 000 Rwandezers vermeden had kunnen worden, zal altijd een vraag blijven. Toch wil ik ze bij dit debat niet uit de weg gaan. Vast staat wel dat de kansen op dit drama heel wat kleiner waren geweest of dat het misschien zelfs te voorkomen was geweest, indien bij de politieke en militaire voorbereidingen van de Rwandese vredesoperaties

meer voorzichtigheid en zorgvuldigheid aan de dag waren gelegd. Het ontbreken van een tweede geloofwaardig troepencontingent, de al te grote spreiding van de kantonnementen, het niet-verdelen van antitankwapens en zware munitie, het ontbreken van een snelle-interventiemacht met pantservoertuigen en vooral de grove nalatigheid van de legerleiding, die op de hoogte was van al deze gebreken, maar naliet er iets aan te doen, dit alles heeft de commissie onomstotelijk vastgesteld. Volstaat het collectieve schuldbesef om ook deze nalatigheden toe te dekken? Of moeten zij die hiervoor aansprakelijk zijn, worden bestraft?

De onderzoekscommissie heeft een aantal professionele fouten onomstootbaar vastgesteld, die niet zonder gevolg kunnen blijven. Ik heb het niet over de zogenaamde verkeerde inschattingen die een aantal politieke en militaire overheden, hogere en lagere officieren, hebben gemaakt. Wij maken allemaal wel eens een verkeerde inschatting, ten minste één per dag. Het gaat mij om de fouten en gebreken die hun oorsprong vinden in nalatigheid, onzorgvuldigheid, gebrek aan belangstelling en soms in regelrechte onbekwaamheid. De Belgische deelname aan UNAMIR was van bij de aanvang door tal van deze tekortkomingen gehypothecerd. Dit is des te ernstiger omdat bij vroegere vredesoperaties identieke tekortkomingen werden gerapporteerd.

De verantwoordelijkheid voor dit falen ligt onmiskenbaar bij degenen die politiek en militair de leiding voerden, met name de chef van de generale staf en het kabinet van de minister van Landsverdediging. Er kan natuurlijk eindeloos worden gerechet over de vraag wie van beiden de zwaarste verantwoordelijkheid draagt. Het antwoord is: beiden. De toenmalige minister gaf blijk van onvoldoende interesse voor de UNAMIR-vredesoperatie; hij gaf zich althans onvoldoende rekenschap van de moeilijkheden die daarmee gepaard gingen. De chef van de generale staf en de officieren van het operationeel centrum te Evere lieten schromelijk na de nodige maatregelen te treffen. Wat erger is, zij weigerden de dringende verzoeken vanop het terrein in te willigen, zelfs wanneer die uitdrukkelijk en met urgentie werden gedaan.

De voormalige minister van Landsverdediging is thans een van onze collega's en het is altijd delicaat en moeilijk over gelijken een oordeel te vellen. De toenmalige chef van de generale staf, luitenant-generaal Charlier, bekleedt thans een hoge burgerlijke post in de NAVO. Vraag is in welke mate zij hun huidige functies nog kunnen blijven vervullen. De vraag die de families van de paracommando's gisteren terzake stelden is mijns inziens pertinent en terecht.

Van de huidige minister van Landsverdediging verwachten wij dat hij het Parlement op korte termijn inlicht over de gevolgen die hij uit het verslag trekt. Het verslag geeft immers aan dat drie officieren in de fout zijn gegaan. Het gaat niet om verkeerde inschattingen, maar om fouten.

Ik heb ook nog een opmerking over de wijze waarop de minister van Buitenlandse Zaken en vooral de minister van Landsverdediging het Parlement informeerden na de gebeurtenissen van 6 en 7 april 1994. Zelf woonde ik een bijeenkomst bij van de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden waarop de minister van Landsverdediging bijna in woede ontstak omdat meerdere commissieleden durfden te twijfelen aan de door hem verstrekte versie van de feiten. Ik laat in het midden of de minister zich persoonlijk vergewiste van de juistheid van de versie die hij aan het Parlement gaf, of voortging op een nota van zijn kabinet of van de legerleiding. Feit is dat hij volgens het verslag van de onderzoekscommissie een onvolledig en derhalve onnauwkeurig beeld ophing van de werkelijkheid. Dit is een zwaarwichtige vaststelling. Mijn vraag is of zo'n minister nog lid van het kabinet kan blijven.

Het werk van de onderzoekscommissie, haar verslag, kan natuurlijk onmogelijk het leed van de nabestaanden lenigen of de doden doen terugkeren. Als iedereen de moed opbrengt zijn deel van de verantwoordelijkheid onder ogen te zien en er de gepaste conclusies uit te trekken, dan kan het verslag misschien wel op een bescheiden wijze bijdragen tot het helen van de wonden. Het bevat bovendien een lange reeks aanbevelingen om ons in de toekomst voor een nieuw drama te behoeden. Wij mogen immers niet alleen nooit vergeten, maar wij hebben vooral de plicht te voorkomen dat dergelijke vergissingen ooit nog worden begaan.

Bestaat er overigens een betere manier om de tien paracommando's en de honderdduizenden Rwandese slachtoffers te huldigen dan het in daden omzetten van deze aanbevelingen?

Ik wil eindigen met de volgende bedenking. De geschiedenis van de mensheid is er een van vallen en opstaan. Mensen maken fouten en begaan vergissingen. Dat is jammer; dat is erg. Veel erger is het niet bereid te zijn hieruit de nodige lessen te trekken. Dan is immers elke vooruitgang en verbetering uitgesloten. Wij mogen de hoop op beterschap nooit laten varen. Wij moeten ervoor zorgen dat het lijden niet zinloos is geweest en dat wij als natie met onszelf in het reine komen. Daarom mogen wij dit verslag niet in onverschilligheid begraven. Regering en Parlement moeten er integendeel samen de gepaste conclusies uit trekken. (*Langdurig applaus.*)

**M. le président.** — Mesdames, messieurs, je rappelle aux personnes qui ont pris place dans les tribunes publiques et notamment dans la tribune présidentielle, qu'elles doivent, comme le dispose notre règlement, rester assises et silencieuses.

Les réflexions et applaudissements relèvent, en effet, des prérogatives des seuls membres de cette assemblée.

La parole est à M. Destexhe.

**M. Destexhe (PRL-FDF).** — Monsieur le président, la commission d'enquête sur la tragédie du Rwanda a eu lieu! C'est déjà en soi un événement, si l'on se souvient des oppositions farouches qu'elle a suscitées. La majorité de cette assemblée, qui s'apprête à approuver à l'unanimité, je l'espère, le rapport de notre commission, avait à deux reprises, en novembre 1995 et en mars 1996, voté contre des motions qui réclamaient la création de cette commission d'enquête.

Comme dans le film du même nom, il y avait à cette époque une «histoire officielle» de cette tragédie, celle que les ministres actuels, MM. Derycke et Poncelet, venaient défendre aux tribunes de la Chambre et du Sénat. Cette histoire officielle qui vaut aujourd'hui à M. Poncelet d'être cité dans le rapport, était la suivante: «... Les documents qui ont été transmis au niveau des autorités n'ont laissé suspecter à aucun moment qu'un génocide était en préparation... Il n'était pas question que des meurtres pouvaient être commis à l'encontre des militaires belges...»

Quel chemin parcouru depuis lors! Ce rapport est donc d'abord le résultat de l'acharnement des familles, qui ont maintenu une pression constante en quête de la vérité et de la justice, ce pourquoi je les salue. C'est aussi une victoire de la démocratie, car l'existence de ce rapport montre que l'on ne peut éternellement mentir devant la force des faits, de l'évidence et de la vérité.

Je voudrais tout d'abord souligner les limites auxquelles notre commission s'est heurtée, car au moins trois questions fondamentales n'ont pas trouvé de réponses satisfaisantes.

J'évoquerai d'abord le financement de la Radio Mille Collines. On ignore toujours qui a financé, acheté et livré l'émetteur principal et le matériel des studios de cette radio qui a joué un rôle majeur dans le génocide et dans la création d'un climat anti-belge. Ce matériel est très probablement venu d'Europe. Nous aurions pu obtenir la réponse à nos questions en utilisant les pouvoirs d'instruction dont nous disposions. La volonté d'aller jusqu'au bout, selon la formule désormais consacrée, a manqué.

Ensuite, les circuits de diplomatie parallèle et les réseaux belges d'amitié, voire de soutien, à des personnes proches du régime d'Habyarimana n'ont été qu'effleurés.

Nous avons été d'une prudence extrême, peut-être parce que le sujet était trop sensible. Cependant, force est de constater que le discours qui consistait à réclamer des élections rapides au Rwanda était tenu, en 1992 et en 1993, par des personnes et des institutions aussi diverses que les représentants de l'Internationale démocrate chrétienne, Léon Mugesera, qui, dans son discours de 1992, appelait ouvertement au meurtre des Tutsis, tout comme George Ruggiu, le célèbre animateur de la Radio Mille Collines, et son ami Paulin Murayi, ancien président de la section belge du M.N.R.D., auteurs d'une pétition adressée aux autorités belges. Faut-il y voir une simple coïncidence? Il est évident que la commission a souvent négligé de prendre en compte les racines

intellectuelles du génocide telles qu'abordées lors des auditions, notamment, par Alison Des Forges, Jean-Pierre Chrétien ou Eric Gillet.

Enfin, dans quelle mesure la coopération belge a-t-elle financé, directement ou indirectement, l'organisation ou les instigateurs du génocide? Le Rwanda était l'enfant chéri de la coopération belge, recevant plus d'un milliard et demi de francs belges les bonnes années. Dans le Rwanda de Habyarimana et du M.N.R.D. que Gérard Prunier qualifie de totalitaire, où le pouvoir était extrêmement concentré, il est clair que la coopération, officielle ou non gouvernementale, passait pour l'essentiel par des institutions ou des dignitaires proches du régime. La commission s'est contentée de demander des informations, qu'elle n'a pas toujours obtenues, et n'a pas enquêté sur ce thème. Des juges et des historiens répondront un jour, j'en suis convaincu, à ces questions.

Une autre question, encore plus essentielle, n'a quasiment pas été abordée tant elle semble effrayante. Le seul génocide et le plus grand massacre de l'histoire de l'Afrique se sont déroulés dans une ancienne colonie belge et dans un des pays les plus christianisés d'Afrique. Les historiens devront expliquer en quoi la création artificielle d'un antagonisme ethnique, voire racial, entre des groupes humains que ne séparent ni la langue, ni la culture a pu jouer un rôle dans la genèse du drame de 1994. Il faudra un jour expliquer et comprendre pourquoi les Tutsis qui se réfugiaient dans les églises pour y chercher protection y étaient systématiquement massacrés, dans ce pays qui comptait le plus grand nombre de missionnaires par habitant et une très longue histoire d'évangélisation.

Je ne cherche pas ici à réveiller de vieux démons belges. Mais au moment où l'Église de France reconnaît les erreurs commises envers les Juifs pendant la Seconde guerre mondiale et où le pape admet lui-même que des prêtres ont fauté au Rwanda et doivent rendre des comptes, je ne constate pas l'ombre d'un début de débat public sur ce sujet au sein des autorités religieuses belges.

J'en viens au rapport lui-même. J'ai déjà dit que nous n'avons pas fait de concessions ou de compromis sur le fond du rapport. Toutefois, nous en avons fait sur la forme. Une des concessions a été de répartir au fil des pages du rapport les constats et conclusions qui, mis ensemble, auraient rendu le rapport trop accablant aux yeux de certains membres de l'assemblée.

J'aimerais rassembler — conformément au rôle du Parlement — les éléments accablants du dossier, en ce qui concerne la responsabilité politique des ministres en fonction à l'époque.

Monsieur le président, je souhaitais m'adresser directement à notre collègue, M. Delcroix. Il est absent, mais je ferai comme s'il était parmi nous...

En ce qui vous concerne, monsieur Delcroix, le plus surprenant, c'est votre absence dans ce dossier. En six mois de travaux, nous n'avons rien trouvé sur vous: pas une lettre, pas un fax, pas une instruction écrite. Rien, strictement rien!

De plus, nous avons tous constaté une contradiction flagrante entre votre première et votre seconde audition devant la commission. La première fois, selon vous, «ni Evere ni les Quatre-Bras n'avaient tiré le signal d'alarme pendant la période concernée». La seconde fois, vous vous souveniez cependant avoir été informé des télex les plus importants mentionnant des menaces contre nos soldats et la préparation de massacres.

Ma conviction intime est que vous vous désintéressiez de ce dossier. Vous l'avez d'ailleurs implicitement admis lors de l'une de vos interventions qui a beaucoup choqué la commission, lorsque vous avez soutenu que le mandat relevait de la responsabilité des Nations unies et les opérations militaires, de la responsabilité exclusive de l'état-major général.

Monsieur l'ancien ministre Delcroix, vous portez une large part de responsabilité dans les erreurs, fautes et défaillances constatées par la commission, à la fois parce que vous n'avez pris aucune initiative dans le domaine qui vous incombait, même après votre visite au Rwanda, et aussi parce qu'en tant que ministre de la Défense nationale à l'époque, vous étiez l'ultime responsable des manquements, erreurs et dysfonctionnements de votre département.

Certes, nos paracommandos ont été assassinés par des Rwandais, dans les circonstances que l'on sait. Mais le gouvernement belge — en l'occurrence, le ministre Delcroix — avait l'obligation de mettre à la disposition de nos soldats les moyens de remplir correctement leur mission.

Pour ma part, j'ai tendance à accorder une grande importance au « marchandage initial » concernant le nombre d'hommes, pour reprendre l'expression du général Charlier. Je vois, dans cette erreur, la source d'une cascade de démissions, de faux-semblants, de manquements et de dysfonctionnements ultérieurs qui, à l'époque, ne seront jamais reconnus comme tels, car dès le départ, monsieur Delcroix, vous aviez accepté, voire imposé, une fois pour toutes, la fiction selon laquelle il s'agissait d'une mission facile.

Après ce mauvais départ, comment l'armée aurait-elle pu, comment aurait-elle osé vous réclamer des moyens supplémentaires ? Dès lors, presque tout le monde — politiques et militaires — a baigné dans ce climat d'hypocrisie, dans ce que le colonel Dewez a justement appelé « le désarmement psychologique ». Qui oserait affirmer, dans cette assemblée, que ces erreurs, ces manquements, ce climat psychologique qui nous amenait à percevoir l'armée et la gendarmerie rwandaises comme des « alliés » et des « amis », n'ont joué aucun rôle dans la mort de nos dix paras ?

Contrairement à Leo Delcroix, Willy Claes a été actif dans ce dossier, comme en témoignent nombre de documents. Dans ce cas, il s'agit moins de négligences que d'une grave erreur de diagnostic, d'appréciation et d'analyse. Cette erreur porte un nom : il s'agit de la neutralité. On a déjà souligné à quelles contorsions diplomatiques cette neutralité nous a obligés, alors que nous avions une coopération civile de plus d'un milliard de francs belges et une coopération militaire avec le seul régime d'Habyarimana. On a moins souligné combien cette neutralité avait eu de conséquences perverses face à la préparation du génocide. Notre attitude, finalement assez passive à l'exception de quelques démarches diplomatiques, a été justifiée par un souci de neutralité permanente.

Comme l'a reconnu presque candidement, M. Jaenen, le « monsieur Afrique » de l'époque, « Si notre pays prenait en outre la défense de l'informateur, il serait considéré comme l'allié du F.P.R. .... le risque de lui accorder le droit d'asile était trop important pour nos compatriotes et nos paracommandos. » Il semble tout d'abord que le risque de ne pas lui accorder l'asile n'ait jamais été évalué. Mais surtout, cette conception perverse de la neutralité épousait finalement la thèse des organisateurs du génocide, puisque celle-ci reposait sur l'idée selon laquelle les civils tutsis étaient nécessairement les complices du F.P.R.

Intervenir pour sauver la vie de cette population civile eût été, dans cette conception perverse, intervenir en faveur du F.P.R. Inconsciemment ou non, le ministre Claes s'est ainsi rallié à l'idéologie des auteurs d'un génocide dont il pressentait l'imminence puisqu'il a utilisé le terme *volkenmoord* dans un télex adressé à la délégation belge des Nations unies.

Chateaubriand utilisait déjà la formule suivante pour se gausser de la neutralité : « Lorsque les parties belligérantes sont inégales en puissance, cette neutralité, véritable dérision, est une hostilité pour la partie faible et une connivence avec la partie forte. Mieux vaudrait se joindre à l'agresseur contre l'agressé car, du moins, on n'ajouterait pas l'hypocrisie à l'injustice. »

En conclusion du chapitre sur le génocide, « la commission constate qu'au plus tard au milieu du mois de janvier 1994, les autorités belges disposaient d'une série d'informations concordantes qui concernaient, sinon la préparation d'un génocide, du moins l'existence de la préparation de massacres à grande échelle ».

Comment, en effet, le ministre Claes pouvait-il ignorer ce qui se préparait ? Le chapitre 3.6 fournit une liste impressionnante des signaux annonciateurs. Certains de ces signes étaient publics, comme le rapport de la F.I.D.H. et de *Human Rights Watch* et celui du rapporteur spécial des Nations unies qui tous deux mentionnent la « question du génocide ».

Mais d'autres étaient connus exclusivement des Affaires étrangères comme ces informations que l'ambassadeur Swinnen transmettait à Willy Claes de deux sources différentes dès le printemps

1992 et qui mentionnaient un « état-major secret chargé de l'extermination des Tutsis du Rwanda afin de résoudre définitivement, à leur manière, le problème ethnique au Rwanda et d'écraser l'opposition hutue intérieure ».

Ce document, on s'en souviendra, n'est parvenu à la commission que grâce à une perquisition judiciaire et ceux qui l'avaient envoyé ou reçu s'étaient jusque-là bien gardés d'en faire état lors de leur audition. De même, l'ensemble de l'épisode « Jean-Pierre », qui mentionnait — rappelons-le — la possibilité de tuer 1 000 Tutsis en 20 minutes, n'était connu que des seules autorités.

J'anticipe déjà et vous pose la question suivante, monsieur le Premier ministre : si le Parlement et l'opinion publique avaient eu connaissance de ces éléments et de beaucoup d'autres, auraient-ils accepté aussi facilement la décision gouvernementale de retrait du contingent belge de la MINUAR ? Ces éléments montraient clairement qu'il était de l'ordre du probable le triste sort qui attendait les Tutsis et les opposants politiques hutus. Mais toutes les options politiques se sont heurtées à cette conception perverse de la neutralité qui revenait à livrer les victimes à leurs bourreaux.

En fait, comme l'a bien montré le témoignage du capitaine Claeys, un témoignage insuffisamment exploité dans le rapport, la seule conséquence tangible des démarches diplomatiques de la mi-janvier a été l'accélération par le M.N.R.D. de la distribution des armes.

Le stratège Clausewitz affirmait qu'il fallait toujours se mettre dans la peau de l'adversaire afin d'anticiper ses coups. Aucune des démarches diplomatiques belges ou internationales n'était de nature à ralentir ou à stopper les préparatifs des instigateurs du génocide. Au contraire, du feuilleton diplomatique absurde de la mi-janvier 1994, ils ont probablement logiquement conclu que ni la Belgique, ni les Nations unies ne feraient rien pour s'opposer à leur projet. En réalité, le plan du génocide évoluait parallèlement au processus des Accords d'Arusha dont il était l'alternative.

Enfin, mon collègue Pierre Jonckheer y reviendra certainement, il faut relire la réponse que le ministre Claes donnait à M. Van Peel le 15 février 1994 pour mesurer à quel point les informations alarmantes étaient cachées au Parlement. Dès lors, il me paraît abusif de faire endosser à ce dernier une coresponsabilité qui n'est d'ailleurs pas prévue par la séparation des pouvoirs ; j'en parle d'autant plus facilement que je n'étais pas membre du Parlement en 1994.

En ce qui vous concerne, monsieur le Premier ministre, je vous attribue trois responsabilités. La première est indirecte et elle vous revient en tant que Premier ministre d'un gouvernement qui a géré comme on le sait les informations concordantes faisant état de la préparation de massacres à grande échelle et d'attentats contre des soldats belges. À cet égard, on a beaucoup commenté — M. Verhofstadt vient encore de le faire — votre réponse affirmative à la question de notre collègue M. Anciaux : « Si c'était à refaire, le referiez-vous ? » On a moins parlé d'une autre de vos remarques lors de votre première audition. Vous avez en effet déclaré à propos des Accords d'Arusha : « Il est absurde de supposer qu'un accord ne sera pas respecté. » Cette phrase, sans doute fortement inspirée par un tropisme belgo-belge, en dit sans doute long sur la manière dont ce dossier a été géré au plus haut niveau de l'État.

Ce qui est absurde, monsieur le Premier ministre, c'est votre phrase. Elle dénote une méconnaissance profonde de l'histoire du Rwanda et du régime Habyarimana, ce qui ne serait pas grave si vous n'étiez le Premier ministre du gouvernement qui a envoyé des soldats belges au Rwanda. En 1993 comme en 1994, il y avait de multiples et légitimes raisons objectives de penser que les Accords d'Arusha feraient l'objet d'une opposition farouche du président, de l'entourage présidentiel et de son parti politique qui avaient tout à y perdre, c'est-à-dire le pouvoir politique, économique et militaire qu'ils monopolisaient.

Ensuite, vous étiez personnellement aux commandes lors de la décision de retirer le contingent belge de la MINUAR et lorsque le gouvernement a essayé d'obtenir le retrait de l'ensemble de la MINUAR afin, selon M. Willy Claes, de ne pas perdre la face. En ce qui concerne la première décision, il est exact que le Parlement et l'opinion ne l'ont pas contestée mais, je le répète, ils disposaient d'une information parcellaire. Toutefois, la pression de l'opinion est-elle une excuse suffisante face à une éventuelle proposition de

maintien du contingent belge? Avec un peu de courage politique, vous auriez pu expliquer et justifier cette position, en révélant au public tout ce que votre gouvernement savait de la préparation des massacres à une époque — début avril — où le scénario se déroulait exactement comme il avait été annoncé à votre gouvernement dès le début de l'année. De même qu'en janvier il fallait être neutre à tout prix en avril, il fallait partir et emmener tout le monde. Une fois encore, une seule option a été sérieusement envisagée.

Enfin, cette campagne diplomatique pour le retrait de toute la MINUAR, c'est vous, en *kern*, avec quelques ministres, qui l'avez décidée. Dans ce cas, le Parlement et l'opinion n'ont pas été correctement informés de cette campagne incompréhensible. Cette responsabilité est écrasante. Comme la commission l'a constaté, les pays africains qui étaient favorables au maintien de la MINUAR n'ont pas été approchés. Pour convaincre des pays membres du Conseil de sécurité ou contributeurs de troupes comme la Nouvelle-Zélande, le Bangladesh, le Brésil et d'autres qui, à cause de la géographie et de l'histoire, ignoraient tout du Rwanda, votre gouvernement a mis dans la balance tout le poids de «l'expertise belge» de la région.

Face à des événements aussi dramatiques que ceux du Rwanda, votre gouvernement n'avait, certes, aucune obligation de résultat, mais seulement d'intention. Il fallait essayer d'empêcher les massacres après l'évacuation des civils belges. Au lieu de cela, vous avez cherché à convaincre le monde entier qu'il fallait partir en obtenant le retrait quasi total de la MINUAR. Les quelque 300 hommes que les Nations unies décidaient malgré tout de maintenir, à la suite des pressions de *Human Rights Watch* auprès des États-Unis, sauvèrent des milliers de Tutsis à Kigali. Ils auraient pu être des dizaines, voire des centaines de milliers.

Devez-vous démissionner? Je laisserai la réponse à cette question à la Chambre puisque c'est son rôle mais, si des ministres doivent se démettre parce qu'ils sont soupçonnés d'avoir accepté de l'argent d'un «avionneur», un fiasco aussi grave que celui du Rwanda ne justifie-t-il pas une sanction politique?

À l'aune de ce pays de compromis qu'est la Belgique, le Rwanda ne vaut sans doute pas les Fourons.

Il est vrai qu'à l'une ou l'autre exception historique près, aucune culture de la responsabilité politique n'existe dans notre pays et c'est, je crois, ce qui explique nombre de ses particularités et de ses malheurs.

Dans 50 ans, les affaires Dassault, Agusta et Smeerpipen seront oubliées. Mais le génocide du Rwanda restera comme une terrible tache noire dans l'histoire d'une communauté internationale qui se gargarise de mots comme «le droit d'ingérence» et/ou «le maintien de la paix» mais dont les armées sont restées — littéralement — l'arme au pied lorsqu'il s'agissait de sauver des centaines de milliers d'innocents, de femmes et de nourrissons qui n'avaient commis qu'un seul crime: celui d'être nés Tutsis. (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Caluwé.

**De heer Caluwé (CVP).** — Mijnheer de voorzitter, ik beperk mij tot het politieke aspect, al is dit niet het enige belangrijke. De commissie wou echter niet het verwijt krijgen dat ze de politici wou beschermen en de militairen niet. Daarom hebben we in het hoofdstuk «Disfuncties, fouten en verantwoordelijkheden» alles wat de politici enigszins ten laste kan worden gelegd, nauwkeurig opgenomen. Hierdoor zijn we in een omgekeerde situatie terechtgekomen. Men heeft het alleen nog over de tekortkomingen van de politici. Daarom wil ik op basis van de integrale tekst van het rapport enkele punten met betrekking tot de politiek nuanceren.

Wat het sturen van de Blauwhelmen betreft, moet men ook rekening houden met wat niet in de tekst staat. In het rapport wordt niet gesteld dat de beslissing om Blauwhelmen te zenden, verkeerd was. Om die reden heeft het Vlaams Blok dit deel van het verslag niet goedgekeurd. In de tekst staat ook niet dat de regering bij haar besluitvoering onzorgvuldig, onachtzaam, laat staan lichtvaardig is geweest. Integendeel, uit het rapport blijkt dat de regering elke belangrijke factor heeft besproken. Wel stellen we vast dat de beslissing gebreken vertoonde. Welke beslissing is echter perfect?

Om welke gebreken gaat het? In de eerste plaats was er een te groot geloof in de Arusha-Akkoorden. Op dit punt heeft men een verkeerde inschatting gemaakt. Wie heeft daar echter op het ogenblik van de beslissing op gewezen? Bijna iedereen geloofde toen rotsvast in de Arusha-Akkoorden. Dat staat ook in de goedgekeurde tekst. De grote Rwandakenner, Filip Reyntjens, zei ons dat hij tot 6 april 1994 in het proces geloofde. Pas na de gebeurtenissen van 7 april verklaarde Wilfried Martens dat de Arusha-Akkoorden vermoedelijk in een te westerse geest waren opgesteld. Pas op 9 april verklaarde toenmalig staatssecretaris Derycke in een emotionele opwelling dat Arusha een blunder was.

In de tweede plaats is er het verwijt dat men onvoldoende heeft nagegaan of de deelname wel wenselijk was, gelet op ons koloniale verleden, de aanwezigheid van veel Belgische burgers en de anti-Belgische gevoelens in Rwanda in de nasleep van de beslissingen van 1990. In de tekst staat echter ook dat de regering met al deze factoren rekening heeft gehouden. De aanwezigheid van Belgische staatsburgers was zelfs een uitdrukkelijke reden om te gaan. Het zou hen geruststellen en het gaf het Belgisch leger een voorpost in geval evacuatie noodzakelijk zou zijn.

Het koloniale verleden en de gebeurtenissen van 1990, zorgden ervoor dat de regering zeer voorzichtig optrad met betrekking tot deze operatie. Men wilde uitdrukkelijk vermijden dat UNAMIR met België zou worden verward. Daarom heeft de regering geweigerd om de functie van Force Commander op te eisen, alhoewel de Belgische legerleiding die functie graag aan een Belg zag toevertrouwd. Daarom ook was de regering zo terughoudend om al te veel manschappen te sturen. Als men zich dan toch heeft laten overtuigen om deel te nemen, dan is dit vooral omdat alle partijen in Rwanda, zowel het FPR, president Habyarimana, als de gematigde oppositiepartijen, uitdrukkelijk om een Belgische deelname vroegen. Vandaag kan men zeggen dat men misschien nog langer had moeten nadenken. Wie heeft dat toen echter gezegd? Nochtans kende iedereen de situatie. De beslissing waarover wij het hebben, is van een andere aard dan het verlenen van een vergunning voor vleelexport of het concrete dossier van een voorwaardelijke vrijheidstelling.

Dat Rwanda een oude kolonie is, dat er veel Belgische burgers verbleven en dat de beslissingen van 1990 in Rwanda niet goed waren verteerd, wist in november 1993 toch iedereen! Daarvoor hoefde men geen grote Rwandakenner te zijn. Ieder van ons, elk parlamentslid, was hiervan op de hoogte en kon de situatie inschatten. Wie heeft er toen gewaarschuwd, wie heeft toen de regering op de ernst van de situatie gewezen, wie heeft er toen geïnterpelleerd over het anti-Belgische gevoel in Rwanda? Niemand, behalve Marc Van Peel op 15 februari 1994.

Wij moeten eerlijk zijn, ons oordeel is een oordeel na de feiten. Aan de Belgische deelname waren uiteraard risico's verbonden, maar op dat ogenblik kon men toch niet weten hoe alles zou aflopen. Wat men wel wist op het ogenblik dat de beslissing viel, was wat er zou gebeuren indien men zou beslissen niet deel te nemen. Wat men wist, was dat dan UNAMIR zeker niet zou doorgaan, dat de Arusha-Akkoorden dan onvermijdelijk ten dode zouden zijn opgeschreven en dat er vermoedelijk opnieuw een burgeroorlog zou uitbreken. Kan men het de regering kwalijk nemen dat zij hiervoor niet verantwoordelijk wou zijn? Wat had het Parlement gezegd indien de regering geen troepen had gestuurd, de burgeroorlog opnieuw zou losbarsten en bij de eerste schermutelingen vijftien Belgische burgers zouden worden vermoord? Zou men dan de regering niet ter verantwoording hebben geroepen? Zou er dan geen onderzoekscommissie zijn opgericht? Zeer zeker wel.

Ik kom nu tot het militaire aspect van de beslissing.

Waarom is de regering afgestapt van het maximumaantal van 370 manschappen? Het is goed te herhalen dat zij hiertoe besliste met het oog op de veiligheid van de manschappen. De stafchef wou de veiligheid van de troepen pas garanderen wanneer er 450 manschappen zouden worden uitgestuurd. De regering was zich onvoldoende bewust van de taken die de Belgen zouden moeten opnemen, meer bepaald de vraag of zij de snelle interventiemacht wel zelf in handen zouden nemen. Wij zeggen dat de minister van Landsverdediging haar hierover te weinig informatie heeft gegeven. Werd hij door de stafchef echter zelf wel voldoende geïnformeerd? Bij de vaststellingen stellen wij ook deze vraag.

Er blijft toch een mysterie. Op 10 november 1993 vermeldt het voorstel om 370 manschappen te sturen dat de Snelle Interventiemacht hiertoe zou behoren. Wanneer op 19 november wordt beslist dat het leger om veiligheidsredenen 80 manschappen meer mag zenden, laat het leger de Snelle Interventiemacht thuis, hoewel deze de grootste garantie voor de veiligheid biedt.

Wij zeggen eveneens dat de aanwezigheid van een tweede geloofwaardig contingent onvoldoende werd onderzocht. De regering heeft nochtans veel aandacht besteed aan dit probleem. Er werden contacten gelegd met Canada en met Oostenrijk, ook al was dit niet de taak van België, maar van de Verenigde Naties. Had men dan moeten wachten tot men zekerheid had over de participatie van Canada en van Oostenrijk? Het was 19 november. UNAMIR moest volgens Arusha eigenlijk al op 10 september zijn opgericht. Op 31 oktober schreef generaal Dallaire de Belgische regering een smeekbrief waarin hij verzocht de eerste Belgische elementen zo snel mogelijk te sturen. Hoe langer UNAMIR wegbleef, hoe later de overgangsregering zou worden gevormd en hoe meer kans er was dat het Arushaproces definitief schipbreuk zou lijden. Kan men het de regering dan kwalijk nemen dat zij snel besliste?

Had men ten slotte op de vraag van de militairen moeten ingaan en 600 manschappen moeten sturen? Was dit echter wel de vraag van de militairen? De stafchef verklaarde eind oktober 1993 dat men zeer tevreden zou mogen zijn indien men 300 of 400 manschappen zou kunnen sturen. Kolonel Flament, de auteur van het Recce-rapport waarin 600 manschappen worden gevraagd, verklaarde in de commissie dat het eigenlijk maar een onderhandelingsdocument was en dat men door het vragen van 600 manschappen beoogde er 450 te bekomen. Als 450 manschappen echt te weinig was, waarom heeft men dat dan tijdens de operatie nooit gezegd en waarom heeft men nooit versterking gevraagd?

In Joegoslavië heeft men tijdens de operatie verschillende keren het aantal Belgen verhoogd. Uit Rwanda zijn er in de loop van de vijf maanden dat de operatie duurde, verschillende tussentijdse verslagen gekomen. In de verslagen van Guérin, Leroy en Uytterhoeven wordt over alles en nog wat geklaagd, maar in geen enkel verslag wordt gezegd dat het aantal manschappen ontoereikend was. Integendeel, men heeft het aantal van 450 manschappen nooit volledig opgevuld. Er zijn nooit meer dan 428 Belgen geweest. Bij de aflossing van het eerste parabataljon van Diest door commando's van Flawinne, heeft men het aantal zelfs verlaagd. Op 6 april 1994 waren er slechts 400 Belgen in Kigali.

Achteraf bekeken is dit zeer ergerlijk. Op 19 november kon men het nog niet weten, maar half december wist men met grote zekerheid dat de Bengalen niet in staat waren de Snelle Interventiemacht te bemannen. Kolonel Marchal heeft in december aan de Belgische legerleiding dan ook gevraagd om pantserwagens te zenden, teneinde zelf een fatsoenlijke reserve te kunnen vormen. De legerleiding had heel gemakkelijk tien pantserwagens met bijhorende manschappen naar KIBAT kunnen sturen zonder daarbij het totaal toegelaten aantal van 450 manschappen te overschrijden. Toch heeft kolonel Marchal nooit antwoord gekregen op zijn vraag. De beslissing tot deelname vertoont inderdaad een aantal gebreken. Men had die gebreken tijdens de operatie kunnen rechtzetten, maar daartoe is geen enkel initiatief genomen.

Nu kom ik tot de terugtrekking. Terugtrekkend hebben de internationale gemeenschap en sommige van haar leden, waaronder België, in april 1994 gefaald. Waarop slaat dit falen? Ik wil eerst opmerken dat ook ik geweigerd heb voor dit woord «falen» een of ander eufemisme te zoeken. Er zijn één miljoen mensen afgeslacht en dat de wereld dit niet heeft kunnen verhinderen, mag men niet omschrijven met «tekortschietsen», «een vergissing begaan» of «gebreken vertonen». Dat is falen. Sommigen beweren dat dit falen ook betrekking heeft op de Belgische beslissing om de troepen terug te trekken. De tekst is op dit punt echter voldoende duidelijk. Men spreekt in de tekst slechts op één plaats over de leden van de internationale gemeenschap, namelijk daar waar men zegt dat het samenvoegen van alle Westerse strijdkrachten die in Kigali of in de buurlanden beschikbaar waren, de omvang van de genocide had kunnen beperken.

Terugblikkend, had men dit moeten doen. België draagt verantwoordelijkheid omdat het geen diplomatiek offensief op gang heeft gebracht om zo'n interventie te verkrijgen. Men heeft een aantal initiatieven genomen, men heeft stappen gezet bij de Veiligheidsraad, men heeft aangedrongen om een ruimer mandaat te verkrijgen, maar die stappen zijn niet te vergelijken met het diplomatieke offensief dat België heeft gevoerd om heel UNAMIR te doen terugtrekken. Hier zat België fout. Wij hadden ons niet zo snel mogen neerleggen bij de weigering om het mandaat te wijzigen. Wij hadden al onze ambassadeurs moeten inschakelen en over de gehele wereld alle regeringsgebouwen moeten platlopen. Alleen dan zou België nu een zuiver geweten kunnen hebben. Maar wie van de commissieleden die de situatie grondig hebben bestudeerd, gelooft eerlijk dat dit offensief ook succes zou hebben gehad?

Zouden wij in staat zijn geweest om de houding van de Verenigde Staten en Frankrijk te veranderen? Zij wisten beter dan België wat er aan de hand was. Pas in juni heeft Frankrijk zijn *Opération turquoise* opgestart. De Verenigde Staten hebben maandenlang het woord genocide uit alle officiële mededelingen en communiqués geweerd, om toch maar geen initiatief te moeten nemen.

Laten wij eerlijk zijn; het zou waarschijnlijk niet gelukt zijn. Akkoord, we hadden ons moeten inspannen. Daar hebben wij gefaald.

Beweer echter niet dat wij ook hebben gefaald wanneer wij beslisten om de troepen terug te trekken. De terugtrekking was weliswaar eenzijdig en niet alle leden van de Verenigde Naties waren het er volkomen mee eens, maar het was geen falen.

In het hoofdstuk «Disfuncties, fouten en verantwoordelijkheden» wordt uitdrukkelijk gezegd dat men, alvorens te beslissen of militaire reactie mogelijk was, de krachtsverhoudingen op het terrein diende na te gaan en dat daarbij herhaaldelijk is gebleken dat UNAMIR, en in het bijzonder het Belgische detachement, op het terrein moeilijkheden ondervonden.

Er wordt verder aan toegevoegd dat het samenvoegen van alle Westerse strijdkrachten die in Kigali of in de buurlanden beschikbaar waren — dus niet UNAMIR of de Belgen alleen — de omvang van de genocide had kunnen beperken.

Wie dit niet overtuigt, raad ik aan de *code cable* te lezen die generaal Dallaire op 8 april 1994 naar New York stuurde en die integraal in het verslag is opgenomen. Daarin wordt een beeld geschetst van de situatie in Kigali. Ik haal er slechts enkele fragmenten uit: «Drinkwater... De meeste eenheidslocaties hebben voor een tot twee dagen drinkbaar water... Rantsoenen... Een reserve van drie dagen per persoon... Brandstof. Brandstof zal onze grootste hindernis worden... Zelfs met rantsoenering zal de brandstof binnen minder dan een week uitgeput zijn. Munitie. Dit kritieke item ... is ons zwakste punt... UNAMIR kan zichzelf verdedigen gedurende een beperkte periode. Medische voorraden. Reeds uitgeput...»

Kortom, UNAMIR is ontworpen, uitgebouwd en logistiek ontwikkeld als vredesmacht. Daardoor heeft het niet de reserves van kritieke items voor een langdurig conflict. In de *code cable* lees ik ook dat er «kritieke tekorten te verwachten zijn die onze armsgang en de strijdkrachten zelf in gevaar zullen brengen binnen enkele dagen». Ik weet niet of iemand nog andere argumenten nodig heeft.

Wat ik daarnet zei, sloeg op heel UNAMIR. Sta me toe er specifiek voor de Belgen aan toe te voegen dat Els De Temmerman getuigde dat, toen zij op 10 april in Kigali was, journalisten met de machete op de keel werd gevraagd of ze Belg waren. Ze getuigde ook dat een Nederlander werd vermoord omdat hij een Belgische kogelvrije vest droeg. Een Rode Kruiskonvooi weigerde haar mee te nemen omdat ze Belgische was. Van een VN-vlucht van Nairobi naar Kigali werd ze voor het vertrek weggehaald omdat men haar in Kigali kende, ook al had ze zich voorzien van een Zwitsers paspoort.

Ambassadeur Swinnen zei ons dat hij in de dagen na 7 april de bescherming van de Belgische Blauwhelmen weigerde omdat de aanwezigheid van UNAMIR het tegenovergestelde effect zou hebben.

Wat was de houding van de aanhangers van Habyarimana? In de nacht van 6 op 7 april meldde kolonel Bagosora, de nieuwe sterke man, aan generaal Dallaire dat hij zich verzettede tegen de toespraak die mevrouw Agathe op Radio Rwanda zou houden. Generaal Dallaire hield geen rekening met dit verzet. Enkele uren later was mevrouw Agathe vermoord en de tien Belgische para's die haar beschermden eveneens.

In de namiddag van 7 april meldde diezelfde kolonel Bagosora aan generaal Dallaire dat de Belgische Blauwhelmen in het belang van hun eigen veiligheid, het best zouden ophoepelen. Had men ook deze waarschuwing in de wind moeten slaan? Op 8 april voegde de Rwandese VN-ambassadeur eraan toe dat de presidentiële wacht zich met alle middelen zou verzetten tegen een eventuele militaire interventie van België en dat de Belgische Blauwhelmen in Kigali het best onmiddellijk zouden worden vervangen. Ook in het andere kamp bestond een vergelijkbare houding. Het FPR verzette zich tegen een mogelijke interventie van Westerse troepen; Westerse troepen mochten hoogstens evacueren, maar in geen geval tussenkomen. Het FPR was immers zegezeker en verklaarde op 10 april dat men goed moest weten dat, zelfs als het FPR de oorlog zou verliezen, de aanhangers van het regime zich ongetwijfeld op de Belgische Blauwhelmen zouden wreken.

Op 12 april kondigde het FPR een ultimatum af dat de buitenlandse troepen die kwamen om te evacueren, verplichtte om het land binnen de 48 uur opnieuw te verlaten. Wanneer deze troepen zich tot interventietroepen zouden ontpoppen, zou het FPR hen als vijandige troepen beschouwen.

Wie door deze opsomming van feiten nog niet overtuigd is, nodig ik uit om naar enkele experts te luisteren.

Mevrouw Suhrke, Noors professor en voornaamste auteur van het belangwekkende «Joint Evaluation Report» verklaarde voor de commissie: «Ik denk dat indien UNAMIR gebleven was, dit de situatie niet had kunnen beïnvloeden, want het ontbrak hen aan alles. Ze hadden geen munitie, geen levensmiddelen en zelfs geen zandzakjes meer.» De bewogen en gedreven mevrouw DesForges verklaarde dat het samenvoegen van de Belgische, de Franse, de Amerikaanse en de Italiaanse troepen die in de buurt aanwezig waren, de genocide had kunnen verhinderen, maar dat generaal Dallaire haar ervan overtuigd had dat de inzet van alleen UNAMIR te gewaagd ware geweest.

Had België ondanks de weigering van Frankrijk en de Verenigde Staten om iets te ondernemen, ondanks de weigering van generaal Dallaire om de *Rules of Engagement* anders te interpreteren, ondanks de weigering van de Veiligheidsraad om het mandaat te wijzigen, ondanks het feit dat zowel de FAR als het FPR zich uitdrukkelijk tegen een interventie verzetten, toch alleen iets moeten ondernemen? Ik heb hiervoor in de commissie voorstellen gehoord en ik heb ze hier daarnet horen herhalen. Gelukkig heeft men eraan toegevoegd dat de Belgische regering op dat ogenblik die beslissing hoe dan ook niet had kunnen nemen, omdat het Parlement toen geen ene gesneuvelde para meer zou hebben aanvaard.

Wie vandaag staande blijft houden dat België op dat ogenblik zonder de anderen militair had moeten tussenkomen, had in 1996 en bij het begin van 1997 met dezelfde eis op deze tribune moeten komen toen het algemeen was geweten wat zich afspeelde in de Kivu, waar honderdduizenden vluchtelingen werden vermoord en toen men bovendien kon beschikken over een meer uitgebreid UNO-mandaat. Zij hadden ook toen een Belgische militaire interventie moeten bepleiten. De aan- of afwezigheid van troepen ter plaatse doet niets terzake, want binnen de 48 uur had een contingent in de Kivu kunnen landen.

Wie een uitsluitend Belgische tussenkomst in Rwanda bepleit, moet consequent hetzelfde standpunt ten aanzien van de problemen in Kivu innemen.

Sommigen beweren dat we onze troepen ter plaatse hadden moeten houden, niet met het oog op een interventie, maar om de levens te beschermen van Rwandese vluchtelingen die bij de Belgische Blauwhelmen bescherming genoten. De commissie en ook

ik hebben lang gedacht dat de Belgische beslissing tot terugtrekking het drama van Don Bosco had teweeggebracht. Nauwgezet onderzoek heeft echter aangetoond dat de slachting van Don Bosco heeft plaatsgehad nog voor de Belgische regering had beslist de troepen terug te trekken en het gevolg is van de militaire beslissing om de UNAMIR-troepen te hergroeperen op de luchthaven waarvan de ligging zowel vanuit logistiek oogpunt als voor de verdediging gunstiger was.

Toen de Belgische regering tot terugtrekking besloot, beschermden de Belgen niemand meer. Zij zaten werkloos op de luchthaven en fungeerden er als schietschijf voor zowel de FAR als voor het FPR. De terugtrekking leek dus verantwoord.

De commissie heeft eensgezind de aanbeveling geformuleerd dat België niet meer deelneemt aan operaties van de Verenigde Naties in onze vroegere kolonies. Men kan dan ook moeilijk de regering van toen verwijten dat zij onze troepen daar heeft teruggetrokken op het ogenblik dat zij nutteloos waren en bedreigd werden. Men kan zich afvragen of men dezelfde beslissing had genomen, indien men had geweten wat men nu weet. Uiteraard is dit een volkomen hypothetische vraag, want wij mogen aannemen dat als de Belgische autoriteiten hadden geweten wat zij nu weten, dan ook de andere partijen op het terrein daarvan op de hoogte waren geweest en anders hadden gereageerd. Indien het FPR had geweten dat er op de burgeroorlog een genocide zou volgen, dan had het toch wel om een Westerse interventie gevraagd, in plaats van zich ertegen te verzetten. Het kan toch niet dat het FPR zo cynisch was dat het enkel oog had voor de macht die het zou veroveren en voorbij ging aan het feit dat zoveel van hun landgenoten daarvoor het leven zouden laten. Wij mogen toch aannemen dat Frankrijk en de Verenigde Staten een andere houding hadden aangenomen, indien zij geweten hadden wat zij nu weten. Zij hadden zich dan toch niet verzet tegen een interventie van het Westen, maar hadden ze georganiseerd. Of moeten wij daaraan misschien toch twijfelen, want met betrekking tot de Kivu, wist iedereen wat er aan de hand was en toch hebben noch Frankrijk noch de Verenigde Staten enig initiatief genomen.

De internationale gemeenschap, waaronder België, heeft in 1994 gefaald. Zij heeft eigenlijk ook gefaald in 1990, toen de inval vanuit Uganda in het nagenoeg «legerloze» Rwanda geen aandacht kreeg, terwijl men op hetzelfde ogenblik kosten nog moeite spaarde om met een internationale coalitie Saddam uit Koeweit te verdrijven. De internationale gemeenschap heeft zeker in 1993 in Burundi gefaald. Na de val van de Muur hadden wij de mond vol over de bevordering van de democratie, over heel de wereld, ook in Afrika, maar toen de eerste democratisch verkozen president in Burundi lafhartig werd vermoord, heeft de internationale gemeenschap niets gedaan. Zij heeft toegekeken en de situatie uit de hand laten lopen. Daar hebben wij als internationale gemeenschap getoond hoeveel de democratisering in Afrika ons werkelijk waard is.

Wij mogen nu niet boos zijn dat sommigen daaruit conclusies hebben getrokken. Zoals ik daarnet reeds zei, heeft de internationale gemeenschap in 1996 en 1997 gefaald in Zaïre, waar honderdduizenden vluchtelingen op laffe wijze zijn vermoord. De internationale gemeenschap faalt vandaag nog altijd. Terwijl men fregatten stuurt naar Irak en er nog altijd duizenden soldaten toezicht houden op het vredesproces in ex-Joegoslavië, laat men Rwanda, waar de haat- en wraakgevoelens tussen de bevolkingsgroepen ten minste zo sterk zijn als in ex-Joegoslavië, aan zijn lot over. *Who cares about Rwanda?* (Applaus.)

**De voorzitter.** — Wij zetten onze werkzaamheden voort vanmiddag om 14 uur.

Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten om 12.45 uur.)

(La séance est levée à 12 h 45.)





## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRÉSIDENTICE DE M. SWAELEN, PRÉSIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.  
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 20.  
De vergadering wordt geopend om 14.20 uur.

### EXCUSÉE — VERONTSCHULDIGD

Mme Dardenne, en mission à l'étranger, demande d'excuser son absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Dardenne, met opdracht in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

### COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CONCERNANT LES ÉVÉNEMENTS DU RWANDA

*Reprise de la discussion du rapport*

### PARLEMENTAIRE COMMISSIE VAN ONDERZOEK BETREFFENDE DE GEBEURTENISSEN IN RWANDA

*Hervatting van de bespreking van het verslag*

**M. le président.** — Nous reprenons l'examen du rapport.

Wij hervatten de bespreking van het verslag.

La parole est à M. Mahoux.

**M. Mahoux (PS).** — Monsieur le président, je voudrais en commençant mon intervention, rappeler ce qu'était la mission assignée à la commission d'enquête. Selon le rapport lui-même, le rôle de la commission consistait à examiner quelle politique les autorités belges et internationales ont menée face au développement des événements au Rwanda, et plus particulièrement quelles actions elles ont entreprises. Elle devait formuler éventuellement des conclusions concernant les responsabilités et les mesures qui devraient être prises dans le futur.

Cette mission, par sa définition même, doit échapper à toute orientation purement politicienne, comme l'a souligné le corapporteur Guy Verhofstadt au début de son intervention.

La volonté unanime était de rechercher la vérité et d'œuvrer pour faire évoluer les procédures à appliquer devant de tels drames et modifier les comportements. Cette volonté a été préservée pendant toute la durée des travaux de la commission. J'en rends hommage à tous les commissaires et particulièrement à vous, monsieur le président, qui avez su mener avec une parfaite droiture cette commission à bon port. L'ambiance qui a présidé aux travaux fut tendue, ne le nions pas, à certaines occasions, et des clivages se firent jour, des clivages non pas, comme on l'a rapporté, stéréotypés, mais au contraire mouvants.

Je tiens à souligner dans ce travail l'énergie déployée par le président et par M. Verhofstadt à recentrer, comme je pense l'avoir fait moi-même, les travaux vers leur objectif premier et unique: la vérité. Permettez-moi de souligner que cette collaboration développée depuis dix-huit mois avec eux a été empreinte de la plus parfaite correction, d'une honnêteté jamais démentie.

Il faut attirer l'attention sur le fait que cette mission, la commission l'a remplie plus de trois ans après les faits. Elle a pu se forger, au cours de plus d'une centaine d'auditions et après consultation de la plupart des documents et des informations existant à l'époque, une idée assez juste, je pense, du déroulement des événements des années 1993-1994 au Rwanda. Ce faisant, elle a dû se garder de tomber dans le piège d'une interprétation a posteriori. J'invite le Sénat tout entier à se garder lui aussi de ce piège et à se souvenir que les acteurs de ces événements, s'ils ont disposé à l'époque de nombreuses informations comme le souligne le rapport, n'en avaient pas la connaissance exhaustive qu'en ont maintenant les commissaires.

Quant à l'utilisation de ce rapport, je voudrais encore répéter le souhait que j'ai déjà eu l'occasion d'exprimer en tant que rapporteur: malgré son épaisseur, ce rapport devrait être lu dans son intégralité, par le Gouvernement bien sûr, par les parlementaires, par ceux que l'on qualifie de décideurs, mais aussi par les citoyens. Seul le rapport considéré dans son ensemble répond véritablement à la mission assignée à la commission. Il est, autant que faire se peut, le reflet de ce travail minutieux qui permet de comprendre les événements. Seule une lecture attentive permet de saisir les erreurs commises et de prendre leur mesure exacte, en appréhendant les difficultés inhérentes à la gestion de ce type de situation, tant sur le plan national qu'international.

Ce rapport n'est pas un recueil de petites phrases assassines ou protectrices qui pourraient être disséquées et utilisées à des fins purement polémiques ou politiciennes. Ce n'est pas son objet, cela ne peut l'être.

Que l'on me comprenne bien. Je ne prétends pas que ce travail ne doit pas servir aussi à cerner des responsabilités individuelles ou collectives. Au contraire, le texte le fait minutieusement et à de nombreuses reprises. Il a été approuvé à l'unanimité, à l'exception de l'abstention de deux commissaires avec voix consultative. En tant que rapporteur et pour l'avoir voté, j'assume bien sûr l'ensemble de ce texte et je le revendique. Mais je revendique aussi que l'on respecte l'esprit dans lequel ont été menés les travaux de la commission: une approche constructive, sereine autant que faire se peut, éloignée de toute polémique stérile, ayant pour but de bâtir un ouvrage solide et cohérent qui puisse être utilisé dans la durée, pour que de tels drames ne se reproduisent plus.

Vous comprendrez dès lors que je ne m'attarderai pas à détailler telle ou telle responsabilité particulière. Les épingleur de manière spécifique trahirait l'ensemble du rapport et sa complexité. Ces responsabilités existent, elles sont énoncées de manière claire dans le texte, et je souhaite que l'on en prenne toute la dimension.

Je voudrais m'attarder aux objectifs essentiels qu'a poursuivis la commission et que nous avons tous tenté de poursuivre: comprendre l'incompréhensible. Comprendre pourquoi dix soldats belges sont morts, assassinés lors d'une mission du maintien de la paix pour laquelle les Nations unies avaient été sollicitées par les parties sur le terrain. Comprendre comment un génocide a pu être perpétré sous les caméras de télévision des réseaux mondiaux, en présence de soldats représentant l'Organisation des Nations unies, menacés certes, mais aussi en présence de troupes des pays occidentaux, à Kigali ou dans les environs immédiats, sans qu'il ne soit rien fait pour empêcher ce génocide ou en réduire l'ampleur.

Je ne peux évoquer ces morts sans rendre ici un hommage aussi sincère que modeste aux parents des victimes belges, les familles des dix paras et celles des victimes civiles. J'espère que notre travail répond dans une modeste mesure à une part de leurs attentes. Je sais que nous ne pouvons rien à leur douleur, que nous ne pallierons pas l'absence qui les marque tous les jours. Pour ces familles et pour le peuple rwandais, j'espère simplement que nous contribuons et pourrions contribuer encore à ce que le drame qui les touche ne se reproduise pas.

Je ne peux oublier non plus la plaie sanglante qui marque aujourd'hui ce petit pays africain dans lequel je me suis rendu comme rapporteur, avec certains commissaires. Je crois que nous devons tous assumer une responsabilité morale pour ce crime que l'humanité a laissé commettre contre elle-même. J'éprouve aujourd'hui cette responsabilité en tant que citoyen. Mais je me sens une responsabilité particulière en tant qu'homme politique d'un État occidental qui fut, comme beaucoup, trop peu curieux de l'évolution des événements dans ce pays aujourd'hui martyr.

Je crois cependant qu'il faut inlassablement rappeler la dimension de ce qui s'est commis au Rwanda sous les yeux de la communauté internationale. C'est le premier génocide reconnu depuis la deuxième guerre mondiale. Nous n'avons pas su l'empêcher et nous ne l'avons toujours pas assumé, loin de là. Dans vingt ans on prendra encore la mesure de ce crime que l'humanité a laissé commettre contre elle-même. Vingt ans, cela aurait pu être le délai de la prescription légale, mais le crime de génocide a été considéré comme imprescriptible, on le sait, justement parce que, comme l'a écrit Jankelevitch dans *l'Imprescriptible*: « Dans vingt ans, ce sera pourtant la première fois que les plus indifférents réaliseront, dans toute sa plénitude, l'ampleur de la catastrophe: oui, il leur aura fallu vingt ans pour en réaliser les dimensions gigantesques comme après un crime hors de proportion avec les forfaits habituels ou comme après un très grand malheur dont on ne mesure que peu à peu les effets et la portée... »

Nous avons le devoir de participer à cette prise de conscience. Nous, comme citoyens, comme tout le monde bien sûr, mais nous, plus particulièrement désormais, comme parlementaires membres d'une commission, ayant étudié ce drame et l'ayant appréhendé autant que possible.

Les travaux de la commission ont permis de dégager, sur les interrogations fondamentales que je soulevais, une certitude: si les dix paras belges et des civils belges sont morts, et si le génocide s'est produit, c'est d'abord parce que ces assassinats ont été voulus, préparés et orchestrés par un cercle de personnages proches du pouvoir qui régnait au Rwanda. Ce régime a développé une politique de discrimination ethnique et a attisé un climat de haine raciale. Il a encouragé le déchaînement de la violence, organisant minutieusement certains de ses effets. Il a trahi les engagements qu'il avait pris dans le cadre du processus de paix.

Permettez-moi de faire une incise sur l'ethnicité, cette version moderne du racisme, qui privilégie les différences entre les hommes pour les attiser, pour les exploiter, au lieu de voir ce qui leur est commun, et ce pour des raisons économiques, politiques ou religieuses.

La communauté internationale n'a pas identifié cette évolution en temps opportun. Cependant, il convient de se remémorer le contexte: deux communautés nationales étaient en guerre civile plus ou moins larvée — souvent plus que moins — depuis des années.

À la suite des négociations qui se sont étendues sur de très longs mois sous le parrainage de l'Organisation de l'Unité africaine, des puissances locales et européennes, des accords ont été signés. Leur portée allait au-delà d'accords de paix au sens strict. Ils prévoyaient un processus de pacification, de reconstruction et de démocratisation du pays, visant à réapprendre à deux communautés à vivre ensemble. Ils prévoyaient l'intervention de l'Organisation des Nations unies pour une mission de maintien de la paix s'apparentant à une mission de police civile.

La communauté internationale a placé tous ses espoirs dans les Accords d'Arusha, sans doute davantage que certains Rwandais, certainement davantage que le gouvernement rwandais de l'époque, lequel, manifestement, a joué un double jeu. La volonté de voir ces accords aboutir était très forte. Toutefois, la communauté internationale n'a pas appréhendé tous les aléas et les risques que ces accords ne soient pas appliqués. Les Nations unies et les pays qui allaient contribuer à la mission de maintien de la paix furent les plus ardents défenseurs de ces accords. Cependant, de nombreux pays disposant de troupes et d'une capacité d'intervention se sont abstenus d'intervenir. À cet égard, la Belgique a pris ses responsabilités mais des déficiences sont apparues au sein de la communauté internationale, dont la Belgique était une des composantes, sur le plan de l'appréciation de la nature de la mission et de son organisation. Je l'ai dit et je n'y reviendrai plus.

En ce qui me concerne, je trouve le constat amer. Nous n'avons pas pu, pour diverses raisons, empêcher le massacre de nos dix paracommandos, la mort de civils belges et la perpétration d'un génocide. Néanmoins, la commission se doit de transmettre un message d'espoir. Il faut que de tels événements ne se reproduisent plus jamais, que plus jamais un tel enchaînement de déficiences et d'erreurs ne conduise à un désastre. La communauté internationale revendique sa responsabilité dans l'imposition du respect des droits de l'homme. Le droit international condamne les génocides et les autres crimes contre l'humanité. La notion de devoir d'ingérence est élargie dans le but de protéger les populations civiles.

Monsieur le président, ces concepts ne peuvent rester de papier. Il est intolérable que les troupes armées de plusieurs pays occidentaux, placées en situation d'intervenir, n'aient rien tenté pour empêcher ces tueries. Il est inadmissible que des carences opérationnelles répétées soient venues entraver l'exercice des missions de paix de la communauté internationale. Que représentent la transgression des procédures et le formalisme des décisions face à l'horreur présente sous nos yeux? L'espoir des victimes réside précisément dans l'ingérence.

En conclusion, monsieur le président, je dirai que l'on ne passe pas dix-huit mois sur un tel travail sans mûrir, quels que soient son itinéraire personnel, son expérience antérieure.

Nos souvenirs sont révélateurs. À propos des événements qui marquent l'histoire, notre histoire personnelle, nous sommes souvent amenés à nous remémorer ce que nous faisons à telle époque. J'ai tenté de me souvenir de ce que je faisais le 7 avril et les jours suivants.

Je me suis interrogé sur mon attitude. Je crois n'avoir pas pris conscience de l'immensité du drame qui se déroulait en raison notamment de ce j'étais, comme bon nombre de nos concitoyens, obnubilé par le terrible martyr de nos paracommandos et la mort de coopérants civils. Je me reproche de ne pas avoir réagi.

Je ne peux revenir sur ma passivité. Je ne peux que ressentir des regrets, particulièrement envers les familles des soldats belges morts en mission et envers les parents des victimes civiles, ressortissants expatriés et coopérants.

Ces regrets, qui ne sont rien, je les ressens envers tout un peuple rwandais, meurtri dans sa chair comme dans sa mémoire collective. Ces regrets, monsieur le président, on les qualifie parfois de remords. (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Moens.

**De heer Moens (SP).** — Mijnheer de voorzitter, in de eerste plaats wens ik de rapporteurs te feliciteren met hun schitterend rapport. Zij beweren de politiek erbuiten te hebben gehouden, maar of zij daarin geslaagd zijn zal ik in mijn uiteenzetting aantonen. Op zekere momenten, hebben zij, precies omwille van de politieke tegenstellingen in de commissie, eraan getwijfeld of zij wel tot een degelijk werkstuk zouden komen. Geholpen door de diensten van de Senaat, en het adagium *labor improbus omnia vincit* indachtig, kwam er uiteindelijk toch een dik en mooi rapport tot stand.

Ik wens ook voorzitter Swaelen te loven voor de bewonderenswaardige manier waarop hij de commissiewerkzaamheden leidde, voor zijn dossierkennis, zijn correctheid en vooral voor zijn zeer grote zelfbeheersing, die hij maar één keer en niet meer dan die ene keer, heeft verloren.

Alvorens in te gaan op de grond van de zaak, wens ik vooraf een drietal korte beschouwingen te maken.

Sommigen — en de heer Verhofstadt was vanochtend hun woordvoerder — beweren dat dit debat de politiek overstijgt. Dit komt bijzonder ongeloofwaardig over uit de mond van iemand die van top tot teen politiek is en dus altijd aan politiek doet. De heer Verhofstadt begon zijn toespraak subtiel met te zeggen hoe schuldig hijzelf wel was. Het Parlement en vooral de oppositie en dus ook hijzelf hadden de regering immers niet tijdig terechtgevozen.

Onmiddellijk volgde evenwel een uitnodiging aan de eerste minister om, aangezien hijzelf schuld bekende, namens het Parlement en namens de regering op zijn beurt schuld te bekennen met alle consequenties vandien. Als een voorzitter van een oppositiepartij niet al zijn plichten heeft vervuld, dan zijn daar weinig sancties voor: voor een nalatigheid van de eerste minister ligt dat helemaal anders.

De heer Verhofstadt heeft dit natuurlijk geleerd van iemand die ook in Toscane leefde met name van Macchiavelli. Die zei reeds vijfhonderd jaar geleden dat als men iemand een zwaarwichtige schuld wil laten toegeven, men eerst zelf een kleine, inconsequente schuld naar voren moet schuiven. De politiek is dus ook bij Verhofstadt nooit veraf geweest!

Ik beschouw dit debat wel als een politiek debat over politieke handelingen uit het verleden, in een politieke assemblée kan men moeilijk anders verwachten. In het rapport worden veel verantwoordelijkheden aangestipt. Zij worden echter niet gekwalificeerd. Zij kunnen van penale, civiele, administratieve of politieke aard zijn.

Ik zal mij vandaag beperken tot het onderzoek van de politieke verantwoordelijkheden en mij daarbij baseren op het rapport dat de diensten van de Senaat daarover hebben opgesteld.

Volgens dit rapport is politieke verantwoordelijkheid altijd uiterst subjectief, men gaat immers uit van een politieke appreciatie, maar zij is niet arbitrair. In dat rapport worden een aantal voorwaarden opgesomd: elementen die politieke verantwoor-

delijkheid aanwijzen moeten altijd voldoende in aantal zijn, zwaarwegend, niet vaag en niet algemeen zijn. Zij moeten met andere woorden nauwkeurig omschreven en concreet zijn. Als aan deze vier voorwaarden is voldaan dan kan men spreken van politieke verantwoordelijkheid in hoofde van een persoon of instelling. Ik neem mij voor in het licht daarvan de feiten te overlopen om tenslotte een conclusie te trekken.

Een tweede voorafgaande beschouwing. De commissie heeft de hele tijd moeilijkheden gehad met wat wij in het rapport de a posteriori-kennis hebben genoemd. De commissie zegt letterlijk: «Wij hebben gepoogd niet in de val te trappen van een interpretatie a posteriori.» Helaas is zij daarin niet geslaagd. In het rapport en in de conclusies op het einde gebruikt zij toch een aantal keren de termen «achteraf gezien» of «terugblikkend».

Dit bewijst toch, mevrouw Dua, dat wij ons aan die poging hebben gewaagd, zij het tevergeefs.

**De voorzitter.** — Mevrouw Dua, wenst u daartegen een objectie te formuleren?

**Mevrouw Dua (Agalev).** — Mijnheer de voorzitter, ik wens alleen te preciseren dat er in de commissie uren is gediscussieerd over het woord «achteraf» en dat het woord uiteindelijk in het rapport is opgenomen op vraag van de meerderheid.

**De heer Verhofstadt (VLD).** — Op vraag van u, mijnheer Moens.

**De heer Moens (SP).** — Dit rapport is toch unaniem goedgekeurd, zoals nog eens wordt gesteld in de motie die vandaag op de banken is rondgedeeld.

Dit betekent dat elk woord van het verslag is goedgekeurd, ook door de heer Verhofstadt die dus ook de termen «terugblikkend», «achteraf gezien», enzovoort, mee heeft goedgekeurd. Hij kan dus nu moeilijk stellen dat hij daarmee niet akkoord ging. Het gaat echter veel verder dan dat. De menselijke geest is zo gemaakt dat wij geen afstand kunnen nemen van wat wij weten, van wat er in ons geheugen zit, ook als wij dat zouden willen. Bij onze interpretatie van bepaalde zaken duikt alles wat wij weten onbewust op en als wij dan veroordelingen uitspreken, zoals vandaag gebeurt, is het bijzonder moeilijk helemaal objectief te blijven. De mens is wat hij is en wij moeten daarmee helaas rekening houden.

Een derde beschouwing vooraf heeft betrekking op de beperkingen van de commissie. Een eerste beperking, die al is gesignaleerd, was de ontoegankelijkheid van een aantal documenten. Dit heeft vooral te maken met de Verenigde Naties, het Belgisch Koningshuis en Justitie, waar nog onderzoeken lopen.

Wat de Verenigde Naties betreft, hebben wij wel al het mogelijke gedaan om inzicht te krijgen in alle documenten? Of, als de commissie maar één brief heeft geschreven om informatie te verkrijgen, heeft zij dan misschien niet te weinig gedaan en zelf niet gedaan wat ze van anderen verwacht, namelijk «al het mogelijke doen»?

Er lag in zaal E een karrevracht documenten die wij graag hadden geraadpleegd teneinde er rekening mee te houden. Helaas, wegens tijdgebrek en een gebrek aan personeel zijn wij daar niet in geslaagd. Dat is erg, want zowel voor de moord op de tien para's als voor de genocide gebruiken wij in het rapport de term «bij gebrek aan doorslaggevende bewijzen» en schrijven wij dat er «aanwijzingen» zijn dat er misschien een georkestreerd plan was om de para's te vermoorden. Wij schrijven niet dat er daarvoor «bewijzen» zijn. Wij schrijven ook niet dat wij weten dat de genocide al lang voorbereid was. Wij schrijven dat wij dat «geloven». Indien wij verder hadden gezocht, hadden wij misschien in meer krachtdadige termen kunnen spreken. Gelukkig hebben wij in allerlaatste instantie de telex 452 van Willy Claes nog gevonden, want anders was er nog een veel grotere ramp over dit huis neergekomen. Dan hadden wij namelijk de waarheid niet gezegd. Door die telex hebben wij dat toch ten dele kunnen doen.

Als laatste voorafgaande bedenking vraag ik mij af of de commissie niet te veel hooi op haar vork heeft genomen. Op alle mogelijke plaatsen hebben wij naar verantwoordelijkheden gezocht. Daardoor zijn wij op zoveel punten van verantwoor-

delijkheden terecht gekomen dat zij in elkaar overvloeien en dat zij niet meer zuiver kunnen worden afgelijnd. Ook dat is jammer. Wij hadden ons moeten houden aan het Franse spreekwoord *Qui trop embrasse mal étireint*. Wij hebben waarschijnlijk te hoog gegrepen en zodoende niet alle verantwoordelijkheden even duidelijk kunnen aanwijzen.

Na deze beschouwingen vooraf kom ik tot de hermeneutiek van de besluiten die in het rapport staan. Ik beperk me hierbij tot de politieke verantwoordelijkheden van de Verenigde Naties, het Belgisch Parlement, de Belgische regering en haar eerste minister en de toenmalige ministers Claes en Delcroix. Per punt zal ik aanhalen wat in de besluiten staat, wat een mogelijke verklaring kan zijn, om uiteindelijk de essentie over te houden.

Tegen de Verenigde Naties werden vijf ernstige beschuldigingen geuit.

Ten eerste, bij het bepalen van het mandaat hebben de Verenigde Naties te weinig rekening gehouden met de schendingen van de mensenrechten in Rwanda ofschoon zij ervan op de hoogte waren.

Ten tweede heeft de Veiligheidsraad het mandaat uitgehold.

Ten derde zijn de heren Boutros Ghali en Kofi Annan verantwoordelijk voor de organisatorische tekortkomingen bij de werking van de Verenigde Naties.

Ten vierde hebben de Verenigde Naties bij de evacuatie van de burgers geweigerd om hun contingent Blauwhelmen ter beschikking te stellen.

Ten slotte hebben de Verenigde Naties geweigerd om het mandaat te versterken wanneer daar onder meer door België uitdrukkelijk om werd gevraagd.

Voor deze vijf nalatigheden kunnen de Verenigde Naties maar één verklaring geven, namelijk dat zij onvoorwaardelijk en totaal hebben geloofd in de Arusha-Akkoorden. De Verenigde Naties gingen ervan uit dat het om een vredesmissie ging, met een akkoord tussen de strijdende partijen waarin om een VN-tussenkomst werd gevraagd. De Blauwhelmen zouden slechts toezien op de uitvoering van de akkoorden; alle andere acties waren bij voorbaat verboden. Een andere opdracht was voor de leden van de Veiligheidsraad, misschien ook om budgettaire of andere redenen, onmogelijk en onhaalbaar. Dit verklaart heel veel.

Wat de verantwoordelijkheid van het Belgisch Parlement betreft, stelt het rapport zowel vóór als na de feiten, zowel bij het zenden als bij het terugtrekken van de troepen en bij de behandeling in het Parlement achteraf, nalatigheden vast. Zo werden in het Parlement vragen gesteld die niet scherp genoeg geformuleerd waren. Men was ten tijde van het zenden van de troepen niet met de materie begaan. Op het ogenblik van de terugtrekking heeft men volgens de heer Verhofstadt zelfs aan liberale zijde geen enkele poging ondernomen om die beslissing om te draaien. Iedereen in België was het met de terugtrekking eens. Als de oppositie het ermee eens is, zie ik niet in waarom de meerderheid zich vragen zou stellen.

De Belgische regering worden twee tekortkomingen verweten. De beslissing voor deelname was politiek en militair gebrekkig, omdat er een verkeerde inschatting van de toestand in Rwanda werd gemaakt. Bovendien heeft de regering het Parlement voortdurend te weinig geïnformeerd. Een verklaring hiervoor ligt in het feit dat de Arusha-Akkoorden voor de Belgische regering, net als voor de Verenigde Naties, heilig waren en dat men er niet van kon afwijken. De commissie is het hier eigenlijk mee eens. Er wordt weliswaar geopperd dat men de Arusha-Akkoorden als basisidee kon betwisten, maar enkele bladzijden verder staat het omgekeerde.

Wanneer men het heeft over de parallelle diplomatie die de Arusha-Akkoorden onderuit probeerde te halen, geeft men de Belgische regering een pluim omdat ze achter de Arusha-Akkoorden is blijven staan en geen millimeter van haar oorspronkelijke stelling is afgeweken. Indien men van mening is dat het akkoord niet deugt, vraag ik me af waarom men in het ene geval zegt dat men zich eraan moest houden en in het andere dat het zwak was en men er niet te veel belang aan moest hechten. Hier is het rapport dubbelzinnig.

Dan kom ik tot de kritiek op de houding van de eerste minister. Hem wordt vooral verweten dat hij heeft gezegd dat hij in dezelfde omstandigheden dezelfde beslissing zou nemen. Ik vind deze rede-nering volstrekt normaal en helemaal niet stuitend. Indien de eerste minister het omgekeerde zou zeggen, namelijk dat hij in dezelfde omstandigheden, en met de informatie waarover hij toen beschikte iets anders zou hebben gedaan, dan rijst onmiddellijk de vraag: op grond waarvan? Dan zou het pas echt nattevingerwerk geweest zijn. Hij heeft destijds in eer en geweten een beslissing genomen op basis van de kennis die hij toen bezat. Zijn verklaring dat hij met dezelfde informatie in dezelfde omstandigheden dezelfde beslissing zou hebben genomen, lijkt mij volkomen logisch. Indien hij iets anders zou zeggen, zou hij een idioot zijn, wat zeker niet het geval is. Iets totaal anders is dat hij achteraf van mening zou kunnen zijn dat België misschien beter geen troepen naar Rwanda had gestuurd. Daar gaat het echter niet over.

De minister van Buitenlandse Zaken worden drie dingen aangewreven: ten eerste, dat hij zich geen rekenschap heeft gegeven van de manier waarop het mandaat werd uitgehold, ten tweede, dat hij onvoldoende aan de Ministerraad heeft gerapporteerd en ten derde, dat hij niet genoeg inspanningen heeft geleverd en niet alle mogelijkheden heeft aangewend om het mandaat te versterken en het welslagen van de missie te bewerkstelligen.

Uit de vaststellingen die in het verslag staan genoteerd, blijkt echter dat het mandaat na de initiële omschrijving ervan nooit werd gewijzigd. Er is dus geen sprake van een uitholling van het mandaat. Vooral de Verenigde Staten hebben wel pogingen ondernomen om het mandaat zo zwak mogelijk te maken, maar dat was voordat de beslissing werd genomen. Op het ogenblik dat België aan UNAMIR deelnam, met het door de Veiligheidsraad vastgelegde mandaat, was er geen sprake meer van uitholling waarover de minister zich zorgen had moeten maken. De initiële beslissing over het mandaat werd genomen door de vaste leden van de Veiligheidsraad. België had daarbij als klein landje hoe dan ook niet veel in de pap te brokken.

Minister Claes heeft wekelijks gerapporteerd aan de Ministerraad, zelfs in de periode van *on going concern*, toen er in Rwanda niets bijzonders gebeurde. Onmiddellijk na zijn bezoek aan Rwanda in februari heeft er op 4 maart wel een Ministerraad plaatsgevonden waar de situatie in Rwanda en de incidenten die er toen gebeurden werden besproken. Vanaf 7 april heeft de regering bijna dagelijks overleg gepleegd. Men kan minister Claes dus onmogelijk verwijten dat hij de regering niet voldoende heeft geïnformeerd.

Minister Claes heeft wel degelijk al het mogelijke gedaan om het mandaat aan te passen en uit te breiden, jammer genoeg zonder succes. Soms verstuurde hij per fax drie tot vier instructies per dag aan de ambassadeur. Hij wendde alle mogelijke middelen aan. Ook hier moeten wij toch een beetje voorzichtig zijn met onze veroordeling.

Minister van Defensie Delcroix krijgt eveneens heel wat tegenwind. Niet langer dan anderhalf uur geleden heeft men hem nog gevraagd ontslag te nemen als senator. Op het eerste gezicht kan men hiervoor redenen aanvoeren. Over het vereiste aantal manschappen kan men lang discussiëren. Met 100 zou België wat verdronken zijn in de rest, met 800 waren wij «de sterke man» geweest en 450 vond niemand blijkbaar goed. Toen hij echter uiteindelijk akkoord ging om met 450 soldaten te vertrekken, werd hij hierbij gedekt door de stafchef van het leger, luitenant-generaal Charlier, die zwart op wit neerschreef dat hij met 442 manschappen de volledige verantwoordelijkheid van de operatie op zich wilde nemen.

Wat kan men dan nog aan een minister vragen wanneer zijn stafchef dit schrijft? Er zijn er natuurlijk altijd die menen het beter te weten dan de hoogste legerleiding. De minister zou ook de Ministerraad onvoldoende hebben geïnformeerd. Ik heb deze bewering reeds weerlegd toen ik het had over de beschuldigingen aan het adres van de heer Claes. Wanneer de heer Claes over Rwanda sprak, sprak de heer Delcroix natuurlijk ook over Rwanda.

Ik heb de feiten samengevat. Welke conclusies kunnen wij er uit trekken?

In de eerste plaats zal ik het hebben over de politieke verantwoordelijkheid. Wat de Verenigde Naties betreft, ben ik het eens met de aanwijzingen uit het verslag. De beschreven feiten zijn voldoende in aantal, de zwaarwichtigheid ervan lijkt geen twijfel en de weergave ervan is zeer concreet. Boutros Ghali en Kofi Annan kan niets ten laste worden gelegd aangezien zij slechts uitvoerders waren, maar de Veiligheidsraad draagt een absolute politieke verantwoordelijkheid. Sommige landen van de Veiligheidsraad kunnen zelfs expliciet met de vinger worden gewezen.

In verband met de Belgische verantwoordelijken, het Parlement, de regering en de eerste minister, moet worden gesproken van een collectieve en gedeeltelijke verantwoordelijkheid. Dit is niet hetzelfde als een politieke verantwoordelijkheid. Zoals blijkt uit mijn voorgaande analyse.

Vervolgens wil ik het hebben over de para's en de burgerlijke slachtoffers en over de genocide. Had men kunnen vermijden dat er slachtoffers zijn gevallen? Ja, maar slechts op één voorwaarde, namelijk indien wij niet hadden deelgenomen aan de operatie. Het staat echter als een paal boven water dat er in dat geval geen VN-operatie had plaatsgevonden, wat nog veel erger zou zijn geweest. Wij konden op dat ogenblik niet weigeren mee te werken. Hadden wij de genocide kunnen vermijden? In geen geval. Vanmorgen citeerde iemand uit het mandaat dat wanneer er een genocide plaatsgrijpt, een VN-contingent kan, mag en moet ingrijpen. Dit kan echter uitsluitend op voorwaarde dat het blauwhelmencontingent niet in gevaar is. Dit is een constante regel die altijd geldt bij de Verenigde Naties en die door onze ambassadeur Brouhns duidelijk werd toegelicht. Het deel van het citaat waarin Brouhns deze voorwaarde uitdrukkelijk vermeldt wordt helaas niet weergegeven in ons verslag. Deze zin is echter fundamenteel aangezien hieruit duidelijk blijkt dat wij de genocide niet hadden kunnen beletten, zelfs niet in VN-verband.

Verder derde dringt de vraag zich op of er spijt moet worden betuigd. Mijn antwoord is duidelijk positief. Er moet en kan spijt worden betuigd, zowel door de regering als door het Parlement. Het gaat hier echter niet om een schuldbekenenis. Schuld heeft te maken met de gebeurtenis zelf in het verleden. Spijt voelt men nadien, wetende wat er intussen is gebeurd en kennis hebbende van nieuwe elementen die het vorige in een ander daglicht kunnen plaatsen, maar die op het ogenblik van de feiten helaas niet voorhanden waren. Het is normaal dat de regering en de voorzitters van de Kamers spijt betuigen aan de nabestaanden van de slachtoffers, zowel in ons land als elders. Hiermee bekennen zij echter geen schuld.

Ten slotte, aangezien uitspraken over feiten die zich in het verleden hebben voorgedaan, onvermijdelijk subjectief geladen zijn, is een betoog over de verantwoordelijkheden eigenlijk niet uitermate relevant. Hoofdstuk vijf van het verslag dat handelt over de aanbevelingen, is dat echter wel. Zij hebben immers geen betrekking op het verleden, maar op de toekomst. In dit hoofdstuk worden raadgevingen voor de toekomst geformuleerd. De SP staat volledig achter deze aanbevelingen. Een eventuele motie in die zin zal onze goedkeuring wegdragen. (*Applaus.*)

**M. le président.** — La parole est à Mme Willame.

**Mme Willame-Boonen (PSC).** — Monsieur le président, avant de débiter mon intervention, je souhaiterais rendre hommage à toutes les victimes du génocide rwandais et, plus particulièrement, aux familles des victimes civiles et militaires belges. Il faut saluer le courage et la détermination du combat qu'elles ont mené. Le rapport de notre commission en est le résultat et leur appartient, car c'est à elles que nous le devons.

La commission a cerné la plus grande partie de la vérité à propos de la mort des dix Casques bleus belges. Par action ou par omission, la préméditation de leur mort par les autorités et les soldats rwandais a été établie. Le colonel Bagosora devra répondre de son rôle devant la Justice de même que le major Bernard Ntuyaga, détenteur d'une partie des informations qui nous manquent.

Les Casques bleus belges sont aussi morts en raison des conditions dans lesquelles ils ont dû accomplir leur mission. Je fais notamment allusion à la propagande haineuse menée par la radio

R.T.L.M., qui les a accusés de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, les livrant ainsi à la vindicte populaire. Je pense également à la trahison de certaines autorités militaires rwandaises, au manque de moyens militaires, entre autres une Q.R.F. opérationnelle et des blindés, à une impossibilité de faire face au *worst case*, au désarmement psychologique, conséquence d'une conception trop passive du *peace keeping* sur le terrain.

En ce qui concerne les officiers belges responsables sur place de la MINUAR à Kigali, il appartient aux instances compétentes d'examiner leur cas avec beaucoup de fermeté et d'impartialité, mais sans injustice. Que dire de l'abandon par le général Dallaire de ses propres soldats couchés sur le sol, peut-être agonisants? Le rapport explicite, cite, nuance, conclut, mais qu'est-ce que cela, au regard de l'immense chagrin des familles?

Revenons à notre travail. La participation active à une commission d'enquête parlementaire, comme celle du Rwanda n'a rien d'anodin. Elle suppose un investissement intellectuel et physique important, ainsi qu'une charge de travail que la gravité des faits méritait. Elle impose une franchise par rapport aux résultats obtenus et une analyse politique approfondie.

Je voudrais rendre hommage à Mme Michèle Bribosia dont l'engagement actif au sein de la commission et dont l'acuité intellectuelle sont pour beaucoup dans la qualité de ce rapport. Je lui adresse mes remerciements pour son travail parlementaire au sein de mon groupe.

M. Nothomb viendra compléter mon exposé avec son expérience politique et sa vision extérieure du travail de notre commission.

Le premier point de mon exposé porte sur la nécessité d'une grande franchise face aux résultats du rapport. Au terme de longs mois d'auditions et de débats quelquefois homériques pour établir le rapport que nous examinons aujourd'hui, nous pouvons considérer que cette commission a fait preuve d'une hauteur et d'un courage politique certains. Il s'agissait d'un exercice difficile, notamment parce que nous avions un recul limité de trois ans par rapport aux événements. Pour la première fois, je crois, une commission d'enquête analyse les décisions d'un gouvernement aussi récent, décisions dont les implications internationales sont très nettes.

Le travail de la commission a consisté en une analyse approfondie des mécanismes de décision des Nations unies et de la Belgique qui entrent en jeu aux niveaux politique, diplomatique et militaire lors de la mise en place d'une mission de paix. Il a également consisté en une analyse des événements qui se sont déroulés sur le terrain, en particulier au cours de ces tragiques journées des 6 et 7 avril 1994.

L'unanimité presque parfaite atteinte lors de l'adoption du rapport en commission indique que celle-ci a tenté de travailler de la manière la plus consensuelle possible. Elle indique en outre que les parlementaires ont réussi à surmonter certains clivages, mais pas tous; j'y reviendrai dans un instant.

Il convient de ne pas sous-estimer les difficultés que la commission a rencontrées. Celle-ci est née de propositions parlementaires qui affirmaient la volonté de rechercher la vérité. Nous souscrivions tous à cet objectif louable, mais celui-ci s'inscrivait dans un contexte politique — nous l'avons encore entendu ce matin — qui n'était pas dénué de toute arrière-pensée visant notamment à déstabiliser le gouvernement actuel.

Il est vrai que le sujet du rapport sur les événements du Rwanda est d'une très grande gravité. Cependant, il n'est pas correct que des arrière-pensées politiques le sous-tendent dès l'abord. Je trouve que les attaques politiques de M. Verhofstadt, notamment à l'encontre du ministre de la Défense nationale actuel, sont déplacées car elles s'écartent des événements de 1993-1994 qui ont occupé la commission; à cette époque, M. Poncelet était simple député. Ne s'agit-il pas d'une regrettable déviation par rapport aux travaux de cette commission dont le but était bien circonscrit? Je crois que dans ce débat, il convient de revenir à plus de sérénité et de dignité ainsi qu'aux enjeux essentiels.

Il a parfois été difficile de rechercher la vérité en toute sérénité alors qu'il devenait de plus en plus patent que certains utilisaient cette commission pour démontrer des thèses préétablies. La commission a bien veillé à éviter de trop simplifier certaines situations afin d'en rendre les complexités et les nuances.

Cette commission d'enquête est, me semble-t-il, la première en Belgique à comporter autant d'implications internationales. Ainsi, il n'est pas inutile de relever que certaines pressions, que l'on pourrait qualifier de géopolitiques, se sont fait sentir au sein de cette commission, comme si certains intérêts africains voulaient être présents dans nos travaux. Toujours dans le même élan de sincérité et au risque de ne pas être crédible, il ne faut pas négliger de dire qu'au cours de nos travaux, un clivage entre laïques et chrétiens est apparu mais que le rapport est resté serein sur la question.

En ce qui concerne l'analyse politique que l'on peut faire de ce rapport, il convient tout d'abord de faire preuve d'une certaine prudence avant de trancher à partir de nos conclusions.

Le travail d'analyse de la commission d'enquête nous présente un rapport très différent de la vision que l'on pouvait avoir des événements à cette époque en Belgique. N'oublions pas que toutes les pièces assemblées par la commission n'étaient pas à la disposition de tous au même moment. Il en résulte que les acteurs n'avaient qu'une vue fragmentaire de la réalité telle que nous la décrivons aujourd'hui. Ne perdons pas non plus de vue qu'après des mois de travail, le rapport ressemble encore aujourd'hui à un puzzle inachevé.

Plusieurs pièces importantes de celui-ci restent floues : qui sont les responsables de l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion présidentiel, qui servit de détonateur à la violence et pour quels motifs ? Une enquête internationale nous le révélera-t-elle jamais ? Qui pourra jamais dire si l'ensemble des militaires sur place à Kigali auraient pu vraiment éviter totalement le génocide ? Bien d'autres questions restent encore posées.

Je reste persuadée que le puzzle — si vous me permettez ce terme — se complètera au fur et à mesure que des informations émanant d'autres autorités internationales nous parviendront. Nous y resterons attentifs mais il n'est pas exclu qu'il ne se complète jamais totalement. À cet égard, depuis le dépôt du rapport, il semble que certaines autorités soient beaucoup plus bavardes.

Le rapport est arrivé à une série de conclusions, notamment en ce qui concerne les décisions d'envoi et de retrait des soldats belges mais, également, au niveau du fonctionnement des Nations unies.

La Belgique a fait des choix dans une situation dont elle maîtrisait bien peu de paramètres.

Elle a fait, en ce qui concerne le Rwanda, le choix résolu et volontariste de la paix, de la démocratisation et des droits de l'homme. Elle a encouragé les Rwandais à prendre leur avenir en main; elle a invité les belligérants à s'entendre afin de tracer de nouvelles perspectives politiques au pays des Mille collines.

En second lieu, la Belgique a fait le choix de l'engagement actif sur le terrain de la paix, de la réconciliation et de la construction de cette paix. La Belgique a été bien seule lorsqu'elle a choisi de participer à la mission de paix qui devait accompagner la mise en œuvre des Accords d'Arusha. Dès la définition de cette mission, la Belgique a, à contre-courant des sentiments prédominants au sein de la communauté internationale, plaidé et agi concrètement en faveur de la paix. Répondant à l'invitation insistante des parties signataires des Accords d'Arusha, après la démission de la France et le souhait de celle-ci de se retirer du Rwanda, la Belgique est entrée dans une mission qui, dès le départ, avait vu ses ailes rognées au sein des Nations unies. Il apparaissait clairement, en cette fin d'année 1993, que les États-Unis n'étaient plus disposés à participer concrètement à des projets de paix qui ne répondaient pas directement à leurs propres intérêts nationaux. «Les Nations unies ne peuvent simplement pas être engagées dans chacun des conflits du monde. (...) Les Nations unies doivent apprendre à dire non», déclarait le président Clinton à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 1993.

Il est facile de reprocher, après coup, à la Belgique de ne pas avoir réclamé, avant de participer à la MINUAR, un mandat plus fort ou un statut plus élevé pour cette mission. Mais, à l'époque,

l'enjeu du combat de la Belgique, dans la plage d'action qui était réservée aux pays tiers, était de ramer à contre-courant de l'état d'esprit qui prévalait à New York. Il s'agissait non pas de discuter de l'amplitude de l'engagement des Nations unies au Rwanda, mais de tenter de convaincre le Conseil de sécurité de la nécessité de créer une telle force de maintien de la paix au Rwanda.

Il aurait été bien entendu peut-être plus prudent, plus sage, dans le chef de la Belgique, de ne prendre aucune initiative, de ne prendre aucun risque et d'observer, de la tribune des donateurs de leçons de politique internationale, l'évolution de la situation au Rwanda.

Comme le souligne très pertinemment le *non paper* — tout un symbole — des Nations unies sur les leçons acquises de la mission MINUAR des Nations unies au Rwanda, il semble que la MINUAR a toujours été en retard d'un temps par rapport aux réalités de la situation au Rwanda. Elle a été déployée en 1993 pour assister la mise en œuvre d'un processus de paix qui était déjà bloqué avant même d'avoir débuté. L'esprit d'Arusha est mort avec le président Ndadaye du Burundi. Les Nations unies n'ont à aucun moment, perçu les inflexions dans la situation politique du Rwanda et n'ont par conséquent pas été en mesure d'apporter les réponses adéquates. Il est vrai que la faiblesse du pilotage politique de la mission sur le terrain, couplée à l'appréciation erronée ou au défaut d'appréciation de New York, ont largement contribué à l'aveuglement des Nations unies.

Contrairement aux évaluations des Nations unies, la Belgique, par l'intermédiaire de sa diplomatie, avait tenté, à de nombreuses reprises et notamment à partir de février, de mettre les Nations unies face à ses responsabilités en lui réclamant d'adapter la mission de la MINUAR aux réalités du terrain. À six reprises au moins, la Belgique a reçu une fin de non-recevoir de la part des Nations unies. Le dilemme qui se posait, dans le chef de la Belgique et de ses responsables était le suivant : que fallait-il faire ? Quelle était l'option la plus responsable ? Claquer la porte d'une mission qui déraillait, au risque de provoquer ce que la Belgique voulait précisément éviter, à savoir le chaos, et ainsi donner raison à ceux qui essayaient de saboter la paix ou persévérer en misant sur une éclaircie politique au Rwanda ?

La Belgique a tranché. Elle a fait, contrairement à la règle de la facilité, le pari de la persévérance. De facto, elle fut piégée par les instances des Nations unies qui refusaient de reconnaître et de réagir à la gravité d'une situation dont elles n'ignoraient aucun trait. Les membres du Conseil de sécurité, en particulier la France dont l'engagement au Rwanda et les liens avec le régime étaient profonds et connus et les États-Unis dont un rapport de la C.I.A. annonçait une catastrophe majeure prévoyant jusqu'à 500 000 morts au Rwanda, refusaient tout renforcement qualitatif majeur du rôle de la MINUAR.

L'absurdité de cette situation a montré toute sa dimension en avril 1994. Le piège s'est définitivement refermé sur la Belgique le soir du 6 avril 1994 lors de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, revenant de Tanzanie. En l'état actuel des connaissances de la commission d'enquête Rwanda, il est impossible de répondre à la question de savoir par qui et pour quels motifs le président Habyarimana et son homologue burundais furent éliminés de la scène politique. Comment ne pas noter que, quelques jours avant sa mort, le président Habyarimana avait, semble-t-il, décidé de franchir le Rubicon ? Il semble avoir donné, avant son départ pour la Tanzanie, les ordres nécessaires afin de mettre en place les institutions d'Arusha. Le mystère reste entier.

Certains m'objecteront peut-être qu'il est facile, a posteriori, de tenir de tels propos. Peut-être, mais je le dis quand même.

Avant d'entrer dans le vif de la question qui nous occupe, à savoir la Belgique et le génocide, il est nécessaire d'établir avec force et détermination que la responsabilité principale du génocide au Rwanda est le fait et relève de la responsabilité des Rwandais et de leurs dirigeants.

Mais comment ne pas s'interroger sur les responsabilités respectives des autres acteurs et en particulier des Nations unies, des membres du Conseil de sécurité, des pays contributeurs de troupes et des États qui ont refusé de participer aux efforts de paix au Rwanda ? La Belgique, elle, y est allée !

La responsabilité de la Belgique est celle d'un membre de la communauté internationale qui a mis à disposition de l'Organisation des Nations unies et de la paix internationale, un contingent de soldats.

Il existe dans le dossier rwandais, une volonté affirmée de surestimer l'autonomie de décision de la Belgique, et par là sa responsabilité. L'effet pervers de cette surestimation de la responsabilité belge serait que quelques-uns — les États-Unis et la France — se disculpent, à leur tour, de leur propre responsabilité en se réfugiant derrière celle de la Belgique. Or, dans ce dossier, l'action de la Belgique a été clairement limitée par plusieurs instances: le Conseil de sécurité lors de la création de la MINUAR et lors du retrait du contingent belge; le secrétariat général, lors des demandes de fermeté dans l'action de la MINUAR; les Forces gouvernementales rwandaises lorsque celles-ci accusent les Belges d'être responsables de l'assassinat du président Habyarimana et les menacent; le F.P.R. lorsque celui-ci, dans un ultimatum, donne 72 heures à la Belgique pour évacuer ses ressortissants, délai après lequel celle-ci sera considérée comme belligérante.

Les choix politiques belges ont pris place dans un carcan de contraintes. En effet, le Conseil de sécurité a placé la Belgique dans des circonstances telles que notre pays n'a eu aucun choix lors de la définition de la mission, sinon celui de faire le pari de la paix au Rwanda. Mais il n'a laissé également que peu de latitude à la Belgique lorsqu'il s'est agi pour elle de prendre la décision du retrait de son contingent.

Lorsque la situation s'est subitement dégradée les 6 et 7 avril 1994, la MINUAR n'avait aucun moyen d'action. Le *code cable* qu'envoie M. Booh Booh, le 8 avril 1994, à New York, est éloquent à ce sujet: la MINUAR n'a, selon l'estimation militaire du général Dallaire, aucun moyen matériel de répondre à la situation et se pose la question de la validité du mandat puisque de facto la guerre a repris depuis le 7 avril à 16 heures. Les éléments dispersés des forces de la MINUAR sont isolés par les combats et repliés en état de *self-defense*. «Il s'agit d'un exercice de survie défensive pour la MINUAR», écrit le général Dallaire.

En réaction à cette crise, le premier télex qu'envoie Bruxelles à ses diplomates est de sonder les membres importants du Conseil de sécurité, à savoir Washington et Paris, ainsi que New York au sujet de leur point de vue sur le rôle que devrait jouer la MINUAR dans l'hypothèse suivante décrite dans le télex: «S'il devait y avoir de nombreux morts, l'opinion publique ne comprendrait pas que la MINUAR reste passive, se réfugiant derrière la limitation de son mandat.»

La réponse des intéressés, des États-Unis et de la France fait preuve de grandes réticences, ce qui indique, dans le jargon diplomatique, une fin de non-recevoir. La Belgique, ayant déjà perdu dix Casques bleus, ne pouvait certainement pas attendre les bras croisés que les choses dégénèrent encore plus. Il apparaissait clairement que, d'une part, la position de la MINUAR sur place serait intenable sans une réaction ferme et que, d'autre part, les Nations unies ne prendraient pas les choses en main rapidement.

Dans ces circonstances et contraintes, les préoccupations premières des responsables belges ont concerné la sécurité des expatriés belges et étrangers sur place ainsi que la sécurité des soldats belges mis à la disposition de la MINUAR. Ils ont agi en conséquence dans la période d'inertie du Conseil de sécurité.

Cette inertie perdurant, la Belgique a expliqué que, selon son analyse, il s'agissait d'une déflagration majeure au Rwanda. Contrairement à l'analyse des Nations unies qui ne songeaient qu'à une flambée passagère de violence, la Belgique avait conclu à la fin du processus de paix et à la reprise de la guerre. De l'analyse belge découlait que le maintien du statut quo était la plus mauvaise solution. En tenant compte du rapport de forces qui prévalait au sein des Nations unies, en raison de l'inertie du Conseil de sécurité, la Belgique a conclu qu'il était inacceptable que les soldats belges s'exposent à des risques démesurés sans avoir la possibilité ni les moyens de réagir efficacement. Compte tenu de ces éléments, elle a fait le choix du retrait de son contingent.

S'appuyant sur un malentendu entre le ministre Claes et M. Boutros Boutros Ghali, malentendu feint ou exploité, le secrétaire général des Nations unies a tenté de faire porter à la seule Belgique le poids de la responsabilité de la faillite des Nations unies au Rwanda.

Nous ne comprenons toujours pas la campagne pour retirer l'ensemble de la MINUAR.

Le gouvernement a pris, dans l'ensemble des contraintes qui lui étaient imposées, une décision rationnelle.

La question fondamentale est celle de savoir si, lors du retrait des Belges, le génocide était prévisible. Comme de nombreux experts dont le professeur Prunier, nous pensons que le génocide était prévu, préparé mais non prévisible. Les signes qui étaient perceptibles montraient une reprise prévisible de la violence, de la guerre civile, d'une Saint-Barthélémy politique mais pas d'un génocide.

Le Parlement n'a d'ailleurs que peu réagi à cette décision de retrait. Seuls deux parlementaires, dont le député Pierre Beaufays que M. Verhofstadt a oublié de citer ce matin, ont posé des conditions de remplacement au moment du retrait de KIBAT II.

Osons une approche transversale concernant les trahisons et les abandons qu'a vécus la Belgique. Tout d'abord, les trahisons. L'histoire de l'engagement de la Belgique pour la paix au Rwanda est celle d'une trahison et de trahisons à dimensions multiples.

En premier lieu, la trahison des Rwandais eux-mêmes. Trahison lorsque les deux parties réclament de concert, à New York comme à Bruxelles, la participation de la Belgique à la MINUAR, alors que ces deux mêmes parties, qui venaient de signer un accord de paix, préparaient en fait la reprise de la guerre.

Trahison, en second lieu, de certaines élites rwandaises vis-à-vis de leur peuple, élites qui n'ont jamais ni voulu comprendre ni voulu souscrire à un processus de démocratisation que l'Occident réclamait depuis la fin de la guerre froide, processus de démocratisation qui exigeait à la fois le partage du pouvoir, l'acceptation de l'alternance et le respect de la minorité.

Trahison des élites politiques rwandaises qui, à l'exception notable de responsables de bonne volonté qui paieront souvent de leur vie leur engagement en faveur de la paix, n'ont jamais voulu dépasser le clivage ethnique qui empoisonnait la vie politique et l'ont, au contraire, entretenu.

Il s'agit également de la trahison des Nations unies qui n'ont jamais pris au sérieux les demandes de la Belgique. Dès la conception de la mission, les Nations unies se sont désintéressées du Rwanda par une économie de moyens mais aussi une économie de l'analyse des risques. Elles n'ont pas veillé à rendre cette mission effective. Les contingents des autres pays n'ont pas, pour la grande majorité, montré des qualités suffisantes à l'exécution réelle de la mission. Qui osera poser la question de la responsabilité des autorités bangladaïsi, par exemple, pour avoir envoyé au Rwanda des officiers et des soldats qui ne répondaient pas aux critères minimaux de fiabilité et d'opérationnalité militaire? Au cours de la mission, les Nations unies n'ont jamais répondu aux appels de la Belgique en faveur d'un saut qualitatif de l'action de la MINUAR par des actions plus décidées, plus efficaces et plus incisives sur le terrain.

L'action de la Belgique est également celle des abandons.

En premier lieu, l'abandon des officiers belges à leurs problèmes sur le terrain: une logistique militaire déficiente, un État-major souvent passif.

En second lieu, l'abandon des soldats en difficultés à leurs bourreaux par la force des circonstances et des conditions d'opération auxquelles ils furent soumis.

En troisième lieu, sous le poids des contraintes, l'abandon du peuple rwandais à ses démons, à la haine ethnique comme instrument politique.

En quatrième lieu, l'abandon des familles des victimes, de ceux qui sont tombés alors qu'ils tentaient de sauver la paix au Rwanda.

Passons maintenant au chapitre des recommandations qui sont au nombre de 55 et qui terminent le rapport.

À l'exception de la première partie concernant l'accueil et l'accompagnement de la famille des victimes qui me semble une partie essentielle, ce chapitre V est peut-être le plus faible du rapport, et il n'y a qu'à nous en prendre à nous mêmes. Pourquoi ?

Rédigées à la hâte après la discussion difficile des dysfonctionnements, bon nombre de recommandations qui concernent de nouvelles missions de paix ont déjà été anticipées par le gouvernement. Le ministre Poncelet, invité par la commission, s'en est largement expliqué au printemps dernier. Son audition de juin contenait déjà une série de leçons et d'améliorations dont il avait été tenu compte pour les opérations en Slavonie et au Congo.

Je parle ici de ce qui concerne la préparation des troupes, les critères pour y participer, le problème des effectifs, des partenaires crédibles et suffisants et l'appui logistique nécessaire. Dans ce chapitre, la commission a cependant le mérite de relever des recommandations essentielles. Je retiens particulièrement ce qui est dit concernant la nécessaire clarté du mandat, l'attention particulière aux campagnes médiatiques de dénigrement qui pourraient se dérouler dans les pays visités, l'indispensable réseau de renseignements efficace et surtout, ce qui me semble avoir cruellement manqué au Rwanda, un réseau solide d'interprètes de la langue locale, interprètes auxquels on peut faire totalement confiance !

En ce qui concerne la communauté internationale et les Nations unies, les recommandations me semblent dignes de la qualité du rapport. Je pense notamment à l'absolue nécessité pour le Conseil de sécurité d'examiner immédiatement, au fur et à mesure qu'ils sont réalisés, les rapports de la commission des Droits de l'homme des Nations unies des pays éventuellement secourus. Je pense à la demande qui est faite à chacun des pays qui ont été d'une façon ou d'une autre associés aux événements du Rwanda et aux Nations unies elles-mêmes, de faire une évaluation approfondie de leur présence là-bas au moment des faits. Il semble que cette recommandation ait déjà été entendue, avant même d'être oubliée.

Je pense enfin, à l'initiative essentielle qui est demandée aux Nations unies de mener une enquête internationale sur l'assassinat du président du Burundi et celui du Rwanda en avril 1994.

Je voudrais souligner à quel point le travail réalisé par ce rapport dépasse largement le cadre habituel des commissions d'enquête par sa portée internationale. Ce rapport à certes constaté à partir de faits bien précis des dysfonctionnements et des manquements, il n'a pas voulu clouer au pilori même s'il n'a pas eu peur de citer des noms ! Il n'a pas coïncé, il n'a pas jugé, il a établi des faits et des responsabilités. C'est à l'ensemble du Sénat à la suite de nos différentes interventions d'en estimer, après nos recommandations, le concret du suivi.

Participer à la commission Rwanda fut certes, une lourde tâche, exigeante, qui a pris un an de notre vie de parlementaire, mais nous n'avons pas à en rougir.

Il est vrai que la communauté internationale a failli en avril 1994 et qu'elle en porte une responsabilité collective. Il est sain qu'un pays démocratique, dont le Parlement a rédigé un rapport tel que celui que nous examinons aujourd'hui, puisse adresser un message fort.

Le peuple rwandais a été la victime du génocide. À travers le Parlement, il est souhaitable que le peuple belge puisse lui adresser un message de compassion. (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Ceder.

**De heer Ceder** (Vl. Bl.) . — Mijnheer de voorzitter, net als de andere sprekers wens ik allereerst de twee rapporteurs te danken voor het verslag. Ieder van ons zal moeten bekennen dat zonder de gedrevenheid en de dossierkennis van de heer Verhofstadt de onderzoekscommissie reeds lang zou zijn gestrand en waarschijnlijk zelfs nooit van start zou zijn gegaan. Ook de voorzitter van de commissie, de heer Swaelen, verdient lof voor zijn onpartijdigheid en voor het oneindig geduld dat hij steeds aan de dag heeft gelegd in wat soms moet hebben geleken op een peutertuin.

Ten slotte moet ook de meerderheid van de overige commissieleden worden gefeliciteerd. Hoewel er veel en zwaar werd gediscussieerd en partijpolitiek niet altijd afwezig bleef, werd een

unaniem eindverslag tot stand gebracht. Dat bewijst dat men door discussie tot een resultaat kan komen, tenminste achter gesloten deuren, en toont aan dat de commissieleden zich, ondanks hun politieke invalshoek, steeds hebben neergelegd bij de feiten en de regels van de logica hebben gevolgd.

In het opstarten en het aandrijven van de commissie speelden de families van de tien paracommando's een belangrijke rol. Ik vernoem ze even: de families van Thierry Lotin, Christophe Dupont, Yannick Leroy, Bruno Méaux, Louis Plescia, Alain Debatty, Marc Uytbroeck, Christophe Renwa, Stéphane Lhoir en Bruno Bassine.

Het Vlaams Blok dat mij naar de onderzoekscommissie heeft afgevaardigd, heeft het spel eerlijk gespeeld en constructief meegewerkt aan de werkzaamheden en aan het verslag. Deze constructieve medewerking heeft niet bepaald veel persaadacht gekregen. Als jong senator hoop ik daaruit niet de les te moeten trekken dat het meer loont aan politiek stutwerk te doen, af en toe toneel op te voeren, heilige verontwaardiging te simuleren of platiïen kippen uit een zak te toveren.

Tegen mijn verwachtingen in kwam een verslag tot stand, dat unaniem werd goedgekeurd. Het is een goed verslag. In eer en geweten kon ik niet anders dan het goedkeuren omdat er niets instaat dat ingaat tegen mijn overtuiging of mijn perceptie van de waarheid en het daarenboven veel elementen bevat die in een publicatie van mijn partij hadden kunnen voorkomen. Mijn consequente houding staat in tegenstelling tot de houding van de heer Moens, die iets goedkeurde waar hij niet achter lijkt te staan.

Mijn laatste opmerking geldt in het bijzonder voor de aanbevelingen. Het stemt ons tevreden dat de commissie tot het besluit is gekomen dat ons land geen Blauwhelmen meer zal leveren voor operaties in Congo, Rwanda en Burundi. De minister van Buitenlandse Zaken kwam enkele maanden geleden reeds tot dezelfde conclusie en lijkt zelfs elke vorm van militair optreden in de gewezen kolonies uit te sluiten. Ik feliciteer hem met dit besluit, dat getuigt van moed en gezond verstand.

Het stemt ons tevens tevreden dat onze aanbevelingen op militair vlak werden gevolgd, in het bijzonder de aanbevelingen die ervoor moeten zorgen dat dit land nooit meer soldaten zal uitsturen met te weinig bewapening, verouderde bewapening, bureaucratische VN-regels en *rules of engagement* die zelfs voor een doorwinterd jurist moeilijk te begrijpen zijn. Bij de eindstemmingen hebben wij ons evenwel onthouden bij het hoofdstuk waarin de beslissing om deel te nemen aan de VN-operatie in Rwanda wordt beoordeeld. De negatieve kwalificatie die daaraan wordt gegeven, is niet sterk genoeg en hoewel enkele redenen worden opgesomd om niet deel te nemen aan UNAMIR, wordt niet de conclusie getrokken dat de beslissing dan ook verkeerd was.

De manier waarop tot deelname werd beslist en waarop het aantal manschappen voor de missie werd bepaald was slordig en typisch voor de wijze waarop in België aan politiek wordt gedaan.

Aanvankelijk wilde de regering slechts 200 man leveren omdat het voor de hand lag dat een overwegend Belgische deelname aan een vredesmacht in een land waarmee België een speciale verhouding heeft, niet was aangewezen. Het leger wilde, vooral uit veiligheidsoverwegingen, 600 man sturen. Uiteindelijk kwam er een compromis *à la Belge* uit de bus die aan geen van beide verzuchtingen tegemoet kwam. Reeds in 1990 waarschuwde collega Verreycken de Senaat in volgende profetische bewoordingen: « Indien ook maar één jong soldaat moest sterven omwille van de rommelige aanpak door onze regeerders, dan zou dit zeer erg zijn. » Die rommelige aanpak heeft uiteindelijk het leven gekost aan tien soldaten, die hun leven aan de Belgische gezagsdragers hadden toevertrouwd.

Het verslag is uitstekend, maar niet volmaakt. Zo betreuren wij bijvoorbeeld dat de Verenigde Naties, waaraan België maar al te graag troepen levert, niet bereid was ook maar de minste medewerking aan de onderzoekscommissie te verlenen. Wij betreuren ook dat de medewerkers van de Koning omwille van de koninklijke onschendbaarheid niet werden ondervraagd en dat de Koning op onze vraag om vrijwillig toe te stemmen in het verschijnen van zijn medewerkers voor de commissie, niet heeft geantwoord. Dit is toch merkwaardig want in andere dossiers heeft de Koning altijd opgeroepen om tot op het bot te gaan.



Omdat in het rapport namen worden genoemd en verantwoordelijkheden worden vastgelegd, was het voor ons iets gemakkelijker dit rapport goed te keuren. Bij het vastleggen van de politieke fouten, werd er echter vaak omfloerste taal gebruikt. Politieke gevoeligheden zijn hieraan wellicht niet vreemd. In plaats van een kat een kat te noemen, spreekt het verslag vaak van «een dier waarvan het niet is uitgesloten dat het tot de katachtigen behoort». In het licht van het geheel van de teksten kan er echter zelden twijfel bestaan over wat telkens precies wordt bedoeld.

De boutade dat een kameel een paard is, ontsproten aan de werkzaamheden van een commissie, is in dit geval mogelijk overdreven. Net voor de oprichting van de bijzondere commissie verklaarde de heer Verhofstadt dat hij zich in de Rwandakwestie geïnspireerd voelde door het werk *J'accuse* van Emile Zola. Ik kan de rapporteur geruststellen. Als Zola zijn boek had geschreven met vijftien commissieleden, dan zou het er ongeveer hebben uitgezien als dit verslag.

Er worden in het dossier politieke namen genoemd. De enige bedoeling van een onderzoekscommissie kan er uiteraard niet in bestaan om namen te noemen, maar het aangeven van fouten van nationale of buitenlandse ambtenaren of militairen kan evenmin volstaan. Politici kunnen niet buiten schot blijven. Terecht wordt de verantwoordelijkheid voor bepaalde disfuncties of fouten gelegd bij de voormalige ministers van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging, de heren Claes en Delcroix. Soms wordt de regering ook collectief op de korrel genomen en zo duikt de naam van de eerste minister op in het hoofdstuk «Fouten en disfuncties».

Mijnheer de eerste minister, in verband met de terugtrekking, hebt u gezegd dat u in dezelfde omstandigheden dezelfde beslissing zou nemen. In tegenstelling tot de heer Moens, meen ik uit de context te kunnen afleiden dat u bedoeld hebt: «Ook indien ik had geweten wat er in Rwanda ging gebeuren.» Wij weten dat u gehecht bent aan uw reputatie van kordate boertigheid of boertige kordaatheid, maar dit tragische dossier overstijgt de sfeer van partijpolitieke spelletjes en u kunt er zich niet met stevige oneliners vanaf maken.

Mijnheer de voorzitter, onmiddellijk na de eindstemming over het rapport, werd uit bepaalde hoeken het ontslag van de eerste minister geëist. Het Vlaams Blok doet dat niet. Wij vragen hem wel om de uitspraak die als schokkend werd ervaren, te herroepen of te verduidelijken.

De Rwandacommissie stelt de diagnose dat de regering het Rwandadossier van het begin tot het einde heeft mismeesterd. Dat de verantwoordelijkheid voor het collectief falen van de regering bij premier Dehaene ligt, is verre van een hypothese. Het verslag brandmerkt de individuele persoon van de eerste minister weliswaar nergens als dader van een zware fout, maar de gevolgen van het collectief falen van de regering zijn zo zwaar dat het niet meer dan gepast lijkt dat premier Dehaene zijn verontschuldiging aanbiedt aan de families van de tien overleden Belgische Blauwhelmen. Verder zou het hem sieren dat, zelfs als vaststaat dat België de Rwandese genocide niet had kunnen verhinderen of beperken, hij vrijwillig zou aftreden omdat België al te nauw betrokken was bij de Rwandese tragedie. Voor een staatsman is dit een eervolle beslissing. Evenveel geldt ook voor collega Delcroix die zich in eer en geweten dient af te vragen of hij zijn mandaat als senator niet beter zou neerleggen.

Ik wil mijn standpunt over de terugtrekking verduidelijken. De beslissing om de troepen uit UNAMIR terug te trekken, onder het gezag van de Verenigde Naties uit te halen was zonder meer correct. De Verenigde Naties gaven geen enkele instructie om tijdens de slachtpartijen in te grijpen en onze Blauwhelmen waren dan ook nutteloos geworden. Ze werden echter wel gevisieerd door het Rwandese regeringsleger en de Hutumilities. Het is niet de taak van België om elders in de wereld politieagent te spelen. De regering had dan ook gelijk om bijvoorbeeld in Kivu geen unilaterale actie te ondernemen.

Dat België aanwezig was, tijdens de operatie Silver Back, zelfs met een aanzienlijk militair potentieel, brengt echter wel een andere soort verantwoordelijkheid mee, een die te vergelijken is

met de verantwoordelijkheid van getuigen van een verkeersongeval die de mogelijkheid hebben de slachtoffers hulp te bieden. België bevond zich in zo een positie. Het is dan ook onbegrijpelijk dat geen enkele poging werd gedaan, ook al wist men niet dat er een heuse genocide op gang werd gebracht, om de massale slachtpartijen al was het maar in Kigali te stoppen. Even onaanvaardbaar is het dat geen poging werd ondernomen om de daders van de moord op de tien Blauwhelmen te bestraffen en dat één dader zelfs na verhoor werd vrijgelaten.

Hieraan moeten we toch het volgende toevoegen. Paracommando's, officieren en soldaten, hebben in de commissie en daarbuiten getuigd dat zij bereid waren in te grijpen, met andere woorden dat zij bereid waren hun taak als soldaat eervol uit te voeren in een poging de slachtingen een halt toe te roepen. Het is de regering die hen heeft teruggeroepen. Voortaan kan men dus beter zeer voorzichtig zijn vóór men de reputatie van de paracommando's omwille van kleine incidenten door het slijk haalt. De paracommando's, soldaten en officieren, waren bereid iets te doen, de regering was dat niet.

Uiteraard kan het Parlement, ook de Senaat, niet van alle schuld worden vrijgepleit, want er bleek voor Rwanda weinig interesse te bestaan, ook in dit halfroond. Toch mag men niet vergeten dat het Parlement niet eens de helft van de informatie had waarover de regering beschikte. Was de regering meer bereid geweest het Parlement juiste en volledige informatie te verschaffen, dan was de interesse ongetwijfeld groter geweest.

Opvallend is ook dat het Parlement na de feiten wel degelijk in het dossier geïnteresseerd was, maar de houding van de regering bleef even gesloten. Ze was zich ten zeerste bewust van de belangrijke implicaties van een volledige opheldering en hield de boot systematisch af.

Bij de huidige minister van Landsverdediging neemt deze «economie met de waarheid» onaanvaardbare vormen aan. Op 22 november 1995 werd hij in de kamercommissie voor de Landsverdediging door verscheidene parlementsleden geïnterpelleerd over de voorkennis die de regering zou hebben gehad van mogelijke aanslagen tegen Belgische blauwhelmen of van de plannen voor een genocide.

Zeer concreet vraagt volksvertegenwoordiger Harmegnies: «Over welke alarmerende informatie beschikte de militaire inlichtingendienst betreffende de voorbereiding van de genocide en de moordplannen tegen Belgische militairen?»

De heer Poncelet, minister van Landsverdediging, antwoordde daarop: «De INTSUMS die bezorgd werden aan de overheden hebben op geen enkel ogenblik laten vermoeden dat een genocide werd voorbereid of dat moorden zouden worden gepleegd op Belgische blauwhelmen.»

Let op de absolute toon van de ontkenning. De «complément d'information» van 2 februari waaruit de minister tijdens de bewuste commissievergadering selectief citeerde, vermeldt precies wel de mogelijkheid van gerichte aanslagen tegen Belgische soldaten en van plannen voor een genocide van de Hutumilities.

De formulering op het einde van hoofdstuk IV van het verslag laat niets aan de verbeelding over: «Maar de regering verschaftte te weinig informatie aan het Parlement» «... hingen de toenmalige ministers van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging het Parlement een onvolledig en derhalve onnauwkeurig beeld op van de kennis die de Belgische regering in de bewuste periode van november 1993 tot april 1994 bezat.»

De betekenis daarvan is duidelijk. Telkens Pinokkio te weinig bereidheid vertoonde om juiste informatie te verschaffen en een onvolledig en derhalve onnauwkeurig beeld ophing van de informatie waarover hij beschikte, werd zijn neus langer. Het gaat over een gegeven in de marge van het dossier. Wanneer hier echter wordt gezegd dat de feiten zwaarwichtig, duidelijk en concreet moeten zijn vooraleer er sprake kan zijn van ministeriële verantwoordelijkheid, dan zijn die hier voorhanden. Een minister die het Parlement voorliegt moet ontslag nemen.

Ten slotte nog een woord over de Christen Democratische Internationale. Deze organisatie waarvan de CVP en de PSC lid zijn, had nauwe banden met een regime waarvan nu gebleken is dat het genocidair was. Ik vraag niet dat daarvoor koppen rollen, ik wil alleen stellen dat er in dit land na de Tweede Wereldoorlog, mensen voor minder tegen de muur zijn gezet. Men moet maar eens nadenken over het lot dat moet worden voorbehouden aan personen die, vaak met de allerbeste bedoelingen, verkeerde politieke keuzes hebben gemaakt.

Het belangrijkste nut van de commissie is dat ze de mogelijkheid heeft gecreëerd om met kennis van zaken lessen te trekken uit de gebeurtenissen. Wij zijn dit verschuldigd aan de nagedachtenis van 800 000 Rwandezes en aan de nagedachtenis van de tien vermoorde paracommando's.

Dit land moet grote voorzichtigheid en een maximale terughoudendheid aan de dag leggen vooraleer het weer scheep gaat met de Verenigde Naties. De Verenigde Naties hebben immers bewezen de speelbal te zijn van de belangrijkste leden van de Veiligheidsraad.

Bovendien blijken de machtsevenwichten tussen de talrijke landen, waaronder heel wat bananenrepublieken, niet noodzakelijk de bekwaamste VN-functionarissen te leveren. De VN-verantwoordelijke voor UNAMIR, Booh Booh, bleek compleet ongeschikt voor zijn taak en faalde zoals geen enkele andere actor in deze zaak heeft gefaald.

De Verenigde Naties slaagden er helemaal niet in om op de gebeurtenissen op het terrein in te spelen en om aan de noodkreten van UNAMIR tegemoet te komen. Zuivere *peace keeping* operaties zijn een illusie. Ofwel is er vredeswil bij de strijdende partijen en zijn er enkel scheidsrechters of waarnemers nodig om het naleven van de gemaakte afspraken te controleren. Deze oplossing is ook aangewezen als de Verenigde Naties de vrede in het gebied wel belangrijk achten, maar niet bereid zijn militaire middelen te investeren. Ofwel is de vredeswil twijfelachtig en komt een vredesverdrag, zoals dat van Arusha, tot stand onder buitenlandse druk. Dan moet in een minimum van tijd, een sterke troepenmacht worden ontplooid die gemandateerd kan worden om geweld te hanteren en om over te gaan van *peace making* naar *peace enforcement*.

De moeilijkheden met het Bengaalse contingent en het gebrek aan samenwerking met het Belgische detachement wijzen erop dat «hutsepot-troepenmachten» met Belgen, Ghanezen, Bengalen en Tunesiërs niet de meest efficiënte strijdmachten zijn. Daarom verdient het aanbeveling dat de Verenigde Naties militaire opdrachten uitbesteedt aan militair efficiënte landen of aan militaire efficiënte allianties zoals de NAVO of de WEU.

De vraag is niet alleen wat wij hadden kunnen doen om een genocide te vermijden of te doen ophouden. Wij moeten ons ook afvragen of de internationale gemeenschap, onder leiding van België, niet zelf de voorwaarde heeft gecreëerd waarin een genocidair gedachte kon ontstaan. Dat is misschien de belangrijkste les. Het westen moet ophouden Afrika zijn politieke modellen op te leggen. Het is opvallend dat de degeneratie van het regime Habyarimana samenvalt met het ontstaan van het multipartisme. Eveneens opvallend is dat de genocide samenvalt met pogingen om machtsdeling te verwezenlijken tussen twee Afrikaanse volkeren die elkaars gezworen vijanden zijn.

Soms wordt geponoerd dat het niet uitvoeren van de Arusha-Akkoorden en het steeds opnieuw uitstellen van de installatie van de overgangsinstelling enkele redenen zijn voor het ontstaan van de burgeroorlog en voor de genocide. De genocide is volgens mij niet het gevolg van het mislukken van de Arusha-Akkoorden maar wel van de Arusha-Akkoorden zelf en van de dreiging dat de akkoorden zouden worden uitgevoerd. Een hooggeplaatst Rwandees militair verklaarde enkele weken voor de tragedie aan een Belgisch officier: «Indien Arusha wordt uitgevoerd, zijn wij klaar om de Tutsi's te liquideren.» Die informatie werd doorgegeven aan de overheden, maar België wou het niet geloven.

Habyarimana en de machthebbers rond hem waren duidelijk niet van plan de Arusha-Akkoorden uit te voeren. Ze hebben ze alleen ondertekend onder internationale druk, vooral van België. Ik citeer ter illustratie een stuk uit een vrije tribune van voormalig minister Eyskens in *De Standaard* van een paar dagen geleden:

«Het komt mij voor dat de regering-Dehaene I een inschattingfout heeft gemaakt door de Akkoorden van Arusha te halsstarrig op te dringen aan Habyarimana.» En verder: «Vanuit de Belgische regering werd Habyarimana bedreigd met het terugschroeven van de levensnoodzakelijke ontwikkelingshulp, goed voor 1,5 miljard, indien hij zich niet zou neerleggen bij de akkoorden van Arusha en geen regeerakkoord zou sluiten met het FPR.»

De akkoorden waren een blunder, zoals minister Derycke na de gebeurtenissen van april 1994 in een opwelling verklaarde. Die blunder had men echter nog kunnen goedmaken door niet halsstarrig aan de akkoorden vast te houden toen reeds lang duidelijk was dat de voorwaarden voor de uitvoering ervan onmogelijk werden gemaakt door een complete bipolarisering en radicalisering van het politieke landschap.

De internationale gemeenschap en, sinds de top van La Baule, vooral Frankrijk hebben het multipartisme naar westers model aan Rwanda opgedrongen. Ook de Christen-Democratische Internationale heeft hierin een rol gespeeld. België heeft daar, naar eigen model, het concept van machtsdeling tussen twee volkeren aan toegevoegd. Wat hier niet werkt, heeft ginder tot een catastrofe geleid. Men kan zware en terechte kritiek uitoefenen op het toenmalige regime in Rwanda en men kan zware en even terechte kritiek uitoefenen op het huidige regime, maar alles, werkelijk alles was beter geweest dan wat er nu is gebeurd.

Ik hoop dat we het na de moord op de tien para's en de genocide op 800 000 Rwandezes eens en voor altijd begrepen hebben. Dit valt echter te vrezen, want er zijn in dit land nog altijd genoeg «verlichte» intellectuelen die een buitenlands beleid willen voeren op basis van ideologische uitgangspunten en niet op grond van overwegingen gebaseerd op het gezond verstand. (*Applaus.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Anciaux.

**De heer Anciaux** (VU). — Mijnheer de voorzitter, ik wil mijn uiteenzetting eveneens beginnen met een woord van dank.

Ik dank de diensten van de Senaat, die op een onwaarschijnlijke wijze een enorm werk hebben opgeknapt en die ons steeds hebben bijgestaan bij onze commissiewerkzaamheden.

Ik dank de rapporteurs voor het aanzienlijke verslag dat zij hebben tot stand gebracht en waarin hun objectiviteit en hun wil om de waarheid uit te brengen, tot uiting komt. Ik dank alle commissieleden. Nooit heb ik de indruk gehad, althans niet na de eerste twee maanden, dat er een spelletje werd gespeeld van meerderheid en oppositie.

Ik dank ook u, mijnheer de voorzitter. Alhoewel wij elkaar geregeld in het haar vlogen, zeker de eerste maanden, moet ik toegeven dat de objectiviteit en de correctheid waarmee u deze commissie hebt voorgezeten, een bijzonder aangename ervaring was voor mij en voor de andere commissieleden.

Heel speciaal dank ik ook de families van de vermoorde para's. Zij hebben er namelijk voor gezorgd dat dit rapport er is gekomen. Zonder hun volgehouden inzet was de Senaat er wellicht nooit toe gekomen om deze gruwel, dit drama tot op het bot uit te benen. Tot slot dank ik ook de journalisten voor de correcte wijze waarop zij de publieke opinie hebben geïnformeerd.

Het verslag onderzoekt de dramatische gebeurtenissen in Rwanda tijdens de maanden april en mei van 1994, meer in het bijzonder de moord op onze tien para's door divisies van de FAR en de daaropvolgende genocide.

Reeds maanden vóór de dramatische gebeurtenissen werd vanuit extreme Hutumilieus rond de toenmalige president Habyarimana een haatcampagne op gang gebracht. De moord op de tien Belgische para's en de genocide waren daarvan het gevolg. Deze extremisten voelden zich tekort gedaan door de Akkoorden van Arusha en wensten deze akkoorden terug te draaien. Ik besef nu dat wij toen te weinig kritiek hebben gehad op deze akkoorden. Alles in overweging genomen, moeten wij nu toegeven dat wij met deze akkoorden weer eens onze westerse visie op democratie wilden dicteren in het Afrikaans continent. Het doel van de Arusha-Akkoorden kon bovendien alleen maar worden bereikt — dat stond zo vermeld in de akkoorden zelf — met een stevige militaire troepenmacht ter plaatse. Daar liep het natuurlijk al onmiddellijk fout. Wij hebben niet uitgevoerd wat er in Arusha

was overeengekomen, want de Verenigde Naties hebben slechts een minimale troepenmacht naar Rwanda gestuurd. Wij hadden onmiddellijk moeten beseffen dat de akkoorden niet konden worden uitgevoerd met de middelen die de internationale gemeenschap ter beschikking stelde en evenmin met het geringe aantal militairen die ons land ter beschikking stelde van de internationale troepenmacht.

De moord op de para's en de genocide werden dus reeds maanden op voorhand gepland. Daarover bestaat er geen twijfel meer. De hamvraag is echter in hoeverre België van die plannen op de hoogte was. De Volksunie is er vast van overtuigd dat de Belgische militaire overheden wel degelijk op de hoogte waren van de wreeddaardige plannen tegen de Belgen en de Tutsi-bevolking en dat ook de Verenigde Naties en de Belgische regering hiervan wisten.

Hoe kon een slachtpartij op 800 000 mensen plaatshebben? Het verslag van de Rwandacommissie bevat de opsomming van een hele reeks fouten, gebreken en onverschilligheden die deze slachting mee mogelijk maakten. *Who cares about Rwanda*, zoals de heer Caluwé zich ook al afvroeg. De ergste conclusie die uit het rapport kan worden getrokken, is dat er een totaal gebrek aan verantwoordelijkheid was op diverse niveaus. De rapporteur heeft gelijk wanneer hij spreekt over een collectieve verantwoordelijkheid van heel de internationale gemeenschap, van de Belgische militaire en politieke overheden en ten dele zelfs van het Belgisch Parlement en van de publieke opinie, maar de opeenstapeling van fouten, gebreken en onverschilligheden kan men de publieke opinie niet verwijten. Die zaten reeds ingebakken in het niet-uitvoeren van het de Arusha-Akkoorden zelf, in het opleggen van onze visie aan Rwanda, in het gebrekkige mandaat dat door de Verenigde Naties werd gegeven en in de veel te zwakke diplomatieke pogingen om dit mandaat te versterken.

De militaire voorbereiding was zeer slecht. Men benijdde de militairen die naar Rwanda «mochten» gaan. Er was een politieke koehandel over het aantal Blauwhelmen dat zou worden gezonden. Het meest cynische is dat niet de minister van Landsverdediging het resultaat van deze koehandel aan de Ministerraad heeft voorgelegd, maar een collega van hem. De minister van Landsverdediging wou blijkbaar geen gezichtsverlies lijden, ook niet op de Ministerraad. Zo ver ging de onverschilligheid.

Er is niet alleen een opeenstapeling van onverantwoorde politieke beslissingen, maar ook een verdoezeling van de realiteit. Aan dit laatste heeft vooral de inlichtingenofficier in Rwanda, kolonel Vincent, zich schuldig gemaakt. Hij heeft op een «schitterende» wijze een totaal verkeerd beeld van de realiteit opgehangen. Zijn vrienden, zijn tennispartners, konden toch geen genocide plannen. Heel het inlichtingennet is lichtzinnig op zijn informatie voortgegaan. Ook de beslissing tot terugtrekking is zeer lichtzinnig genomen. Bovendien bestaat er geen excuus voor het gebrek aan opvang van de slachtoffers.

Het verslag besluit dat wij allen, militaire overheid, regering en Parlement, collectief verantwoordelijk zijn voor de gebeurtenissen, maar duidt ook aan wie voor welke disfunctie verantwoordelijkheid is.

De Verenigde Naties gaat zeker niet vrijuit. België is echter lid van de Verenigde Naties. Men mag dus niet alle schuld bij de Verenigde Naties leggen. België heeft zijn ongenoegen te weinig laten horen.

De commissie vraagt dat de minister van Landsverdediging minstens een onderzoek instelt en tuchtrechtelijke sancties neemt tegen de Belgische militairen die duidelijk fouten hebben gemaakt. Het is echter te gemakkelijk om alle schuld in de schoenen van de militairen te schuiven. Tijdens de besprekingen in de Rwandacommissie is het mij opgevallen hoe groot de kloof tussen de militaire en de politieke wereld is. Misschien is het aan te raden om de militairen niet langer uit te sluiten uit ons democratisch bestel en ze een stem te geven.

Vorige week heb ik het ontslag van de Belgische regering geëist. Ik geef toe dat dit voorbarig was. De vraag om ontslag lost niets op. Zij die toen politiek verantwoordelijk waren, maken geen deel meer uit van de huidige regering. Collega Delcroix draagt in deze zaak een grote politieke verantwoordelijkheid. Gewezen minister Claes heeft het Rwandadossier vooral aangeprezen om zichzelf

internationaal politiek te profileren. Zijn bezorgdheid om de militairen en de Belgische onderdanen in Rwanda was hierbij van minder belang. Hij speelde een politiek spelletje om zijn internationale carrière voor te bereiden. Dit is mijn diepe overtuiging. Hij draagt hierdoor een zware verantwoordelijkheid. De toenmalige minister van Landsverdediging draagt zo mogelijk een nog zwaardere verantwoordelijkheid. Het ontslag eisen van de huidige regering gaat echter misschien wel te ver.

Mijnheer de eerste minister, wat de regering wel kan worden verweten is uw onaanvaardbare uitspraak in de Rwandacommissie. Ik heb u toen gevraagd of u met de kennis van vandaag dezelfde beslissing zou hebben genomen en u hebt deze vraag positief beantwoord. Uw ontslag kan deze blunder echter niet goedmaken. Toch begrijp ik niet waarom u nog altijd niet hebt toegegeven dat er fouten zijn gemaakt. Is dit een kwestie van geloofwaardigheid? Ik begrijp niet waarom u tot op vandaag nog steeds geen schuld hebt toegegeven. Ook het Parlement zal schuld bekennen, ook al draagt het niet dezelfde verantwoordelijkheid. Waarop wacht u? Uitsstel zal een eventuele verklaring straks niet geloofwaardiger doen overkomen. Waarom hebt u zich de voorbije dagen niet spontaan verontschuldigd? Bovendien blijft u krampachtig beweren dat u die bewuste uitspraak niet hebt gedaan. Waarom geeft u niet toe dat die uitlating een ongelooflijke flater was? Iedereen begaat wel eens een vergissing, maar dit toegeven kunnen alleen de groten.

Ik begrijp helemaal niet dat een minister van de huidige regering, minister Poncelet, die niets met de dramatische omstandigheden te maken had en er zeker niet voor verantwoordelijk is, het Parlement, zowel de Kamer als de Senaat, op een flagrante wijze heeft voorgelogen. Misschien was hij zich hiervan niet bewust. De leugen blijft alleszins even groot. Het wordt hoog tijd dat de minister van Landsverdediging, die ik hier vandaag had verwacht, duidelijk maakt wie hem deze valse informatie heeft verstrekt. Als het om medewerkers van zijn kabinet gaat, is hij daar politiek verantwoordelijk voor. Er werd in dit dossier meer dan eens flagrant gelogen om de waarheid te verdoezelen. Zelfs vóór er sprake was van de ad-hocgroep, hebben minister Poncelet en in mindere mate minister Derycke informatie achtergehouden. Ook nadat de ad-hocgroep zijn verslag had ingediend, werden er politieke spelletjes gespeeld, maar niet door de oppositie. Op die manier wou men de oprichting van de onderzoekscommissie verhinderen. Wat moest de publieke opinie hiervan denken? Wat had men te verbergen?

Ik verwacht dus dat de eerste minister zijn verontschuldiging aanbiedt. Ik verwacht nog meer. Ik verwacht dat de Belgische Staat, voor zover dit mogelijk is, een schadeloosstelling aanbiedt aan de familieleden van de slachtoffers. Bovendien moet Rwanda op zijn minst symbolisch schadeloos worden gesteld. Ik spreek mij hiermee niet uit over de geloofwaardigheid van het huidige regime. Wellicht moordt dit regime vandaag nog steeds, maar een symbolische schadeloosstelling voor de 800 000 Rwandese slachtoffers lijkt mij belangrijk.

Mijnheer de voorzitter, na de schitterende tussenkomst van de heer Verhofstadt heb ik mijn speech op mijn bank laten liggen, want zo goed kon ik het hem niet nadoen, maar ik wil toch twee beschouwingen maken.

Tijdens de besprekingen in de Rwandacommissie hebben wij gemerkt dat het zelfs voor een parlementaire onderzoekscommissie niet mogelijk is om de waarheid helemaal te doorgronden. Wij hebben tegenkanting gekend van de Verenigde Naties. Het is opvallend dat generaal Dallaire pas na het verschijnen van het verslag beweert dat hij persoonlijk bereid is inlichtingen te geven die wij hem maandenlang hebben gevraagd. Het is toch grof dat de Verenigde Naties dit weigert aan één van zijn democratische leden.

Het onderzoek van de commissie had ook af te rekenen met de beperkingen die werden opgelegd ten gevolge van de absolute onschendbaarheid van de Koning. Ik beweer niet dat het Hof verantwoordelijkheid draagt in het Rwandese drama. Daar heb ik geen enkele aanwijzing voor. Het staat echter buiten twijfel dat het Hof actief was in Rwanda, er talrijke contacten had. Het wordt tijd dat we de onaantastbaarheid van de medewerkers van de Koning in alle openheid durven te bespreken. Het is onaan-

vaardbaar dat men zich op grond van de koninklijke onschendbaarheid boven de wet kan plaatsen en kan weigeren om de waarheid te helpen zoeken.

Tot slot formuleer ik nog drie bijkomende aanbevelingen.

De bevoegdheid van het Parlement op het gebied van buitenlandse zaken moet verder reiken dan vandaag. Het Parlement heeft geen verantwoordelijkheid op het gebied van buitenlandse zaken. Men mag de politieke verantwoordelijkheid dan ook niet te zwaar in de schoenen schuiven van het Parlement. Men moet eindelijk eens afstappen van de idee dat de buitenlandse politiek louter een aangelegenheid is van de regering, of moet ik zeggen van de Koning.

Het wordt ook tijd om na te denken over de vraag of ons land niet te klein is om er een eigen leger op na te houden. Zou het niet nuttiger zijn te pogen op Europees vlak een vredesmacht uit te bouwen in plaats van alles in ons landje zelf te doen, met evenveel kolonels en generaals als in het hele Canadese leger?

Tot slot zou het democratisch gehalte van ons bestel worden verhoogd indien militairen voortaan mee worden betrokken bij de politieke besluitvormingen ze ook niet klakkeloos worden uitgesloten van het verkiesbaarheids criterium. Zo kunnen wij in de toekomst stommiteiten vermijden.

Mijnheer de voorzitter, ik vind dit een waardevol verslag, dat op degelijke wijze weergeeft wat de onderzoekscommissie heeft gevonden. Ik dacht altijd dat de waarheid niet in het verslag zou komen. Ik heb mij vergist. Hoewel er soms enkele sluiers over de waarheid hangen, staat de waarheid in het verslag. Ik dank degenen in de meerderheid en de oppositie, die dit hebben mogelijk gemaakt van ganser harte. (*Applaus.*)

**M. le président.** — La parole est à M. Jonckheer.

**M. Jonckheer** (Écolo). — Monsieur le président, je souhaiterais formuler un certain nombre de considérations en ce qui concerne le travail réalisé par la commission.

En premier lieu, je rappelle, à l'attention du peuple rwandais, de ses dirigeants d'hier et d'aujourd'hui, que la commission n'a pas tenté d'écrire une nouvelle version de l'histoire du génocide. Elle n'en avait ni les compétences ni le souhait. Les faits ont été largement établis, notamment par le rapport des Nations unies de décembre 1994, et confirmés par les experts internationaux auditionnés par la commission. Le génocide a été planifié et organisé par les milieux proches du président Habyarimana et il apparaît peu plausible que le président lui-même n'en fût pas à tout le moins informé.

En second lieu, je répète que nous avons eu raison — en fait, je pense ici au gouvernement appuyé par le Parlement — de soutenir concrètement les Accords d'Arusha. Selon moi, dans les circonstances actuelles, l'esprit des Accords d'Arusha, c'est-à-dire le partage négocié du pouvoir, reste la seule ligne d'horizon possible pour ce pays. Cependant, notre conviction selon laquelle ces accords constitueraient une réussite l'a emporté sur l'analyse des rapports de forces, et a placé la MINUAR dans une situation que celle-ci n'avait pas prévue.

Le rapport de la commission est désormais public et, selon moi, il contient des constats accablants. Mais comme précisé dans le rapport, cela ne signifie nullement — j'y insiste — que beaucoup, à différents endroits, notamment à New York, à Bruxelles et à Kigali, n'aient pas fait preuve d'un véritable engagement et, sans doute de compétence dans le cadre de cette mission.

En troisième lieu, je souligne que le rapport de la commission n'est pas le seul en la matière. Certes, c'est le seul rapport établi par une commission d'enquête parlementaire. La création d'une telle commission d'enquête, après de nombreuses vicissitudes, est d'ailleurs à mettre à l'honneur de la Belgique et de son Parlement. Cependant, j'attire l'attention de nos collègues sur l'existence de rapports produits ou commandés par les Nations unies. Je souhaiterais vous en livrer deux extraits — qui, à mon avis, résumant parfaitement les constats établis dans notre propre rapport — et ce, non pour déprécier le travail accompli mais pour souligner sa convergence avec d'autres analyses réalisées en d'autres lieux, en l'occurrence l'administration des Nations unies. Ces passages figurent d'ailleurs en annexe numéro 4 de notre rapport.

Voici le premier extrait de ce rapport accrédité par le Secrétaire général des Nations unies et qui concerne le mandat de la MINUAR: «Les mandats de la MINUAR découlaient du contexte politique international dans lequel ils avaient été formulés. Ils reflétaient généralement des préoccupations et des impératifs de certains États membres qui avaient peu de rapport avec la situation au Rwanda. Une incompréhension fondamentale de la nature du conflit a également donné lieu à des hypothèses politiques et à des évaluations militaires erronées. D'après certains de ses membres, au début de la crise, le Conseil de sécurité a eu tendance à considérer la situation au Rwanda comme une petite guerre civile. On a passé sous silence ou omis d'explorer les conflits politiques au sein du gouvernement rwandais et les preuves croissantes d'assassinats politiques et de violations des droits de l'homme dans le pays.» Ce texte concernait l'élaboration du mandat.

La deuxième citation se rapporte à l'activité de la MINUAR: «Depuis sa création jusqu'à son retrait, la MINUAR a toujours semblé en retard par rapport aux réalités de la situation au Rwanda. Elle a été déployée en 1993 pour aider à mettre en œuvre un processus de paix qui semblait être dans l'impasse avant même d'avoir été amorcé. Au plus fort de la crise, la décision prise unilatéralement par certains gouvernements de retirer leurs contingents nationaux a laissé la MINUAR encore plus vulnérable et incapable d'assurer la protection des civils en danger. Quand bien même l'effectif de la MINUAR ait été accru en mai 1994 en raison des massacres qui se poursuivaient et qu'en novembre 1994, le niveau d'effectif autorisé de 5 500 ait été atteint, la guerre civile était terminée. Le pays n'avait plus besoin d'une aide pour le maintien de la sécurité, mais d'une aide pour la reconstruction nationale.»

Je me suis permis de citer cet extrait du rapport des Nations unies car il résume nombre de constats établis par notre propre commission et indique le peu d'intérêt du Conseil de sécurité pour le Rwanda, l'isolement de la Belgique comme contributeur de troupes, l'absence d'analyses sérieuses de la situation avant et durant le processus, les déficiences graves de l'administration des Nations unies à New York et celles de la MINUAR.

La suite de mon intervention ne consistera pas à répéter, à l'instar de nombreux collègues, une série de constats du rapport. Je voudrais évoquer brièvement un point qui me tient particulièrement à cœur, pour ensuite en venir à la question des responsabilités politiques. Cette question, peu abordée jusqu'ici porte sur le rôle du Parlement et, plus généralement, sur le contrôle politique des exécutifs dans le cadre des systèmes parlementaires.

Un problème de fond évident se pose au niveau des organisations internationales et, en particulier des Nations unies. Il est inadmissible que nous n'ayons pu auditionner certains officiels des Nations unies. La Belgique connaît également un problème à l'échelon des relations entre le gouvernement et le Parlement dans la conduite de sa politique internationale. Les responsabilités ne sont pas équivalentes. Je ne le dis pas pour protéger les parlementaires de l'époque, dont moi-même. En effet, il est honnête d'avouer que nous n'avons pas bien fait notre travail; la plupart d'entre nous n'ont pas été suffisamment attentifs au déploiement de la MINUAR au Rwanda.

Cependant, contrairement à certaines affirmations, des débats se sont tenus au Parlement. En février 1993, un débat a eu lieu sur le rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme, indiquant la violation grave des droits de l'homme par le régime Habyarimana et attirant déjà l'attention sur des plans ou des discours en faveur du génocide. Je rappelle qu'en février 1993, la décision du Conseil de sécurité de créer la MINUAR n'avait pas encore été prise. En février 1994, à la Chambre, à l'initiative de Marc Van Peel, des questions pertinentes ont été posées, des doutes ont été exprimés sur la possibilité de poursuivre la mission de la MINUAR.

J'affirme ici avec force, car ce n'est pas sans importance, qu'à mon sens, ni le ministre Claes ni le ministre Delcroix n'ont suffisamment et correctement informé le Parlement. L'exemple le plus frappant à cet égard est que nous n'avons jamais été mis au courant du fait que, dès le début de son déploiement, fin décembre et début janvier, la MINUAR n'était pas en mesure de remplir une

partie essentielle de sa mission, en particulier dans la zone de Kigali. Je ne puis m'empêcher d'établir le lien entre cette situation et les événements des 6 et 7 avril.

Je vous renvoie par exemple au rapport Guérin de fin janvier — repris en annexe au rapport de la commission — relatif à l'inspection des forces armées et qui a été communiqué au chef d'état-major général le 7 février. Je ne peux imaginer que le cabinet du ministre de la Défense nationale n'ait pas eu connaissance de ce rapport. Aucune allusion n'a été faite à ce document le 15 février 1994 à la Chambre ni le 29 mars 1994 au Sénat lorsque le ministre Delcroix rentrait de son voyage à Kigali. Certes, le ministre était beaucoup plus alarmé qu'auparavant en raison de tout ce qu'il avait vu, mais il n'a pas pour autant annoncé de décisions de la Belgique concernant son implication dans la MINUAR.

J'en reviens à la question de la responsabilité politique.

Malgré l'existence de trois notes rédigées par des juristes, je crois honnête de dire que la commission n'a pas tenu en son sein un débat approfondi sur les responsabilités politiques des ministres ni sur une appréciation globale, dans les limites constitutionnelles tracées par la note des services du Sénat figurant en annexe 7 du rapport. On trouve des conclusions partielles selon les 17 domaines où des erreurs graves ont été constatées.

En ce qui concerne la Belgique, le rapport de la commission est sévère. Il permet de conclure à l'existence d'erreurs d'analyses et de comportements de la part des autorités tant politiques que militaires qui, selon nous, engagent leurs responsabilités politiques et professionnelles.

Quelles conclusions faut-il en tirer? Cette question est sur toutes les lèvres et fait manifestement l'objet de divergences entre les commissaires. Avant d'y répondre personnellement, j'émettrai deux considérations préalables.

Tout d'abord, en Belgique, la culture politique dominante évite la question des sanctions si l'on s'en tient à la responsabilité politique. La note du Sénat fait référence au débat qui a eu lieu à la Chambre en 1985 à la suite des événements du Heysel et qui s'est clôturé par un vote non sur le rapport mais sur une motion de confiance au gouvernement. J'aurais souhaité éviter que l'on ait à se prononcer sur une motion signée, pour l'instant uniquement par des membres de la majorité. Dans le cadre de ce débat de 1985, on pourrait aussi renvoyer à l'intervention du ministre d'État M. Robert Henrion qui indiquait que d'autres traditions existaient dans des pays voisins, notamment au Royaume-Uni ou aux Pays Bas, et que, finalement, c'était une question de conscience personnelle.

En deuxième lieu, je reprendrai un argument avancé par le professeur Suy pour ne pas reconnaître les erreurs commises. Ces propos sont également repris en annexe au rapport. Il écrit textuellement: «Si l'on devait reconnaître des erreurs, la Belgique risquerait de servir dès lors de bouc émissaire... L'aveu belge pourrait permettre aux autres États de se soustraire à toute responsabilité.»

*M. Moens, vice-président,  
prend la présidence de l'assemblée*

Monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre des Affaires étrangères, je pense en conscience qu'il faut sortir de cette attitude et pouvoir reconnaître des erreurs. Même si les responsabilités sont collectives, elles sont aussi partagées et les autorités belges ne peuvent s'abriter derrière les Nations unies pour ne pas reconnaître leurs propres erreurs tant sur le plan politique que sur le plan militaire.

Je ne m'attendais pas à pouvoir faire référence au secrétaire d'État américain, Mme Madeleine Albright, qui vient de reconnaître publiquement, le 10 décembre dernier, les erreurs commises par le gouvernement des États-Unis en 1994 et la nécessité de reconnaître ses responsabilités.

Monsieur le Premier ministre, je pense également en conscience qu'il faut sortir du dilemme «confiance ou démission». Au risque de choquer certains, je ne pense pas que vous-même ou des membres de votre cabinet deviez démissionner. En toute hypothèse, ces démissions se produiraient trop tard.

Toutefois, il vous revient, monsieur le Premier ministre, en tant que chef du précédent et de l'actuel gouvernement, de poser certains gestes envers les familles militaires de notre Pays et envers la population rwandaise. En effet, le sens profond du travail de notre commission n'est pas de régler des comptes mais de se convaincre aujourd'hui que des engagements doivent être pris vis-à-vis des proches des victimes belges, militaires et civiles, afin que des militaires ne soient plus jamais envoyés à l'étranger dans le cadre d'une mission des Nations unies sans que toutes les précautions aient été prises en matière de préparation militaire et de prévision du *worst case*, c'est-à-dire du scénario du pire.

Le ministre Poncelet a déjà déclaré, devant le Sénat, que des dispositions avaient été prises. Elles sont actuellement en vigueur, notamment en Slavonie où nous sommes présents et l'ont été, dans une mission hors Nations unies, au Congo-Brazzaville. J'attire votre attention sur le fait que ces recommandations avaient déjà été formulées en 1992 notamment par le colonel Malherbe — ce point figure à la page 11 du rapport — et qu'elles provenaient de notre expérience des commandements des Nations unies en ex-Yougoslavie.

De même, le lieutenant-général Charlier a rédigé une note en juillet 1994, après les événements du Rwanda, énumérant une série de précautions à prendre en cas d'envoi d'une mission. Je pense que le Premier ministre et le ministre de la Défense nationale devraient répéter ici leur soutien total à ce type d'orientation.

Je vous demande également, monsieur le Premier ministre, avec respect et fermeté, de faire un geste en faveur de la population rwandaise.

Je me suis rendu au Rwanda en septembre dernier avec ma collègue Vera Dua. C'était ma première visite en Afrique. J'en suis revenu avec le sentiment d'un immense gâchis et une très grande perplexité pour le futur de ce pays et de ce peuple. L'actualité quotidienne indique que le Rwanda connaît aujourd'hui ce que d'aucuns appellent une sale guerre et que des civils y sont toujours massacrés. Cette société est détruite dans son esprit et dans son corps par un génocide, des massacres; chaque personne rencontrée a perdu une partie ou la totalité de sa famille. Je n'imagine pas comment une telle société peut penser son futur et comment ses composantes peuvent se réconcilier.

Et pourtant, nous avons rencontré là-bas des femmes et des hommes qui veulent travailler à cette tâche, aider les rescapés du génocide, les réfugiés, une population qui semble plus divisée que jamais. Ont-ils d'ailleurs le choix?

Et nous, avons-nous vraiment le choix? Je pense qu'un devoir impérieux d'assistance s'impose à nous, femmes et hommes politiques de ce pays, et à vous, en tant que chef du gouvernement, monsieur le Premier ministre. Des demandes concrètes sont formulées par les Nations unies, sur place, au Rwanda. Je pense au fonds d'aide des Nations unies aux victimes du génocide et aux demandes qui émanent du représentant spécial des Nations unies, M. Michel Mussahadi, pour que chaque prisonnier ait un dossier.

Je sais que, au-delà de l'aide d'urgence, nous avons déjà établi — et c'est heureux — une coopération dans le domaine de l'assistance juridique. Il conviendrait de la renforcer; c'est en tout cas le sentiment que j'ai eu à Kigali.

Enfin, monsieur le Premier ministre, j'attire votre attention sur le fait que des négociations vont s'engager, au début de l'année prochaine, entre le Rwanda, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Comme à l'époque d'Habyarimana, le Rwanda — et c'est une tragédie — est terriblement dépendant de l'aide extérieure. Je pense qu'un allègement ou, en tout cas, un rééchelonnement de sa dette devrait être envisagé, ce qui nous permettrait aussi de peser plus fortement sur le respect des droits de l'homme dans ce pays.

J'espère, monsieur le Premier ministre, que mon message pourra être entendu. (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan mevrouw Dua.

**Mevrouw Dua** (Agalev). — Mijnheer de voorzitter, sta me toe allereerst de rapporteurs, alsook de diensten van de Senaat, te feliciteren met het werk dat zij hebben geleverd. Vooral de leden van

de commissie realiseren zich ten volle welk titanenwerk werd gepresteerd, niet in het minst op het einde van de werkzaamheden toen de tijdsdruk immens werd.

Vooraf wens ik er ook aan te herinneren dat de oprichting van deze commissie te danken is aan de familieleden van de tien vermoorde paracommando's en alleen aan hen. Hun doorzettingsvermogen heeft ertoe geleid dat het dossier opnieuw werd geopend. Op die manier hebben de familieleden er mee voor gezorgd dat het Rwandese drama niet volledig werd geschrapt uit het politieke geheugen van België.

Iedereen weet dat van bij de aanvang ernstige tegenstand bestond tegen de oprichting van deze onderzoekscommissie, wat niet verwonderlijk is. De heer Moens heeft gelijk dat dit een politiek sterk geladen dossier is. Men wist heel goed dat het ging om een periode waarop politiek België niet fier kan zijn.

Tijdens de werkzaamheden van de commissie is gebleken dat in dit dossier ideologische affiniteiten vaak belangrijker waren dan rationele analyses. De partijpolitieke oprispingen die af en toe de kop opstaken, waren dan ook niet verwonderlijk.

Toch is de commissie er naar mijn mening in geslaagd een vrij sereen beeld te geven van het Rwandadrama, al werden de politieke verantwoordelijkheden te vaag geformuleerd, wat diverse interpretaties toelaat. Dit bleek reeds de voorbije dagen, maar ook het debat van vandaag bewijst dat.

Het Rwandadossier is niet alleen een politiek gevoelig dossier. Het is bovenal een heel tragisch en dramatisch dossier. Niet alleen werden tien Belgische para's op beestachtige wijze vermoord, er was ook een genocide waarbij honderdduizenden Rwandese burgers, hoofdzakelijk Tutsi's, werden afgeslacht enkel omwille van hun etnie.

Dit element is van cruciaal belang bij de beoordeling van dit dossier en bij de beoordeling van de verantwoordelijkheden. Het eerste wat kan gebeuren is dat dit gegeven, omwille van Belgische interne overwegingen, wordt gebanaliseerd en geminimaliseerd.

Wat de globale politieke conclusie betreft, zijn drie hoofddacanten van determinerend belang: ten eerste, de compleet verkeerde inschatting van de situatie, ten tweede, de slordige en lichtzinnige wijze van besluitvorming en, ten derde, het ontlopen van verantwoordelijkheden op alle niveaus. Sta me toe op deze drie factoren even dieper in te gaan.

Ten eerste, de verkeerde inschatting van de situatie. België beroept zich graag op zijn zogeheten Afrika-expertise, vooral met betrekking tot onze ex-kolonies. Steeds weer wordt herhaald dat ons land, dankzij zijn historische band met onder meer Rwanda, heel goed weet wat daar gebeurt en hoe moet worden gereageerd. Als er iets is dat de Rwandacommissie heeft kunnen blootleggen, dan is het wel de complete ontluistering van deze expertise. De bijna irrationele verbondenheid met het regime van Habyarimana, het blinde en volgens sommigen zelfs naïeve geloof in de Arusha-akkoorden, het onderschatten van de interne tegenstellingen in de Rwandese politieke kringen en het systematisch minimaliseren van verontrustende berichten die wezen op de voorbereiding van een genocide, relativeren sterk onze zogeheten Afrikakennis. Zij was beslist niet gestoeld op een grondige politieke analyse noch op een juiste inschatting van de situatie op het terrein.

Minister Claes was hierop misschien de uitzondering. Hij beschikte wel over de nodige informatie en realiseerde zich dat de toestand explosief evolueerde, maar trok daaruit jammer genoeg niet de juiste conclusies.

Ten tweede, de slordige en lichtzinnige besluitvorming. Menig-een moet hebben opgekeken van de manier waarop in dit land belangrijke beslissingen worden genomen. Het rapport blijft daarvoor echter opvallend vriendelijk.

De beslissing om deel te nemen aan UNAMIR was — om het met de woorden van generaal Charlier te zeggen — het resultaat van een «marchandage» tussen een minister van Landsverdediging, de heer Delcroix, die per se wilde bewijzen dat hij een ingrijpend besparingsplan aan het leger kon opleggen en daarom op alles wilde beknevelen, en de legertop die per se wilde bewijzen dat een goed uitgebouwd Belgisch leger nog steeds zin heeft. Aldus werd een typisch Belgisch compromis bereikt, dat niemand tevreden

stelde en een bedreiging was voor het slagen van de missie. De Belgische Blauwhelmen mochten dan de ruggegraat van UNAMIR vormen, de troepensterkte kon niet volstaan om echt op de situatie te wegen, hun mandaat was ontoereikend en niemand was er zich daarvan bewust, ze beschikten over onvoldoende materiaal en de manschappen waren onvoldoende voorbereid. Gekortwiekend door deze handicaps vertrokken 400 Belgische Blauwhelmen naar Rwanda, in de steevaste overtuiging dat ze op Club Med vakantie gingen, terwijl zij in realiteit werden gedropt op een vulkaan die op elk ogenblik kon uitbarsten, wat op 6 april ook effectief gebeurde.

De lichtzinnigheid en de onzorgvuldigheid die de besluitvorming over het zenden van de paratroepen hebben gekenmerkt, vormen de onrechtstreekse oorzaak van de dood van tien van hun kameraden.

De besluitvorming bij de Verenigde Naties wordt door een soortgelijke onverantwoordelijkheid gekenmerkt. De permanente leden van de Veiligheidsraad, vooral dan de Amerikanen, stonden van bij het begin op de rem. Het mocht geen tweede Somalië worden en het mocht vooral niet teveel geld kosten. Beknibbelen op geld en mandaat was dus de boodschap.

Dit alles wekt de allesoverheersende indruk dat niemand echt begaan was met wat er in Rwanda gebeurde. Het land heeft olie noch rijkdom, het kent alleen armoede en steeds weerkerende «stammentwisten» waarin het Westen zich best niet mengt.

De slordige en ondoordachte manier waarop de beslissing om troepen te zenden zowel op het nationale als op het internationale niveau werd genomen, legde van bij het begin een loodzware hypothec op de missie.

Ten derde — en dit is het belangrijkste punt — het ontlopen van de verantwoordelijkheden. Al vlug bleek dat Rwanda niet bovenaan de prioriteitenagenda stond. Diverse signalen wezen erop dat de situatie op het terrein snel degradeerde. Ze werden niet au sérieux genomen. Vragen om bijkomende munitie, om troepenversterking en om duidelijke richtlijnen voor het geval de situatie verder zou escaleren, bleven onbeantwoord. Ze werden door de legerleiding verticaal geklasseerd.

#### *De heer Swaelen treedt opnieuw als voorzitter op*

Noch op internationaal, noch op nationaal niveau reageerde de politieke wereld op de signalen van op het terrein. Politici hielden vast aan brave, diplomatieke demarches terwijl het voor iedereen duidelijk was dat dit niet het minste resultaat zou opleveren, maar intengedeel de extremisten vrij spel gaf. Het is haast onbegrijpelijk dat men blind bleef geloven in de goodwill van Habyarimana. Toch waren er meer dan voldoende aanwijzingen dat hij dubbel spel speelde.

De spiraal van geweld en straffeloosheid kon zich blijven ontwikkelen. Men hoefde zich immers geen zorgen te maken over een krachtige internationale reactie noch over een krachtig optreden van UNAMIR.

Het plan om Belgische para's af te maken en de vervelende pottenkijkers van UNAMIR zodoende te liquideren, werd op 6 april succesvol uitgevoerd. Uit schrik voor nog meer Belgische slachtoffers besliste de regering tot een snelle evacuatie. De blanken moesten worden gered en de Belgische Blauwhelmen dienden Rwanda zo snel als mogelijk te verlaten.

Mijnheer de eerste minister, toen de etnische zuiveringen zich in de straten van Kigali voor de ogen van onze militairen voltrokken, kregen zij de opdracht om vooral niet tussen te komen. Toen de genocide in alle wreedheid woedde, startte België een beschamend diplomatiek offensief om alle troepen uit Rwanda terug te trekken. Ons internationaal imago mocht niet worden geschaad en België kon niet alléén met de staart tussen de benen vertrekken. De hele wereld moest ons volgen in de vlucht *Out of Africa* om de eenvoudige reden dat minister Claes geen gezichtsverlies wou lijden. Voor alle duidelijkheid: de ware schulddigen van de genocide zijn natuurlijk de Rwandezes zelf en meer bepaald de extremistische Hutukringen die er met een perfide indoctrinatiemachine in geslaagd zijn een deel van de bevolking mee te krijgen.

Ik wil echter zeer expliciet benadrukken dat diverse internationale conventies, onder meer de Conventie van Genève van 1948, alle Staten de verplichting opleggen alles te doen wat mogelijk is om een genocide te stoppen. In Rwanda was dit perfect mogelijk, zelfs met het bestaande mandaat, door toepassing van artikel 17 van de ROE. In april 1994 heeft België beslist dit niet te doen. De regering besliste dat het beter was Rwanda in de steek te laten, ook al was zij op de hoogte van de massale slachtpartijen, zoals blijkt uit de telexen van minister Claes. Natuurlijk is het zeer moeilijk nu in te schatten wat men had kunnen doen en wat men had kunnen voorkomen.

Ik ben blij dat in het rapport duidelijk is opgenomen dat verscheidene experts ervan overtuigd zijn dat UNAMIR, al dan niet versterkt met buitenlandse troepen, de genocide misschien niet had kunnen voorkomen, maar ten minste wel in omvang had kunnen beperken. Wij waren daar aanwezig met goed bewapende manschappen in de operatie Silver Back, maar hebben niet ingegrepen.

Het is evident dat België niet alleen verantwoordelijk is voor deze abdicatie. Dat betwist niemand. Ook de Verenigde Naties en de Veiligheidsraad waren niet geneigd iets te ondernemen, zeker niet toen bleek dat het belangrijkste contingent, namelijk de Belgen, opstapte. Pas op 17 mei 1994, toen reeds honderdduizenden slachtoffers waren gevallen, besliste de Veiligheidsraad UNAMIR te versterken. Deze beslissing had op dat ogenblik geen zin meer en kwam te laat. De hele internationale gemeenschap en heel België, ook het Parlement, zijn mede schuldig. Wij hebben allemaal gefaald.

Ik ben het niet eens met de formulering in het verslag, dat het om een collectieve verantwoordelijkheid gaat. Dat was ook de reden van mijn onthouding. Collectieve verantwoordelijkheid betekent immers dat iedereen voor alles verantwoordelijk is, dus niemand voor iets. Niet toevallig werd over deze woorden tijdens nachtelijke vergaderingen urenlang gediscussieerd.

Ik wil onderstrepen dat het hier niet om een collectieve, maar om een gedeelde verantwoordelijkheid gaat. Ieder is verantwoordelijk voor wat gebeurd is binnen zijn bevoegdheid. België was ter plaatse aanwezig, stond letterlijk in de vuurlinie en kon optreden. Het is dan ook mijn diepste overtuiging dat de toenmalige regering een verkeerde beslissing heeft genomen. De troepen hadden moeten blijven om te proberen de genocide te stoppen of ten minste om aan de vluchtelingen bescherming te bieden. Minister Claes had ten minste pogingen moeten doen om de Veiligheidsraad en het DPKO tot ageren aan te zetten in de plaats van druk uit te oefenen om UNAMIR volledig op te doeken. Voor mij blijft dit een van de grootste fouten uit de Belgische geschiedenis.

In tegenstelling tot wat sommigen beweren, is deze houding niet ingegeven door partijpolitieke spelletjes. Het is een weloverwogen en eerlijke conclusie na een grondige afweging van alle feiten. Na de volkerenmoord op de joden heeft de hele internationale gemeenschap zich ingespannen en conventies gesloten om een herhaling van dergelijke wrede daden te voorkomen. Toen kwam Rwanda. België kon optreden, had de plicht op te treden, maar heeft op het cruciale moment afgehaakt.

De eerste minister blijft de regeringsbeslissing van 1994 verdedigen. Ik was een van de commissieleden die door deze uitspraak inderdaad gechoqueerd was. Ik hoop dat de eerste minister intussen het verslag heeft gelezen en misschien tot een ander inzicht is gekomen. Ondanks alle verzachtende omstandigheden, die er inderdaad zijn, blijft deze beslissing voor mij onbegrijpelijk en onaanvaardbaar en blijft de toenmalige regering ervoor verantwoordelijk.

De vraag blijft welke politieke conclusies meer dan drie jaar na de feiten, uit deze vaststelling moeten worden getrokken. De rechtstreeks betrokken ministers, Claes en Delcroix, zijn niet meer in functie. Persoonlijk vind ik de feiten zwaar genoeg om te stellen dat de eerste minister als regeringsleider zijn conclusies moet trekken, te meer daar de beslissingen in de Ministerraad in grote eensgezindheid werden genomen.

Ofwel is men ervan overtuigd dat er echt een verkeerde beslissing werd genomen en moet men de politieke consequenties aanvaarden ofwel — en dat is ook het standpunt van de heer Moens — betwist men het feit dat er een verkeerde beslissing werd geno-

men, wat het democratisch recht is van iedereen in deze assemblee, en zijn er geen moeilijkheden. Ik maak mij op dit vlak geen enkele illusie. Enkele maanden geleden zei de premier immers aan de familieleden van de vermoorde para's dat hij nooit zou toestaan dat de regering door dit dossier in moeilijkheden zou worden gebracht. Hij wordt daarin gevolgd door nagenoeg de hele politieke klasse en wellicht door een groot deel van de publieke opinie. Dit is merkwaardig, maar kan misschien worden verklaard door het feit dat iedereen zich medeschuldig voelt: de politieke partijen, het Parlement, de pers en de publieke opinie. Misschien ligt ook niemand echt wakker van de honderdduizenden doden aan de andere kant van de wereld. Men zou daarbij zeer cynisch kunnen worden, maar wij leven blijkbaar in een land waar een regering wel kan vallen over communautair gehakketak, maar niet over de dood van tien para's en betrokkenheid bij een volkerenmoord.

Deze regering zal het Rwanda-dossier wellicht overleven. Iedereen dringt erop aan dat een signaal wordt gegeven aan de familieleden van de para's en aan de Rwandese bevolking. Men vraagt een teken van spijt, van medeleven, van schuldbekentenis. Ik wil mij daar bij aansluiten, maar wel met deze bemerking. Dergelijke collectieve of individuele schuldverklaringen hebben een grote symbolische, zelfs emotionele waarde voor de betrokkenen. De vraag is echter welke zin zij hebben als daaraan geen politieke consequentie wordt verbonden. Het is niet door publiekelijk het boetekleed aan te trekken dat de schuld wordt kwijtgescholden. Het zou de regering sieren als ze een signaal zou geven. Zo zou de regering de officiële contacten met Kigali terug kunnen opnemen. Ze zou de memorialen in Rwanda kunnen bezoeken om hulde te brengen aan de slachtoffers van de genocide. Er kan ook meer hulp gegeven worden. Rwanda bevindt zich immers in een uitzichtloze economische situatie en zal nog jarenlang de sporen van de genocide dragen. België kan nu, meer dan ooit, aandringen op eerbiediging van de mensenrechten, zodat de spiraal van geweld en straffeloosheid kan worden doorbroken. Gevolg geven aan de aanbevelingen in het rapport zou eveneens een niet te miskennen signaal zijn.

Wat er vandaag ook wordt beweerd, België speelde een nefaste rol in het Rwandese drama. Het ergste wat er kan gebeuren is dat het Rwanda-rapport, samen met de één miljoen doden, definitief wordt begraven. (*Applaus.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Goris.

**De heer Goris (VLD).** — Mijnheer de voorzitter, allereerst wil ik de beide rapporteurs, de heer Verhofstadt en de heer Mahoux, feliciteren en dit echt niet enkel uit beleefdheid. Ik feliciteer ook de leden van de commissie voor hun inbreng bij het totstandkomen van dit bijzonder lijvig en belangrijk rapport en ik dank de diensten van de Senaat en ook onze persoonlijke medewerkers die door de werkzaamheden van onze commissie volledig in beslag werden genomen. In het bijzonder wil ik ook mijn waardering uitspreken voor de manier waarop de heer Swaelen, voorzitter van de Senaat, de commissie heeft voorgezeten. Dat was niet altijd gemakkelijk, denken we maar aan de voorbije nachtelijke en niet altijd eenvoudige marathonzittingen. Hij was, als nestor van de commissie, steeds op het appel om de debatten te leiden. Hiervoor een welgemeend proficiat, mijnheer de voorzitter.

Talrijke sprekers hebben het op deze tribune reeds gehad over de conclusies en de aanbevelingen. Ikzelf verwijs hieromtrent naar de tekst van het rapport die hierover zeer duidelijk is en geen enkele uitleg nodig heeft.

Wanneer ik terugblik op onze werkzaamheden in de commissie en op het hele Rwanda-dossier, doemen twee beelden steeds opnieuw op.

Ten eerste zie ik het beeld van onze Belgische officieren die vanop het balkon van hun hotel, als waren het VIP's in hun loge, met hun verrekijkers en videocamera's de slachtingen gadeslaan die de genocide inleiden. Voor hun ogen worden vrouwen en kinderen aan stukken gehakt met machetes en bijlen, maar zij grijpen niet in. Ook wij grepen niet in. Nochtans hadden we hiervoor een mandaat en hadden wij hiertoe zelfs de plicht. Wij lieten echter begaan. Wij stonden erbij en keken ernaar.

Wetende dat er massale slachtingen aan de gang zijn, trekken wij korte tijd later onze troepen terug, dringen wij er zelfs op aan dat andere troepen ons niet vervangen en vragen wij dat de gehele UNAMIR zich terugtrekt. Deze episode is volgens mij een van de donkerste pagina's uit onze geschiedenis. Samen met vele anderen schaam ik mij hiervoor diep. Hoe donker deze feiten ook zijn, toch wordt niemand in België hiervoor politiek verantwoordelijk gesteld en zal niemand zich hiervoor verontschuldigen. Elk land heeft zo zijn eigen tradities.

Een tweede beeld dat mij zonder twijfel mijn leven lang zal bijblijven is dat van de hopeloze maar onvoorstelbaar moedige strijd die onze tien para's leverden vanuit een klein UNO-bijgebouw in het kamp Kigali, nauwelijks bewapend, zonder enige steun van wie dan ook als het ware verlaten en door iedereen vergeten, tegen een overmacht van doldraaiende Rwandezers.

Als we de gebeurtenissen van die bewuste nacht overlopen, dan zien we hoe de talrijke militair technische gebreken, die wij trouwens zowel in Rwanda als in België, reeds lang op voorhand kenden, samenkomen in één dramatisch hoogtepunt, namelijk het ogenblik dat onze tien Belgische militairen verplicht worden hun wapens af te geven. Waarom is dit moment zo cruciaal? Alvorens terug te keren naar het Kigali van 7 april 1994 verwijst ik naar de Bantoe filosofie zoals ze mij door een aantal Afrikakenners werd toegelicht. De Rwandese Hutu's maken deel uit van de grote Midden-Afrikaanse Bantoe familie. Deze Bantoe filosofie steunt volgens hen op drie pijlers, namelijk kracht, vrees en wraak. Het zou blijken dat deze filosofie haaks staat op onze westerse, meer cartesische manier van redeneren.

Ik stel vast dat de Rwandezers zich helemaal naar deze Afrikaanse filosofie gedroegen tijdens de weken die de dramatische nacht van 6 op 7 april 1994 voorafgingen. Zij testten ons als het ware op onze echte kracht. Wat deden de Belgen? Zij verplaatsten zich niet met pantservoertuigen en droegen geen zware wapens. Hun opdracht bestond enkel in het tonen van de vlag, *show the flag*. Slechts één wapenopslagplaats werd opgeruimd, en dan nog symbolisch want de wapens werden nadien teruggegeven. De Belgen riposteerden ook al niet op incidenten en provocaties die door de Rwandezers bewust werden uitgelokt.

De Rwandezers noemden de vredestroepen smalend MINUA, wat betekent « zij die enkel praten ». Onze vredestroepen boezemden allerminst « vrees » in, de tweede pijler van hun filosofie.

Bovendien steunden de Belgen de Arusha-Akkoorden die voorzagen in een machtsdeling met andere partijen — onder meer met de grote Tutsi-vijand — en de aanwezigheid van een vijandig FPR-detachement in Kigali. Dat waren voldoende redenen om zich te « wreken », de derde Bantoe pijler. Onze Belgen en eigenlijk de hele vredesmissie bleven echter, zoals hun politiek verantwoordelijken, halsstarrig Westers redeneren. Zij waren van oordeel dat zij alleen de vrede konden handhaven, dat zij vooral niet agressief mochten overkomen, dat zij moesten ijveren voor het invoeren van democratische verkiezingen naar Westers model, met een overgangsregering waarbij het FPR en de FAR vredevol dienden samen te smelten. Voor de Rwandese extreme Hutu's, aanwezig in de Interahamwe, de presidentiële garde en in het geregelde leger, lag het besluit allang vast. Zij moesten zich wreken op deze krachteloze Belgen voor wie zij helemaal niet bang hoefden te zijn. Als het Belgische detachement en vervolgens de hele vredesmacht zouden verdwijnen, zouden zij bovendien de geplande genocide moeiteloos kunnen uitvoeren. Ik ben er vast van overtuigd dat de moord op het Belgisch detachement niet zo maar het resultaat was van een samenloop van omstandigheden. Er zijn immers te veel aanwijzingen, te veel getuigen die wijzen in de richting van een duidelijk opgezet plan.

Op 7 april 1994 waren de drie elementen van de Afrikaanse logica verenigd. Op het ogenblik dat onze tien para's hun wapens overhandigden, droegen zij hun laatste element van kracht over aan de Rwandese militairen. Vanaf dan moesten de para's bevreesd zijn voor de Rwandezers. Zij zullen dat zeker hebben beseft.

Bovendien was het gerucht verspreid dat het presidentiële vliegtuig door de Belgen was neergehaald, voor de Rwandezers een onmiddellijke aanleiding om zich te wreken. Het tragische lot

van onze para's was met andere woorden eigenlijk al bezegeld op het ogenblik dat zij aan de villa van mevrouw Agathe ontwapend op de grond lagen.

Zelfs op dat ogenblik blijven onze officieren in hun westerse NAVO-logica volharden: in het Rwandese geregelde leger zitten vrienden van ons, onze politieke regimes zijn bevriend, we hebben een geslaagde militair-technische samenwerking, de Rwandezers leveren verbindingsofficieren ingeval van problemen. Met andere woorden, *ils ne vont pas nous faire ça* zoals kolonel Dewez en kolonel Marchal het uitdrukten. Ze hebben het ons echter aangedaan. Onze inschatting en die van onze officieren was altijd een westerse inschatting. Nooit hebben onze officieren, zoals kolonel Dewez en kapitein Choffray, die voor de eerste maal in Afrika waren, zich in de Afrikaanse logica ingeleefd.

Op 7 april 1994 om 2.40 uur 's nachts rijdt luitenant Lotin in Kigali samen met korporaal Lhoir, elk in hun jeep, richting Viking, het kamp van de mortieren. Daar sluiten twee andere jeeps met eerste sergeant Leroy en korporaal Debatty zich bij hen aan. Verder zijn ze vergezeld van de korporaals Bassine, Dupont, Meaux, Plescia, Renwa en Uyttebroeck. De tien mortieren hebben als opdracht zich naar het huis van eerste minister Agathe te begeven om haar naar Radio Rwanda te escorteren.

Reeds om 3.16 uur beslist bataljonscommandant Dewez kapitein Marchal met twee jeeps in versterking te sturen om de groep Lotin te helpen een wegversperring aan de avenue de la République te passeren. Kolonel Dewez beschikte eigenlijk niet over een grotere reserve. De mortieren waren immers zelf de reserve van ons bataljon. Kolonel Marchal had reeds op 8 december 1993 om bijkomende manschappen en pantservoertuigen gevraagd. Generaal Dallaire ging hiermee akkoord. Vijf maanden later was men in België nog niet op deze vraag ingegaan. Er was gewoonweg geen volwaardige eigen reserve. Dit is het eerste militair-technische gebrek.

Om 3.45 uur meldt kapitein Marchal dat de escorteopdracht van de groep Lotin onuitvoerbaar is aangezien verschillende Rwandese pantservoertuigen de weg blokkeren. Omstreeks 5 uur ontmoeten kapitein Marchal en de groep mortieren elkaar, waarop kapitein Marchal luitenant Lotin een alternatieve weg aanwijst om zijn opdracht toch nog uit te voeren. Reeds op dat ogenblik nemen de geweersalvo's vanuit alle richtingen in alle hevigheid toe. Luitenant Lotin zet zijn opdracht echter zonder nieuwe zwaardere wapens voort. Op de staf denkt niemand er blijkbaar aan om, ondanks het verhoogde alarm, de zwaardere LAW-antitankwapens en de zware mi.50-mitrailleurs onder de detachementen te verdelen. Ook het peloton mortieren met zijn riskante opdracht, krijgt geen nieuwe wapens. De zware wapens blijven tot 8 april in het depot Rwandex. Dit is een tweede militair-technisch gebrek.

Om 5.20 uur worden kapitein Marchal en zijn sectie omsingeld en ze trekken zich terug. Kapitein Marchal kan nog net vaststellen dat het peloton mortieren de villa van de eerste minister bereikt en dat het vanop het volgende kruispunt meteen door een Rwandees pantservoertuig onder vuur wordt genomen.

Om 5.40 uur meldt luitenant Lotin dat zijn opdracht onmogelijk is geworden en krijgt hierop het bevel een defensieve stelling in te nemen. De staf stelt hem gerust: de sector is verwittigd. Gelet op de situatie mag luitenant Lotin verwachten dat men zeer spoedig een snelle interventiemacht zal inzetten om hem te ontzetten. De snelle interventiemacht van de Bengalen blijkt echter volstrekt onbetrouwbaar: ze kan nauwelijks omgaan met de pantservoertuigen van het type BTR, meermaals weigert men vlakaf bevelen op te volgen en op 7 april maakt men aan de eerste barrage zonder één schot te lossen rechtsomkeer. De snelle interventiemacht bestond alleen op papier.

Ook hierover was de generale staf in Eever zeer uitvoerig en van in het prille begin op de hoogte gebracht. Het Recce-verslag van 2 november 1993 laat zich kritisch uit over de Bengaalse stafofficieren. Dit verslag maakte deel uit van het dossier dat met het oog op het kernkabinet van 10 november aan de minister van Landsverdediging werd overhandigd. Luitenant-kolonel Kesteloot laat zich op 9 november opnieuw kritisch uit over het Bengaalse contingent, en niet enkel over hun logistieke waarde. Kolonel Marchal sluit zich bij deze kritiek aan en brengt dit probleem in



januari nogmaals te berde. In Brussel reageert niemand. Nochtans moest precies deze interventiemacht bij een kritieke situatie zoals die van 7 april in actie schieten. Het volstrekt niet operationeel zijn van deze interventiemacht en het achterwege blijven van een reactie om dit probleem op te lossen is een derde militair-technische fout.

Om 5.45 uur meldt luitenant Lotin aan kolonel Dewez dat eerste minister Agathe niet naar de radiostudio zal gaan. Hij meldt tevens dat een pantservoertuig van de Rwandezen hen onder schot houdt. Het enige dat hem hier en nu kan redden, is een snel optreden van onze eigen Belgische pantservoertuigen. De Belgen beschikten ter plaatse over zes lichte pantservoertuigen van het type CVRT. Van deze zes voertuigen waren er echter maar drie operationeel, zij waren afkomstig van onze vorige VN-opdracht in Somalië. We beschikten echter niet over gespecialiseerde manschappen om deze 20-jaar-oude tuigen te bedienen. Bovendien was er — ondanks herhaaldelijk verzoek — geen gepaste 30 mm-munitie voor de kanonnen voorhanden. De zware munitie in het Rwandex depot bestond uit zware mortiergranaten van een ander kaliber, die per vergissing waren overgevoegen en die men niet kon afvuren. De juiste munitie arriveerde op het ogenblik dat onze tien para's reeds vermoord waren en men politiek overwoog om zich terug te trekken. De tien para's konden dus geen gebruik maken van onze eigen pantservoertuigen. Deze werden hoofdzakelijk gebruikt als wachthokjes voor Rwandese prominenten. Dit is een vierde militair-technisch gebrek.

Tussen 6.00 uur en 7.00 uur zijn er herhaalde meldingen van korporaal Lhoir aan de staf van het bataljon. Hij meldt dat het huis van Agathe zwaar onder vuur wordt genomen, dat twee jeeps onbruikbaar zijn, dat Rwandese pantservoertuigen het huis hebben omsingeld en dat geweergranaten in hun richting worden afgevuurd. Onze tien para's kunnen zich onmogelijk verdedigen aangezien zij niet beschikken over de voor deze situatie noodzakelijke zware munitie. Zij kunnen onmogelijk een tegenoffensief inzetten met hun persoonlijk wapen, de FNC.

Het probleem van de afwezigheid van zware munitie werd nochtans herhaaldelijk aan het operationeel centrum te Evere gemeld. De eerste vraag van kolonel Marchal dateert van 15 januari. Op 20 januari stuurt hij een nota, waaruit blijkt dat Dallaire zijn toestemming geeft. Volgens C-Ops heeft deze nota zijn bestemming nooit bereikt. Op 28 januari herhaalt kolonel Marchal zijn vraag. Ook majoor Guérin, die ter plaatse op inspectie gaat, wijst in zijn rapport van 31 januari op het ontbreken van de nodige zware munitie. Op 14 maart stuurt kolonel Marchal opnieuw een nota, ditmaal met de uitdrukkelijke vermelding «dringend». De eerste effectieve reactie van C-Ops dateert van 28 maart. Op dat ogenblik geeft de generale staf aan de divisie logistiek de opdracht de gevraagde munitie tegen 20 april naar Rwanda te sturen. Dit is een vijfde militair-technische fout.

Terug naar de nacht in Kigali. Premier Agathe merkt wat er gebeurt. Zij is Bantu en weet wat kracht, vrees en wraak betekenen. Zij vlucht naar de woning van haar buurman, waar zij later zal worden ontdekt en omstreeks kwart voor twaalf 's middags samen met haar man zal worden vermoord door de presidentiële garde.

Op het ogenblik dat mevrouw Agathe beslist door de tuinen te vluchten, vraagt luitenant Lotin instructies. Kolonel Pochet van het hoofdkwartier van de sector antwoordt dat hij mevrouw Agathe moet beschermen en haar dus moet vergezellen, zelfs door de tuinen. Luitenant Lotin wijst erop dat hij deze opdracht onmogelijk te voet kan uitvoeren aangezien hij dan niet meer over zijn radio beschikt. De radio's waren immers ingebouwd in de jeeps. Om die reden werd besloten mevrouw Agathe niet te volgen. De groep Lotin zou zijn opdracht hebben kunnen voortzetten indien hij over draagbaar radiomateriaal had kunnen beschikken. Waren er dan geen draagbare gevechtsradio's? Toch wel, maar in onvoldoende mate en enkel bij de medische dienst. Dit is een zesde militair-technisch gebrek.

Tussen 7.20 uur en 8.17 uur is er geen radiocontact meer. Elke verbinding is verbroken. Om 8.17 uur zendt luitenant Lotin een echte noodkreet uit. Hij meldt dat de Rwandezen granaten en

obussen op hem afvuren en dat de toestand onhoudbaar wordt. Hij zegt dat hij zal trachten een verdedigingspositie in te nemen, maar — ik citeer — «Je ne sais pas si je peux attendre la Belgique.» Hij kan niet blijven wachten op enige actie tot ze terug in België zullen zijn.

Luitenant Lotin is zich er als officier van KIBAT van bewust dat er geen *worst-casescenario* voorhanden is. Een dergelijk plan werd alleszins nooit ingeoefend. Nochtans vroeg kolonel Marchal reeds op 8 januari duidelijke richtlijnen omtrent een dergelijk scenario. Zo vroeg hij ook of men in noodgevallen de blauwe muts mocht ruilen voor de groene commandobarret. Ook op deze vraag kreeg hij nooit een duidelijk antwoord vanuit Evere. Op 20 maart melde hij dit probleem trouwens aan ambassadeur Swinnen en benadrukte hij het belang van een *worst-casescenario* voor de veiligheid van de Belgen. Op 7 april om 8.20 uur zijn tien Belgische militairen omsingeld. Zij worden zwaar onder vuur genomen en niemand beschikt over een *worst-casescenario*. De groep mortieren moet het zelf maar oplossen. Dit is een zevende militair-technische fout.

Om 8.40 uur naderen Rwandese officieren het huis van de premier en vragen luitenant Lotin zijn wapens af te geven. Kolonel Dewez beveelt luitenant Lotin dit aanvankelijk niet te doen, maar te blijven onderhandelen op zijn Afrikaans. Het bataljon van kolonel Dewez, het tweede commando uit Flawinne, was vooral getraind en voorbereid om in alle situaties te blijven onderhandelen. Het was voor hen topprioriteit een niet-agressieve houding aan te nemen. Na de incidenten met KIBAT I, die net terugkwam van een missie in Somalië, werd het *peace keeping* karakter van de missie in Rwanda alleszins door KIBAT II verkeerd geïnterpreteerd. Op straffe van ernstige sancties werden de officieren en de manschappen van het tweede commando er herhaaldelijk op gewezen niet de fouten te maken van hun voorgangers. Op 7 april waren onze Belgische militairen in Rwanda ervan overtuigd dat zij de wapens slechts mochten laten spreken in alleruiterste nood. Deze manke voorbereiding is een achtste militair-technische fout.

Terug naar Kigali. Kolonel Marchal komt even later persoonlijk tussen op het net met de historische woorden: «Tu es sur place, c'est à toi d'apprécier la situation.» Dit maakt de groep mortieren ongetwijfeld nog onzekerder over de situatie waarin zij zich bevonden, over de wijze waarop zij mochten reageren en vooral over de hulp die zij mochten verwachten.

Om 8.45 uur signaleert luitenant Lotin dat drie van zijn manschappen ontwapend zijn en op de grond liggen. Vier minuten later antwoordt kolonel Dewez dat Lotin best zijn wapens afgeeft en verder onderhandelt. De tien para's geven hun wapens af aan de Rwandezen. Andere Belgische detachementen in de buurt hebben via de radio de gesprekken van Lotin met de staf kunnen volgen. Niemand grijpt in. De Belgische militairen zijn verspreid over veertien kantonnementen en op het ogenblik van de ontwapening van de groep Lotin is er geen enkel Belgisch detachement sterk genoeg in manschappen en zwaar genoeg bewapend om hen met succes te ontzetten, althans volgens kolonel Dewez en zijn staf.

De spreiding van onze manschappen over veertien kantonnementen had ernstige gevolgen voor hun inzetbaarheid en hun eigen veiligheid. Dat wisten de opeenvolgende bataljoncommandanten Leroy en Dewez maar al te goed. Daarom hebben zij herhaaldelijk bij generaal Dallaire en bij de staf in Evere aangedrongen op een hergroepering van deze kantonnementen. De staf in Evere werd hiervan herhaaldelijk en nadrukkelijk op de hoogte gebracht. Enkele maanden later maakte het departement Landsverdediging eindelijk geld vrij voor de bouw van Kigalodge om de Belgen gegroepeerd te kunnen huisvesten. Kigalodge zal echter nooit worden gebouwd. Op 7 april zitten onze tien para's onherroepelijk in de val en de grote spreiding van de andere Belgische pelotons en secties verhindert de staf in Kigali om hen met eigen manschappen en middelen te ontzetten. Dit is een negende militair-technisch gebrek.

Onze tien para's stappen omstreeks 8.50 uur ongewapend in een VW-busje van het Rwandese leger en na tien minuten bereiken zij een kazerne van het geregelde Rwandese leger. Om 9.06 uur krijgt de staf het laatste bericht van luitenant Lotin: «Ze hebben ons ergens naartoe gebracht, ik weet niet waar, ze gaan ons lynchen!» Voor ons en voor alle militaire getuigen die wij hoorden, is het duidelijk wat deze boodschap inhield. Het betekende toen ingrijpen of tien manschappen verliezen.

Reeds vier minuten later, om 9.10 uur, meldt kolonel Marchal aan kolonel Dewez dat de groep Lotin zich in een kazerne naast de École supérieure militaire bevindt. In de omgeving van deze ESM bevindt zich slechts één kazerne, namelijk kamp Kigali van het Rwandese leger. Kolonel Dewez en kolonel Marchal houden vast aan hun westerse redenering: het geregelde Rwandese leger is ons vriendschappelijk gezind, wij gaan blijven aandringen op hun vrijlating, de Rwandese verbindingsofficieren zijn ons beloofd en zullen de zaak wel oplossen.

Nochtans konden zij weten dat de samenwerking met de Rwandese autoriteiten, zeker vanaf vijf uur 's ochtends, onbestaande was. Reeds sinds de vooravond van 6 april was er geen enkele samenwerking meer met de Rwandese gendarmes en waren alle pogingen om verbindingsofficieren van het Rwandese leger te bekomen, vruchteloos. Nog om 3.45 uur 's nachts stelt kolonel Dewez het peloton mortieren gerust door te zeggen dat een Rwandese verbindingsofficier onderweg is. Meer dan vijf uur later is er nog steeds geen officier opgedaagd, behalve de majoor die hen ontwapent en gevangen wegvoert. Toch blijft kolonel Dewez halsstarrig geloven in de komst van een of andere Rwandese verbindingsofficier, zelfs nadat luitenant Lotin in alle militaire duidelijkheid heeft gezegd dat zijn peloton wordt gelyncht. Dit is een tiende en de belangrijkste militair-technische fout. Zelfs als luitenant Lotin uitschreeuwt «ze gaan ons lynchen», blijft de redenering van kolonel Dewez en kolonel Marchal «ils ne vont pas nous faire ça».

Samengevat kunnen wij volgende tien conclusies trekken.

Eén. Wij beschikten niet over een eigen reserve, onze groep mortieren vormden zelf de reserve.

Twee. De zware wapens bleven, ondanks het verhoogd alarm, in het Rwandex-depot.

Drie. De snelle interventiemacht bestond alleen op papier.

Vier. Van onze zes lichte pantservoertuigen waren er maar drie inzetbaar, en dan nog zonder het geschikte personeel en zonder de gepaste munitie.

Vijf. Onze manschappen beschikten zelf niet over de nodige zware munitie.

Zes. Zij hadden geen draagbare gevechtsradio's.

Zeven. Er werd geen *worst-case* scenario ingeoeffend, het bestond zelfs niet.

Acht. Er werd de mannen ingeprent dat het lossen van een schot enkel kon in uiterste nood.

Negen. De Belgen waren verdeeld in te kleine groepjes over liefst veertien kantonnementen.

Tien. Onze stafofficieren bleven blindelings vertrouwen op de medewerking van degenen die uiteindelijk onze para's zouden vermoorden.

Mijnheer de voorzitter, is hiervoor iemand verantwoordelijk? Moet een minister van Landsverdediging niet in eer en geweten vaststellen dat ongeveer alles wat in Rwanda kon mislopen ook misgelopen is? De generale staf in Evere en de minister zelf beschikten over talrijke inlichtingen dat de Belgen in Rwanda werden bedreigd, over talrijke militaire vragen en rapporten die tot vervelens toe op alle tekortkomingen wezen. Moet de bevoegde minister dan niet vaststellen dat hierop door niemand afdoend werd gereageerd?

Moet een regering of de bevoegde minister met enige zin voor verantwoordelijkheid hieruit dan niet de gepaste conclusies trekken? Moeten zij niet minstens hun excuses aanbieden? In België waarschijnlijk niet! Van alle vaststellingen die de Rwanda-commissie deed, is dit ongetwijfeld de droevigste. (*Applaus.*)

**M. le président.** — La parole est à M. De Decker.

**M. De Decker** (PRL-FDF). — Monsieur le président, en entamant ma participation à ce débat, mes pensées vont, tout d'abord, à ces dix soldats qui, un matin d'avril 1994, se sont progressivement sentis abandonnés à un destin tragique qu'ils ne méritaient pas.

Je pense à ces hommes qui, formés à l'esprit d'équipe, ont dû croire jusqu'au bout qu'ils vivaient un cauchemar qui prendrait fin par l'arrivée de camarades venant les libérer.

Si personne n'est venu les chercher, alors que cela ne présentait aucune difficulté pour des troupes aguerries, c'est parce qu'une mentalité perverse s'était progressivement infiltrée dans un corps qui ne peut fonctionner efficacement qu'en appliquant, sans concession, des principes militaires et moraux immuables.

Ces dix hommes sont morts aussi parce que, de New York à Kigali, en passant par Bruxelles, des responsables ont voulu croire que les choses étaient comme ils le voulaient et non comme elles l'étaient réellement.

Nos soldats sont morts et un génocide s'en est suivi, parce que les pays protagonistes de cette tragédie, parmi lesquels il faut citer la Belgique et les États-Unis, ont cru, au nom de l'idéal pacifique dont est porteuse l'Organisation des Nations unies, qu'une solution politique à l'occidentale allait pouvoir régler pacifiquement le conflit ethnique et politique qui opposait le régime du président Habyarimana aux forces tutsies du FPR.

En entamant ce discours, je pense aussi au frère du lieutenant Lotin qui, sur le parvis de l'église où venaient de se dérouler les obsèques de son frère, me disait: «Je ne vous demande qu'une chose, veuillez à ce que cela ne se reproduise jamais!»

Comme beaucoup d'autres Belges, j'ai été profondément traumatisé par la tragédie du Rwanda. Personnellement, elle m'a durablement marqué parce que je connais peut-être mieux que beaucoup les qualités professionnelles de notre armée que je respecte énormément et qui mérite l'estime de nos concitoyens.

Cette tragédie m'a marqué particulièrement parce que, l'année précédente, avec M. Delcroix, ministre de la Défense nationale, et M. Derycke, à l'époque secrétaire d'État à la Coopération au Développement, j'étais allé inspecter ces mêmes troupes en Somalie et que nous étions arrivés sur place le jour même du décès du lieutenant Boon, du troisième Lanciers parachutistes, et de deux de ses hommes. À l'époque, avec l'ambassadeur de Belgique, M. Fellens, nous étions allés consoler leurs camarades de peloton. Ce sont des moments qui ne s'effacent jamais de la mémoire.

Dans la tragédie rwandaise, je le dis avec énormément de regret, la Belgique porte d'énormes responsabilités. Bien entendu, les premiers responsables de ce drame sont des Rwandais proches de la mouvance présidentielle. Jamais un génocide n'a été perpétré en aussi peu de temps. Il avait donc été préparé de longue date, de même que le principe d'une agression contre les troupes belges de la MINUAR dans le but de les faire partir.

Après tant de mois passés d'abord au groupe *ad hoc*, puis à la commission d'enquête, je reste intimement convaincu que la mort de nos hommes aurait pu et aurait dû être évitée et qu'avec l'aide de la communauté internationale, la Belgique aurait pu enrayer le génocide rwandais.

Mon principal reproche s'adresse au gouvernement de l'époque, coupable, à mon sens, d'avoir fait prévaloir une logique budgétaire sur la logique de responsabilité qui, seule, à mes yeux, peut être appliquée, dès lors que l'on envoie des troupes en opération.

Le ministre de la Défense de l'époque, M. Delcroix, n'a jamais caché, dès lors que le principe de la mission était décidé, sa détermination à veiller à ce qu'elle coûte le moins possible au budget de la Défense nationale. Les témoignages du lieutenant-général Charlier et du lieutenant-colonel Briot sont révélateurs à cet égard.

Mais le plus grave à mes yeux résulte du fait que de toute évidence, lorsqu'ils doivent fixer l'importance et la composition de la composante belge de la MINUAR, ni le ministre Delcroix ni le gouvernement belge ne tiennent compte du rapport de la mission de reconnaissance belge envoyée au Rwanda, comman-

dée par le colonel Flament et qui concluait à la nécessité d'envoyer au moins 600 hommes dont une composante blindée de 22 véhicules devant constituer la réserve, autrement appelée la « Q.R.F. » — *Quick Reaction Force*.

Ce mépris pour les études faites et les arguments motivés et pertinents avancés par la mission de reconnaissance constituée, selon moi, une des fautes les plus graves commises par le gouvernement, dans la mesure où elle aura des conséquences tout au long de cette tragique mission.

Étant moi-même officier des Troupes blindées — à l'instar de mon collègue M. Goris d'ailleurs — et ayant vécu sur place en Somalie, une opération — comme vous aussi, M. Derycke — plus dangereuse que celle du Rwanda avant le génocide, dans la mesure où deux bandes rivales se livraient une guerre ouverte et ouvraient le feu sur nos hommes quasi quotidiennement, je suis persuadé que la présence de ces blindés, qui, par ailleurs, avaient été demandés aussi par le général Dallaire et le colonel Marchal, aurait changé tout le climat de la mission, permis l'escorte de Mme le Premier ministre, de même que des interventions ponctuelles pour protéger et dégager nos hommes chaque fois que cela s'avérait ou se serait avéré nécessaire, comme tel avait été le cas en Somalie.

En un mot, cette présence aurait donné à la composante belge de la MINUAR une réelle supériorité militaire, comme toute notre longue expérience africaine nous en enseignait la nécessité.

Cette composante, réclamée mais non accordée, ne fut pas non plus exigée par le chef d'état-major général qui, à mes yeux, aurait dû conditionner son accord à l'envoi de ces blindés.

Ce sont nos forces armées qui, de tous les départements, ont contribué le plus largement au redressement de nos finances publiques. Le ministre Delcroix a sabré dans les budgets, probablement à votre plus grande satisfaction, monsieur le Premier ministre.

Ce climat d'agression permanente contre le budget de la Défense nationale, entretenu par des plans successifs et improvisés de restructuration ne tenant aucun compte des nécessités opérationnelles, a, j'en suis persuadé, joué un rôle considérable dans ces événements tragiques.

M. Claes voulait que nous acceptions les demandes des Nations unies pour plaire au gouvernement américain. Le général Charlier voulait que nos troupes, après leur retrait de Somalie, restent en opération pour justifier un budget sans cesse réduit par le gouvernement.

Le ministre Delcroix voulait, par-dessus tout, réduire le coût budgétaire d'un département dont beaucoup ne voyaient plus réellement l'utilité après la chute du rideau de fer, alors qu'une nouvelle conception de l'ordre mondial amenait paradoxalement nos troupes à être sans cesse en opération dans le cadre de missions initiées ou couvertes par des décisions des Nations unies.

L'honnêteté me dicte d'ailleurs d'ajouter que nos seules circonstances atténuantes en cette affaire peuvent se trouver dans le caractère nouveau que revêtaient, à l'époque, les missions humanitaires ou de maintien de la paix placées sous l'égide des Nations unies. Les Nations unies, par leur incompétence opérationnelle ou par la philosophie même de leur action, connut l'échec presque partout, que ce soit en Somalie, que ce soit au Rwanda ou que ce soit en ex-Yougoslavie avec la FORPRONU. Beaucoup d'enseignements ont été tirés de ces échecs par la communauté internationale. Ainsi, par la suite, une opération de force menée par l'O.T.A.N. a permis de pacifier la Bosnie, là où les Casques bleus de la FORPRONU avaient échoué et avaient été humiliés.

Le rapport qui vous est soumis formule à cet égard d'excellentes recommandations dont la principale consiste à ne pas envoyer de troupes, même dans une opération humanitaire, si l'on n'a pas la volonté de lui accorder les moyens nécessaires à sa propre sécurité, dans l'hypothèse où la nature du conflit venait à changer. Notre département des Affaires étrangères a appris à négocier avec les Nations unies le mandat, le cadre juridique des missions et les règles d'engagement des forces qui doivent pouvoir évoluer rapidement, si le climat opérationnel l'exige. La Belgique a, fort heureusement, tenu compte de ces enseignements dans le cadre de notre mission en Slavonie orientale.

Certains pays, comme les États-Unis d'Amérique par exemple, refusent, systématiquement de participer à des opérations des Nations unies, car ils ne veulent pas placer leurs soldats sous une autorité autre qu'américaine ou de l'Alliance Atlantique. D'autres pays, notamment scandinaves, forment au contraire leurs troupes tout spécialement pour les missions de paix des Nations unies.

La Belgique, comme la plupart des pays européens, n'a jamais choisi entre ces deux attitudes. Dans l'affaire rwandaise, elle a même accepté de déroger à la règle onusienne qui consiste à ne jamais envoyer en opération des troupes d'un pays ayant des relations particulières avec celui où les Nations unies se déploient. Après en avoir délibéré, le gouvernement a, en toute connaissance de cause, décidé de contribuer à la MINUAR, malgré la présence au Rwanda de presque 1 600 ressortissants belges — tous otages potentiels.

Dans le même temps, le gouvernement belge refusait d'affecter au Rwanda un effectif et un armement suffisant pour assurer la sécurité de notre détachement et de nos ressortissants. Il a donc pris la plus mauvaise décision possible.

Avec le recul, je me fais le reproche de ne pas avoir dénoncé cette situation à l'époque. Il est vrai que, par opposition au gouvernement, je n'avais pas, en tant que parlementaire de l'opposition, connaissance des éléments d'information dont disposait le gouvernement.

Le Parlement n'avait, par définition, pas connaissance des détails et de la motivation de la demande des Nations unies, tout comme il n'avait pas connaissance du contenu de la mission de reconnaissance belge, des rapports du S.G.R., ni de la multitude d'informations données par notre ambassade et notre coopération technique militaire sur place.

En tout état de cause, la Belgique a, dès le départ, commis une gigantesque faute d'appréciation et d'analyse de la situation au Rwanda. La Belgique a voulu faire confiance à un régime qui s'est révélé porteur d'une idéologie génocidaire, ce que nous avons en tout cas découvert avec certitude, au plus tard en février 1994, sans en tirer la moindre conséquence pour nos troupes envoyées sur place ou pour la définition de notre mission.

Ce « désarmement psychologique » dont l'origine se trouve aux Nations unies et dans la confiance aveugle que le gouvernement belge voulait entretenir à l'égard du régime Habyarimana, s'est transmis au commandement onusien sur place et au commandement belge de KIBAT. Seul le colonel Dewez a eu le courage de le reconnaître!

C'est la transmission de ce « désarmement psychologique » d'échelon en échelon qui a mené à la paralysie de nos soldats, à l'attitude amorphe de leur commandement, à la mort de dix de nos meilleurs soldats. Seuls des chefs de peloton et de section et, un certain commandant de compagnie, c'est-à-dire des sous-officiers et des officiers subalternes, ont voulu réagir et aller libérer les hommes du peloton mortier comme toutes leurs formations les y poussaient.

Lorsque l'on sait que les agresseurs de nos soldats au camp Kigali n'ont pas immédiatement disposé d'armes à feu — ils sont allés les chercher plus d'une heure après l'arrivée de nos troupes au camp de Kigali — mais qu'ils étaient armés de bâtons et de bêches, l'on mesure davantage encore la responsabilité de ceux qui ont décidé de ne pas aller secourir nos soldats et, plus particulièrement, la responsabilité du général Dallaire et du major belge Maggen qui sont passés à quelques mètres de nos soldats, lesquels attendaient désespérément du secours et se sont battus bravement, jusqu'au bout de leurs forces.

Un autre enseignement qu'il convient de tirer de ce drame, afin qu'il ne se reproduise pas, concerne le rôle essentiel des services de renseignements militaires.

Je voudrais ici souligner que sans même avoir été présent sur place, en tant que tel, le Service général de renseignements, le S.G.R., a fourni des renseignements et des analyses d'une importance capitale. Le rapport du S.G.R. de février 1994 décrit et annonce dans le détail la préparation probable d'un génocide ainsi que la probabilité d'une agression contre les troupes belges. Il ne fut tenu aucun compte de ce travail remarquable.

D'une manière générale, il me semble indispensable de souligner que l'une des recommandations de la commission consiste à exiger des Nations unies qu'elles changent de philosophie et cesse de considérer naïvement la recherche du renseignement comme une attitude offensive, incompatible avec les missions de paix. Elle consiste également à revaloriser le rôle du service de renseignements au sein des forces armées et à le faire fonctionner davantage au service des unités en opération.

À cet égard, je pense également qu'il serait indispensable, pour assurer davantage la sécurité de nos futures missions, de rehausser les effectifs de nos unités E.S.R. au niveau d'une compagnie entière.

Avant de conclure, je voudrais féliciter le président du Sénat pour la qualité de sa présidence au cours de nos travaux, les rapporteurs pour leur excellent travail, ainsi que mon collègue Alain Destexhe, sans la détermination duquel notre commission n'aurait probablement jamais vu le jour.

Enfin, je voudrais, en ce qui concerne la difficile question des responsabilités et des sanctions, dire qu'à mes yeux, il reviendra à la justice et à l'autorité militaires de rendre les jugements et de prendre les sanctions disciplinaires qui s'imposent à l'égard des militaires qui ont failli et qui n'ont pas exercé leurs responsabilités.

En ce qui concerne les responsabilités politiques, il s'agit, essentiellement, selon moi, d'une question de morale qui doit être assumée et par les ministres mis en cause et par leurs partis politiques respectifs qui soit doivent les sanctionner, soit doivent assumer collectivement leurs erreurs et leurs fautes.

Je terminerai en vous rappelant une citation essentielle de ce grand homme d'État que fut notre ami Robert Henrion qui, à la tribune de la Chambre lors du drame du Heysel, a dit: «Celui qui s'est laissé porter au sommet des grands emplois, qu'il s'agisse de l'État ou d'une grande ville ou même d'une entreprise importante, doit savoir qu'il portera le destin de l'institution et assumera tout ce qui se fait ou ne se fait pas sous son égide.

Il doit aussi savoir que lorsqu'un grand échec surgit dans la sphère de sa compétence, même si, de bonne foi, il se croit innocent, il devra quand même en supporter le poids et qu'alors, il aura peu d'amis, sinon quelques alliés obligés, en regard d'un grand nombre de curieux, plus ou moins malveillants.

Il doit savoir enfin que ce jour-là, ce sera à lui de décider face à sa conscience.

Dans ces moments douloureux, il sera seul juge de ce qui commande sa conception de l'honneur.» (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan mevrouw Thijs.

**Mevrouw Thijs (CVP).** — Mijnheer de voorzitter, het jaar 1994 zal voor altijd een zwarte bladzijde in de annalen van Rwanda blijven, maar ook in de annalen van ons land. Kunnen dergelijke gebeurtenissen in de toekomst worden vermeden, dat is de vraag die op ieders lippen ligt. Ook vandaag laait het geweld nog op. De oorlog gaat gewoon door. Als commissielid van de derde generatie — na de eerste generatie van de ad hoc-groep en de tweede generatie van de bijzondere commissie — stel ook ik net als alle andere leden vast dat vele vragen onbeantwoord blijven. Daarenboven heeft de commissie tijdens de maandenlange werkzaamheden haar eigen beperkingen en grenzen ontdekt. Een parlementaire onderzoekscommissie is geen tribunaal, haar leden zijn geen procureurs-generaal, de getuigen zijn geen beschuldigden. Het Parlement is geen wetenschappelijke geschiedschrijver, maar een instrument van democratische politieke controle.

Als partijgenote van de commissievoorzitter wil ik hem oprecht danken. Vaak zat hij in een gewrongen situatie. Hij moest zo onpartijdig mogelijk zijn en dan gebeurde het wel eens dat wij minder aan bod kwamen, maar dat nemen wij hem niet kwalijk.

Collega Caluwé behandelde het politieke gedeelte van de zaak. Ik zal het eerder over de commissie in het algemeen hebben.

Als ik terugkijk op werkzaamheden van de commissie dan is dat met gemengde gevoelens, niet omwille van de werkzaamheden zelf, maar wel omwille van het feit dat terwijl wij ons verdiepen in een rapport over de situatie in Rwanda vier jaar geleden,

vandaag de gebeurtenissen in Rwanda even tekenend en schrijnend zijn als toen. Eminente commissieleden die erg begaan waren met de gebeurtenissen in Rwanda, hebben de voorbije maanden bitter weinig van zich laten horen in verband met de situatie in Centraal-Afrika. Hopelijk is de parlementaire interesse voor de Afrikaanse problematiek niet van korte duur. Aandacht voor het Afrikaanse continent, ook vanwege de Senaat, is meer dan nodig. Om het nog maar eens met de intussen historische woorden te zeggen: *Who cares about Rwanda? Who cares about Africa?*

Ik moet eerlijk toegeven dat ik het moeilijk heb met de vijfde aanbeveling die zegt dat België geen contingenten meer zal leveren voor VN-operaties in landen waarmee we vroeger koloniale banden hadden. In het verslag verwijt men ons dat we niet gebleven zijn om de genocide te voorkomen en nu weigert men nog deel te nemen aan operaties in ex-kolonies, zelfs als er mensen worden uitgemoord. Geachte leden van de Senaat, begrijpt u niet dat als België niet aan dergelijke operaties deelneemt, er niemand gaat? Dit is geen spookbeeld. Nog maar enkele maanden geleden was er een mandaat om in Kivu op te treden. België ging niet, dus ging er niemand. We stonden erbij en we keken ernaar. Enerzijds verwijt men de regering dat ze in 1994 de troepen heeft teruggetrokken en anderzijds wil men niet meer deelnemen aan operaties in ex-kolonies. Ik heb daar de grootste moeite mee.

De voorbije maanden werd zeer intensief gewerkt. De beoordeling of de onderzoekscommissie goed werk heeft verricht, laat ik aan de Senaat en aan de geschiedenis over.

Of het zinvol werk was zal blijken uit wat wij met de opgedane kennis zullen doen. Elk commissielid kreeg de kans veel te leren, vaststellingen, conclusies en aanbevelingen te formuleren. De nodige lessen trekken, zullen wij zelf moeten doen. Kennen wij Rwanda nu beter? Zelfs in ons onderzoek naar de waarheid waren wij arrogant. Wij hebben te weinig geluisterd naar de Rwandezelf en wellicht hadden wij te weinig aandacht voor de internationale context. Een belangrijke les is dat wij misschien wat minder hoog van de toren moeten blazen. Onze rol is zo relatief. Wij blazen ons belang op omwille van elementen vreemd aan dit dossier. In feite betekenen wij weinig of niets op geopolitiek vlak. Wij halen bakzeil tegenover landen als de Verenigde Staten en Frankrijk die hooghartig weigerden de commissie inzage te geven in de voor haar werking cruciale informatie. Wij hebben ook weinig of niets te vertellen in de Verenigde Naties. Wij kunnen enkel roepen langs de zijlijn van het grote internationale gebeuren. Als wij samen met anderen roepen, als wij blijven aandringen kunnen wij misschien een weg vinden om mee een stempel te drukken op de hervormingen die dringend nodig zijn binnen de Verenigde Naties.

Om tot onze vaststellingen, disfuncties en aanbevelingen te komen, hebben wij ons gebaseerd op getuigen en documenten. Talrijke getuigen, militairen en politici, journalisten, Rwandezen en families kregen een plaats in de getuigenbank. Een groot aantal getuigen kon evenwel niet voor de commissie verschijnen omwille van tijdsgebrek of omdat ze in de commissie niet algemeen werden aanvaard. Er golden af en toe twee maten en twee gewichten. Wanneer sommige getuigen na lang aandringen toch voor de commissie mochten verschijnen waren ze zagezegd volstrekt ongeloofwaardig. Ik herinner mij tijdens de bespreking de vraag om enkele citaten van twee gewezen Rwandese eerste ministers op te nemen. Gelijktijdig herinner ik mij de enorme weerstand van een aantal commissieleden om die citaten op te nemen. De CVP meende dat commissieleden niet moeten oordelen over wat getuigen te zeggen hebben, over het feit of zij al dan niet de waarheid zeggen, maar dat indien de uitspraak relevant is voor het onderzoek het citaat best kan worden opgenomen. De conclusies zouden wij nadien wel zelf trekken. De voortdurende strijd om het al of niet opnemen van bepaalde citaten bleef duren. Citaten van besproken en twijfelachtige figuren werden soms sneller en heel uitgebreid opgenomen dan citaten die volgens sommigen niet de enige en echte waarheid waren.

Ik wil hier nog even terugkomen op de georganiseerde actie tegen de christendemocratie. Gedurende de maanden mei en juni werden zoveel mogelijk berichten de wereld ingezonden, werden alle mogelijke onderzoeken georganiseerd en werden de kleinste aanwijzingen uitgepluisd. De christendemocratie zou en moest

mee verantwoordelijk worden gesteld voor de genocide. Tijdens de hoorzittingen werd mevrouw De Backer op een soms onredelijke wijze ondervraagd alsof zij een schuldige was, als zouden wij in een land leven waar men geen recht meer heeft op een eigen mening met betrekking tot de buitenlandse politiek. Het past misschien verontschuldigen te richten aan het adres van mevrouw De Backer. Het is immers gemakkelijk mensen te beschuldigen. Als nadien blijkt dat de beschuldigingen niet kloppen, is het niet meer interessant dit mee te delen. Ik wil hier nogmaals duidelijk poneren dat mevrouw De Backer in geen enkel opzicht in opspraak kan worden gebracht met de Rwandese kwestie.

Bij het vergaren en inzien van documenten rezen er enkele hindernissen. Soms was een huzarenstuk nodig om bepaalde geschriften te kunnen raadplegen, waarbij vanzelfsprekend citaten werden genoteerd. Er ontgingen ons evenwel veel documenten die misschien een ander licht op het onderzoek hadden kunnen werpen. Het was soms een ware strijd om een citaat volledig en juist te kunnen opnemen. Hoe gemakkelijk werd niet een zinnetje weggemoffeld omdat het niet goed paste in het geheel van het rapport? Hoe vaak werd niet een gedeelte van een citaat uit zijn context gerukt? Een treffend voorbeeld hiervan is dat uit een citaat van professor Reyntjens de volgende zin niet «kon» worden opgenomen: « Cette politique belge de 1990 au 7 avril 1994 fut une bonne politique, neutre et équilibrée. » Men mag niet zeggen dat het goed was. We zijn toch een raar volkje.

De vraag is nu hoe wijzelf en de buitenwereld op dit rapport zullen reageren. Men zegt terecht dat er in de commissie grote unaniteit was, maar evengoed waren daar een meerderheid en een oppositie, hoe men het ook draait of keert. Trouwens, dit rapport zal in de toekomst door elke strekking *à la carte* worden gebruikt, dus zoals het iedereen goed uitkomt.

Tijdens de hoorzittingen en de werkcommissies heb ik me meer dan eens afgevraagd welke rol sommige commissieleden speelden en door welke motieven zij werden gedreven. Af en toe stelde ik een welgemeende verontwaardiging vast als het FPR, al was het maar even, ter sprake kwam. Vaak werd echt blijk gegeven van een onvoorwaardelijke steun aan het FPR. Vaak ook had ik de indruk — ik geef toe, alleen maar een indruk — dat er slechts plaats was voor één waarheid. Kan het misschien zijn dat de waarheid ergens in het midden ligt? Is het mogelijk dat er geen winnaars en geen verliezers zijn, tenzij de onschuldige slachtoffers? De gebeurtenissen van vandaag bewijzen eens te meer dat velen in Rwanda bloed aan hun handen hebben. In Rwanda vindt men extremisten in alle kringen. Zou dat niet de waarheid kunnen zijn? De realiteit dwingt ons dit onder ogen te zien. De haat leeft in beide kampen. De nationale verzoening is een opgave voor beide partijen. De internationale gemeenschap waartoe ons land behoort heeft de moeilijke opdracht steun te geven aan een maatschappij en een regio die fundamenteel verdeeld zijn, en zeker niet de opdracht om de tegenstellingen te bestendigen.

Eén van de meest in de oog springende problemen van de commissie was het ontbreken van het antwoord op de vraag wie het vliegtuig van president Habyarimana heeft neergehaald en de presidenten van Rwanda en Burundi heeft vermoord. Nog prangerender is de vraag waarom niemand een onderzoek wenst naar de aanslag op het vliegtuig. In aanbeveling 52 vraagt de commissie dat de Verenigde Naties het initiatief nemen voor een internationaal onderzoek naar de moord op de presidenten van Rwanda en Burundi in april 1994. Wellicht ligt in het antwoord op deze vraag een van de meest cruciale elementen verborgen van het hele Rwandese drama. Als de Verenigde Naties dit onderzoek niet openen, dan zal de geschiedenis misschien ooit nog een oplossing brengen, zoniet zal deze zaak een van de vele onopgeloste historische vragen blijven.

De taak van de onderzoekscommissie heb ik reeds op 9 januari van dit jaar geformuleerd in de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden. Het was onze plicht op zoek te gaan naar de verantwoordelijken voor de dood van de tien para's en uit te zoeken of ons land iets te maken had met het uitbreken van de genocide. Wij zijn op zoek gegaan, maar de problematiek was veel complexer dan iemand ooit had durven denken. Wij mogen niet voorbijgaan aan het feit dat de moord op de tien para's gepleegd werd door Rwandezen, in de eerste plaats door de effectieve

uitvoerders en in de tweede plaats door hen die de opdracht daartoe hebben gegeven. De hoofdvraag die nog steeds open blijft, is of al de andere instellingen politiek en militair wel bij machte waren om de loop van de gebeurtenissen in enige mate te beïnvloeden. Wij moeten ons deze vraag stellen om uit te maken wat het resultaat had kunnen zijn van een of andere beslissing. Andere sprekers hebben al een volledig overzicht van de feiten en de mogelijke beslissingen gebracht. Ik beperk mij tot enkele elementen.

Wij opperen dat de Verenigde Naties hadden moeten zorgen voor de aanwezigheid van een snelle operationele interventiemacht. Door deze interventiemacht had de moord eventueel kunnen worden voorkomen, uitgesloten echter niet. Niemand trok destijds de juistheid van de regeringsbeslissing om troepen naar Rwanda te sturen in twijfel. In de Belgische politieke wereld was bijna iedereen het eens over de terugtrekking van de Belgische troepen uit Rwanda. Vandaag vindt men dat de regering destijds een andere beslissing had moeten nemen. Het is natuurlijk gemakkelijk achteraf de profeet te spelen.

Op de uiteindelijke vraag wie voor de feiten verantwoordelijk is, antwoord ik dat het gebeurde het resultaat is van heel veel verschillende factoren. Elk van die factoren kan bovendien vanuit verschillende invalshoeken worden benaderd.

Over het hoofdstuk 4.2 inzake de beslissing om troepen te sturen en het hoofdstuk 4.13 inzake de terugtrekking van de troepen werd dagenlang gedebatteerd tot er een compromis uit de bus kwam. Men kan dus niet ontkennen dat we geen inspanningen hebben geleverd. Een compromis sluiten tussen personen die een stelling geheel juist vinden en anderen die ze totaal verkeerd vinden, is haast een onoverkomelijke opdracht. Rapporteur Verhofstadt is erin geslaagd een tekst van de meerderheid die vrijdagmorgen nog door de oppositie werd verworpen, 's avonds unaniem door alle commissieleden te doen aanvaarden. Soms was het boeiend te zien hoe Verhofstadt, de oppositieleider, regelmatig in de clinch ging met Verhofstadt, de bruggebouwer.

Regelmatig vroeg men mij in de wandelgangen of de eerste minister op de CVP-fractie woog. Dit is nooit het geval geweest. Ik verklaar hier op de tribune dat de premier mij in het Rwanda-dossier nooit onder druk heeft gezet of richtlijnen gaf. Andere partijen moesten op bepaalde ogenblikken wel hun partijhoofdkwartier raadplegen om het fiat voor bepaalde besprekingen te krijgen.

Is de huidige tekst minder krachtig omdat hij unaniem werd goedgekeurd? Ik durf stellen dat de tekst nog steeds krachtig genoeg is. Naast het hoofdstuk disfuncties waarop nogal sterk de nadruk wordt gelegd, zijn er ook nog andere interessante hoofdstukken. Nu lijkt het alsof er enkel en alleen disfuncties in de tekst staan. Dit rapport moet met enige kantlijnen worden gelezen. Wie de dertig bladzijden over de disfuncties leest krijgt de indruk dat er in Rwanda niets gebeurde, dat er alleen geklungel en gehaper was. Niet alles ging er echter verkeerd. Daarom zijn de kantlijnen belangrijk. In het belang van degenen die hun werk wel deden, vaak binnen onvolmaakte structuren en soms ten koste van hun leven, moeten kanttekeningen worden gemaakt bij het rapport. Moeten wij ook niet zoeken naar wat goed functioneerde, naar wie het gebrekkige oversteeg? Moeten wij de mensen niet met naam noemen? Moeten de militairen, de diplomaten, de NGO's, de priesters, de hulpverleners en de vrijwilligers die hun werk wel deden en die, zoals wij, wilden weten wat er fout ging en wat wij hadden moeten doen niet worden genoemd? Ik heb het over degenen die zich dagelijks afvragen of zij genoeg hebben gedaan, juist hebben gehandeld en of zij zich niet eveneens lieten misleiden door manipulators of extremisten die het hart en het verstand van vele Rwandezen hebben vergiftigd.

De 55 aanbevelingen van het rapport zijn, hoewel zij niet perfect of volledig zijn, veel belangrijker dan de disfuncties. zij moeten worden aangevuld door de senaatscommissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden, meer bepaald wat de hervorming van de Verenigde Naties betreft. De meeste aanbevelingen zijn erg concreet en kunnen op vrij korte termijn worden uitgevoerd. Ik wil twee krachtlijnen onderstrepen.

Ten eerste mogen de regels van de samenleving niet verworden tot bureaucratische, gedepersonaliseerde, hardvochtige regels. In dit kader passen de concrete aanbevelingen over de menselijke

opvang en begeleiding van de echtgenoten van militaire en burgerlijke slachtoffers. Er bestaat geen enkel excuus om die aanbevelingen onmiddellijk in praktijk te brengen.

Het is wel erg verontrustend dat in de besluitvorming van de zogenaamde internationale gemeenschap haast geen rekening wordt gehouden met het aspect «eerbiediging van de mensenrechten». Gruwelijker is nog dat artikel 17 van de *Rules of Engagement*, dat aan UNAMIR uitdrukkelijk toeliet op te treden in geval van etnisch of politiek geïnspireerde criminele daden, zedig onder de mat werd geveegd en dat werd verwezen naar een eventuele beslissing van de Veiligheidsraad.

Ten tweede dienen de beleidsverantwoordelijken bijzondere aandacht te hebben voor het aspect inlichtingen en informatie. Ook in een land waar zij aan *peace keeping* doen moeten de Verenigde Naties beschikken over voldoende inlichtingen en analyse-mogelijkheden om de toestand ter plaatse te kunnen evalueren. In België is de militaire inlichtingendienst SGR aan een grondige oppoetsbeurt toe. Bovendien moet de regering zelf beschikken over een instrument om de verschillende informatie uit de verschillende inlichtingsbronnen te verzamelen, te analyseren en om te zetten in bruikbare beleidsopties.

De Rwandacommissie zit erop. Dankzij de volgehouden vraag van de families van de slachtoffers heeft het onderzoek plaatsgevonden. Dankzij de rapporteurs en de diensten van de Senaat is er een rapport tot stand gekomen. Wij hebben meer inzicht gekregen in het geheel. Ik hoop dat de tien para's en de talloze burgers niet voor niets gestorven zijn. Nu volgen de daden, de hervormingen die het mogelijk maken onze mensen beter te begeleiden en te ondersteunen.

Laat vandaag de oppositie de gebreken heel sterk in de verf zetten, laat ze ze bekijken in een eng Belgisch perspectief, want dat is haar taak. Laat ze bovendien de fouten en verantwoordelijkheden uitvergroten. Ze moet vandaag echter ook nederig bekennen dat het onjuist is dat alleen de Belgische regering en enkele militairen verantwoordelijk zijn voor het feit dat de regering, het Parlement, de NGO's, de Wereldbank, het IMF, de internationale gemeenschap, de media en de publieke opinie fout waren te hopen dat Arusha een uitkomst zou bieden. Laat ze bovendien inzien dat ze vandaag nog altijd niet meer aandacht heeft voor de zovele Afrikaanse en andere landen waar mensen elkaar uitmoorden in naam van het grote gelijk. Rwanda moet voor ons allemaal een voorbeeld zijn van wat wij te laat en te weinig hebben gedaan. Rwanda moet ons aanzetten tot een moediger internationaal beleid.

**M. le président.** — La parole est à M. Hotyat.

**M. Hotyat (PS).** — Monsieur le président, je voudrais, après d'autres, rendre un hommage sincère au labeur considérable des rapporteurs de la commission d'enquête ainsi qu'à la maîtrise de son président. Ils ont été des facteurs essentiels de la réussite des travaux. En effet, M. Mahoux l'avait souligné lors de la conférence de presse de jeudi dernier, un travail de l'étendue de celui qui a été mené constituait une expérience originale à laquelle tous, les commissaires, leurs collaborateurs, les experts, le personnel du Sénat, ont dû s'adapter.

Je crois, monsieur le président, qu'il ne serait pas inutile d'en tirer les enseignements d'une telle expérience pour l'avenir et qu'une *debriefing* devrait être organisé tant que les participants ont encore bien à l'esprit le déroulement des travaux.

L'histoire de la regrettable tragédie rwandaise est complexe. L'étude approfondie menée par la commission a permis de mettre en évidence les nombreux facteurs qui ont joué un rôle.

Je voudrais pour ma part centrer ma contribution à ce débat sur les déficiences relevées dans le processus décisionnel de l'Organisation des Nations unies et dans le fonctionnement de celle-ci. Car, enfin, les Nations unies avaient la maîtrise de l'opération à laquelle la Belgique avait prêté le concours d'un contingent militaire; elles avaient donc une responsabilité essentielle et elles ne l'ont pas exercée de façon satisfaisante, bien au contraire. C'est d'autant plus grave que les Nations unies sont chargées par la communauté internationale d'une mission fonda-

mentale de paix à laquelle nous sommes tous très attachés. Il convient donc que ses carences soient analysées, qu'il y soit pallié et que la Belgique intervienne dans ce sens.

Je parlerai d'abord du Conseil de sécurité, cet organe dont la fonction principale est de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est lui qui a défini le mandat de la force internationale qui, en l'occurrence, était un mandat de maintien de la paix. Son rôle était donc essentiel.

La commission a constaté que le mandat qui fut confié à la MINUAR était plus limité que ce qui avait été demandé par les parties prenantes au conflit dans le cadre des Accords d'Arusha. C'est bien sûr très paradoxal. L'accord des parties était le fondement essentiel de ce mandat, qui permettait de le définir comme une mission de *peace-keeping*, de maintien de la paix, ressortant du chapitre 6 de la Charte des Nations unies, par opposition à une mission de *peace-enforcing*, d'imposition de la paix, prévue au chapitre 7. Si les parties elles-mêmes, mesurant les difficultés concrètes de mise en œuvre des accords sur le terrain, s'accordaient pour autoriser les Nations unies à exercer une action décidée et forte, il était tout à fait contradictoire de la part de la communauté internationale de réduire les possibilités d'intervention de la mission.

La commission a constaté le poids excessif qu'ont exercé, par rapport aux autres membres, les membres permanents du Conseil de sécurité dans une décision où, je cite le rapport, «la réussite de la mission a été souvent subordonnée aux intérêts propres et souvent contradictoires des membres du conseil.»

Les investigations de la commission ont notamment mis en évidence le rôle des États-Unis dans l'affaiblissement du mandat, par divers amendements.

Tout cela a amené la commission à estimer que les gouvernements des pays membres permanents du Conseil de sécurité portent une lourde responsabilité dans la suite des événements.

La commission a aussi estimé que chacun des pays qui, d'une façon ou d'une autre, ont été associés aux événements du Rwanda et les Nations unies elles-mêmes devraient procéder à une analyse et à une évaluation approfondies et qu'il conviendrait que le Sénat demande aux parlementaires des différents pays d'examiner ce problème.

La commission a aussi suggéré qu'après chaque mission, les Nations unies constituent une cellule d'évaluation dans laquelle siègeraient les pays participants. Le rapport de cette cellule serait transmis aux divers gouvernements qui les mettraient à la disposition de leur Parlement pour évaluation. À la demande d'un parlement, le rapporteur des Nations unies pourrait être entendu à ce sujet.

Bien évidemment, au travers de telles recommandations, la commission d'enquête a marqué une volonté de transparence démocratique à l'échelon international. C'est une démarche pleine de signification dont il faut espérer qu'elle sera relayée par le Sénat tout entier. Le chemin à parcourir est sans doute long. Le refus du secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, de laisser témoigner devant la commission des personnes dépendant des Nations unies en donne bien la mesure. Mais, à mes yeux, c'est tout à l'honneur de notre institution d'avoir ouvert la voie.

Je reviens un instant sur la responsabilité particulière des gouvernements des pays membres du Conseil de sécurité. Sur un plan éthique, il est déplorable que les intérêts propres de ces derniers prennent le pas sur la mission fondamentale de paix du conseil, mission qui, dans la mesure où elle concerne des vies humaines, devrait bien évidemment prendre le pas sur de soi-disant intérêts propres.

Il faut aussi souligner combien il est paradoxal que les pays non membres du conseil qui fournissent des troupes ne soient pas associés à la définition du mandat alors que celles-ci sont les premières à en subir directement les conséquences lorsque les choses tournent mal. Ce système laisse la part belle aux membres permanents, les plus influents, mais qui ne s'engagent pas chacun séparément — on le sait bien — dans les opérations qu'ils décident. Dans ses recommandations, la commission a estimé à juste titre, que les pays fournisseurs de troupes doivent être associés à la définition du mandat. Nous soutenons pleinement cette revendication.

Une autre des carences relevées par la commission porte sur le fait que, dans le cadre de son processus décisionnel, à aucun moment, le Conseil de sécurité n'a tenu compte des importantes violations des droits de l'homme au Rwanda, violations dont faisaient état plusieurs rapports dont celui du rapporteur spécial de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme. Ce document mentionnait déjà un éventuel génocide et la nécessité de démanteler les caches d'armes.

Il est pour le moins étonnant et regrettable qu'un des organes des Nations unies, dépositaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948 par cette organisation, ne se préoccupe pas de cette dimension-là du problème posé. C'est donc tout à fait légitimement que la commission d'enquête a recommandé que le Conseil de sécurité examine immédiatement les rapports de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, tienne compte de ces rapports et entende les rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme, dans le cadre d'une décision relative à l'envoi d'une mission de paix.

Une fois la mission définie par le Conseil de sécurité, c'est au secrétaire général des Nations unies qu'il revient d'en assurer l'exécution et plus particulièrement à son *Department Peace Keeping Operations*, le D.P.K.O.

À ce niveau, la commission a également identifié divers manquements. Parmi ceux-ci, l'interprétation trop restrictive, par le D.P.K.O., du mandat — déjà restrictif — et des règles d'engagement et, sur un plan structurel, l'absence au sein de ce département d'un centre d'opération et d'un service de renseignements. La commission estime que les Nations unies doivent mettre en place leur propre service de renseignements, tant à New York que sur le terrain. Il devrait notamment détecter précocement les sources possibles de conflit.

Il faut aussi rappeler que le commandant en chef d'une force internationale est désigné par les Nations unies. C'est une responsabilité, essentielle en soi, les circonstances l'ont tragiquement mis en évidence.

Les déficiences que la commission a relevées dans le fonctionnement des Nations unies sont graves, nous le savons. La commission a émis des recommandations pour y remédier. Je dis bien pour y remédier. En effet, personne n'a mis en cause le principe même de l'institution. Celle-ci reste indispensable. C'est en tout cas la conviction des socialistes. Lors de son congrès de 1996, l'Internationale socialiste a clairement indiqué son soutien aux Nations unies et affirmé qu'elle partageait avec elle des objectifs de paix, de démocratie, de développement durable et de coopération mais elle a aussi insisté sur la nécessité d'une plus grande démocratisation, d'une plus grande transparence dans les décisions du Conseil de sécurité et d'une plus grande collaboration avec l'Assemblée générale, dont le rôle devrait être renforcé.

En ce qui concerne les Nations unies, nos exigences doivent être à la hauteur de nos attentes qui sont grandes. C'est pourquoi je terminerai mon intervention en soulignant que la commission d'enquête, consciente de l'insuffisance du fonctionnement des Nations unies, a invité la commission des Affaires étrangères du Sénat à se percher, dans les meilleurs délais, sur la question des nécessaires réformes qu'il convient d'apporter au fonctionnement des Nations unies et de son Conseil de sécurité en ce qui concerne les situations de crise et les opérations de paix. C'est là, sans nul doute, une mission essentielle. (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Hostekint.

**De heer Hostekint (SP).** — Mijnheer de voorzitter, alhoewel ik het volgens mijn partijvoorzitter eigenlijk niet waard ben om aan politiek te doen, zal ik met mijn beperkte kennis en mogelijkheden toch proberen mijn mening te geven over het Rwandaraapport en de gebeurtenissen in Rwanda tussen 4 augustus 1993, de datum van de ondertekening van de Arusha-Akkoorden en 7 april 1994, de dramatische dag waarop de tien Belgische para's op een laffe manier in Kigali werden vermoord. Ik zal dit in eer en geweten doen, zoals ik dat het afgelopen jaar ook gedaan heb in de Bijzondere Commissie Rwanda en de Parlementaire commissie van onderzoek betreffende de gebeurtenissen in Rwanda.

Van bij de aanvang was ik een van de pleitbezorgers van de oprichting van een onderzoekscommissie, hetgeen mij niet altijd in dank is afgenomen. Ik was echter van oordeel dat alleen een onderzoekscommissie de instrumenten en de middelen bood om de waarheid, of althans een zo groot mogelijk deel van de waarheid, in dit dramatisch dossier te achterhalen.

In de eerste plaats breng ik, vanop deze tribune hulde aan de nagedachtenis en de moed van de tien vermoorde para's, die hun leven hebben gelaten in dienst van het vaderland en van de hele internationale gemeenschap. Tevens breng ik hulde aan de familieleden, de weduwen, ouders, broers en zusters, van alle Belgische slachtoffers, ook de burgerlijke. Zonder hun niet-aflattende inzet zou er in de Senaat nooit een onderzoekscommissie zijn opgericht. We mogen ook de honderdduizenden Rwandezes, Tutsi's en gematigde Hutu's, niet vergeten, die in de meeste gevallen op een gruwelijke en beestachtige wijze zijn afgeslacht.

Ook spreek ik mijn waardering uit voor het werk van de rapporteurs Verhofstadt en Mahoux, voor de degelijkheid van het verslag dat ze met de logistieke steun van hun eigen medewerkers en van de diensten van de Senaat eigenhandig hebben geschreven. Wie de parlementaire geplogenheden een beetje kent, weet dat dit laatste op zich al uitzonderlijk is.

Tevens wil ik de voorzitter van de commissie, de heer Swaelen, loven voor de voortreffelijke en objectieve manier waarop hij de werkzaamheden heeft geleid. Ik verontschuldigd mij indien ik het op bepaalde momenten anders heb gezegd.

Ten slotte wil ik mijn waardering uitspreken voor alle commissieleden, omdat we eigenlijk over de partijgrenzen heen hebben gewerkt. Zo hoorde het ook, gelet op de omvang en de ernst van het Rwandese drama. Ik denk dat alle parlementaire instellingen in ons land een voorbeeld kunnen nemen aan hetgeen door deze commissie werd gerealiseerd.

De voorbije dagen is er reeds veel inkt gevloeid en zijn er vanuit de meest diverse hoeken talloze commentaren uitgebracht op het verslag. De uitspraak die mij in dit verband het meest heeft getroffen, is die van Rwanda-expert professor Reyntjens, die in een uitzending van *Ter Zake* op de BRTN opmerkte: «Hoe een klein land groot kan zijn!» Dit is het mooiste compliment dat de commissie kon krijgen. In het rapport worden inderdaad «paard en ruit» genoemd en heeft men zich niet beperkt tot de kleine garnalen. Dit zou voor de meerderheidsfracties nochtans de gemakkelijkste en voor de verantwoordelijken de meest elegante oplossing zijn geweest.

Het rapport noemt de verantwoordelijken inderdaad met naam en toenaam tot op het hoogste niveau, zelfs tot op wereldniveau: de Verenigde Staten, Frankrijk en de Verenigde Naties. De toenmalige secretaris-generaal van de Verenigde Naties, Boutros Boutros-Ghali, en de toenmalige adjunct en huidige secretaris-generaal, Kofi Annan, worden expliciet vermeld.

Dat het rapport in de Verenigde Staten reeds resultaten heeft opgeleverd, bewijzen de uitspraken van vorige week van de Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken, mevrouw Allbright, die het falen van de Verenigde Staten tijdens het Rwandadrama toegaf en de excuses van haar land aanbood aan het Rwandese volk.

Wie het rapport van meer dan zevenhonderd bladzijden aandachtig heeft gelezen, heeft ongetwijfeld ingezien dat bij de afhandeling van het Rwandadosier inderdaad fouten, zelfs blunders, zijn gemaakt door de verschillende autoriteiten, zowel op nationaal als op internationaal vlak. Ik verwijs in de eerste plaats naar de Verenigde Naties, een bureaucratisch, log en miljardenverslindend apparaat dat nog meer dan vroeger door de Verenigde Staten wordt gedirigeerd.

In België werden er fouten gemaakt door de regering, de verantwoordelijke ministers, de legerleiding en volgens sommigen ook door het Parlement, dat te weinig belangstelling aan de dag zou hebben gelegd voor wat er in Rwanda gebeurde. Op een bepaald ogenblik kon ik in de commissie zelfs manoeuvres constateren die tot doel hadden Kamer en Senaat op dezelfde lijn te plaatsen als de regering ten einde het Parlement te laten fungeren als bliksemafleider. Dit was onterecht, want hoewel ik geen jarenlange ervaring heb in het Parlement en bovendien niet van de snuggersten ben, heb ik stilaan door dat de regering enkel aan het

Parlement zegt wat zij graag kwijt wil, vooral wanneer het om buitenlandse politiek en landsverdediging gaat. Hier spelen immers hogere staatsbelangen. De betrekkingen met andere staten zouden wel eens in het gedrang kunnen komen wanneer het Parlement, dat tussen haakjes nog altijd het volk vertegenwoordigt, te veel aan de neus wordt gehangen. Dit is geen persoonlijk verwijt aan de ministers Derycke en Poncelet. Deze gewoonte heeft altijd bestaan, ook toen de liberalen deel uitmaakten van de regering, wat intussen al een tijdje geleden is.

Dit geldt trouwens ook in andere dossiers. Ik denk bijvoorbeeld aan de hormonen- en de vleesfraude, waar ook reeds doden zijn gevallen. Ook in dat dossier heb ik persoonlijk ervaren dat wij, parlementsleden, door bepaalde ministers soms voor de «aap» worden gehouden. Indien het Parlement tijdens die cruciale maanden van de gebeurtenissen in Rwanda beter en juist geïnformeerd was geweest door de regering, dan zou het ook veel alerter hebben gereageerd op de ontwikkelingen in Rwanda en zou er veel kwaad zijn vermeden.

In het verslag worden in het hoofdstuk IV in 17 domeinen fouten, disfuncties en verantwoordelijkheden aangeduid, die volgens mij aantonen dat de regering het Rwandadossier nogal licht heeft aangepakt. Er was het onvoorwaardelijke geloof in de Akkoorden van Arusha; men ging ervan uit dat er een waterdicht akkoord bestond tussen de strijdende partijen. Ons land was uitdrukkelijk gevraagd zowel door de betrokken partijen als door de Verenigde Naties om deel te nemen aan de vredesmacht. Er waren de historische en religieuze banden tussen Rwanda en België. Er was de aanwezigheid in Rwanda van 1 600 landgenoten. Er was druk vanuit verschillende hoeken, niet in het minst vanuit de omgeving van het koningshuis, opdat ons land zijn verantwoordelijkheid zou opnemen bij de vredesoperatie in Rwanda. Dit alles leidde ertoe dat de beslissing om deel te nemen aan UNAMIR door de regering als een routineklus werd afgehandeld. Vandaag wordt het weliswaar anders gezegd door politici, bevoorrechte getuigen die in 1993-1994 regeringsverantwoordelijkheid droegen, maar ik heb dat in ieder geval niet kunnen opmaken uit de getuigenissen voor de commissie of uit de regeringsdocumenten die ter beschikking van de commissie werden gesteld.

Ik ben tot de mening gekomen dat het Rwandadossier maar een van de vele dossiers was die de Ministerraad in het najaar van 1993 op tafel kreeg, naast het voorzitterschap van de Europese Unie, het Globaal Plan en de aanwezigheid van troepen in ex-Joegoslavië. Als gevolg van deze loodzware agenda werd de deelname aan UNAMIR door de Ministerraad als het ware in de marge afgehandeld. De regering voerde nooit een ernstige discussie over de getalsterkte van de troepen, met uitzondering van het dovemansgesprek tussen minister Delcroix en generaal Charlier, dat die laatste als een «marchandage», vrij vertaald als «koehandel», bestempelde. De regering voerde ook nooit een diepgaande discussie over het mandaat, de *Rules of Engagement*, de geloofwaardigheid van andere buitenlandse contingents, de *Quick Reaction Force*, enz.

Eenmaal de regering op 19 november 1993 beslist had aan UNAMIR deel te nemen was het de taak van de minister van Landsverdediging en de generale staf om het verloop van de missie op militair vlak te volgen. Vooral de toenmalige minister van Landsverdediging heeft er zich zeer gemakkelijk van afgemaakt. Hij ging uit van de redenering: «de operationele problemen behoren tot de bevoegdheid van de generale staf want daar heb ik geen verstand van, en bovendien zijn onze soldaten in het kader van UNAMIR overgedragen aan de Verenigde Naties. De eindverantwoordelijkheid voor hun veiligheid ligt dus bij de Verenigde Naties.»

In de periode van augustus 1993 tot april 1994 komt de toenmalige minister van Landsverdediging in het hele dossier en in het verslag nauwelijks voor. Tijdens de commissiewerkzaamheden heb ik me overigens voortdurend zitten afvragen of wij in die periode wel een minister van Landsverdediging hadden. Waar zat die man toch? Wat heeft die toen toch gedaan?

Alleen wanneer hij in maart 1994 met een gevolg van 65 personen, parlementsleden en journalisten, neerstreek in Kigali, kwam hij nadrukkelijk in beeld. Dat moet mijns inziens eerder een verkiezingsstunt in de campagne voor de Europese verkiezingen in juni zijn geweest dan een werkbezoek om zich echt te vergewis-

sen van de ernst van de Rwandese situatie. Mevrouw Maes, een lid van de delegatie beweerde voor de commissie overigens dat de minister zich tijdens dit bezoek gedroeg als een «olifant in een porseleinwinkel».

Als ik collega Delcroix een raad mag geven, dan zou ik zeggen:

«Verlaat op kousevoeten de politiek en leef u uit in zaken doen, want dat is uw specialiteit.»

**De heer Vandenberghe (CVP).** — Dat is niet nodig, mijnheer Hostekint, de heer Delcroix is in deze zeer sereen.

**De heer Hostekint (SP).** — Mijn beschouwingen over het optreden van de gewezen minister van Landsverdediging hebben geenszins de bedoeling om de verantwoordelijkheid van de toenmalige minister van Buitenlandse Zaken te minimaliseren of te verdoezelen. Mocht de minister van Landsverdediging een partijgenoot van mij zijn geweest, dan zou ik net hetzelfde hebben gezegd.

**De heer Vandenberghe (CVP).** — Mijnheer Hostekint, de leden van de regering nemen hun verantwoordelijkheid collectief op.

**De heer Hostekint (SP).** — Ik heb mijn werk in de commissie nooit laten leiden door eng partijpolitieke belangen. Mijn collega's commissieleden kunnen daarvan getuigen.

Wanneer men de activiteiten van de beide ministers in de bewuste periode vergelijkt, valt er toch een objectief verschil op. De minister van Buitenlandse Zaken heeft zonder enige twijfel beoordelingsfouten gemaakt. Hij heeft dit overigens zelf voor de commissie toegegeven, en dat siert hem. Maar hij zat ten minste niet stil.

Na zijn bezoek aan Kigali in februari gaf de minister zeven instructies aan onze vertegenwoordigers bij de Verenigde Naties om tot op het hoogste niveau bij Boutros-Ghali en de Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken Christopher, te pleiten voor een versterking van het mandaat.

Dat de inspanningen van Buitenlandse Zaken en de demarches van de diplomaten in New York te licht wogen en uiteindelijk geen effect hadden, is in grote mate, zoniet uitsluitend toe te schrijven aan het veto van de permanente leden van de Veiligheidsraad, inzonderheid van de Verenigde Staten. Ook na de gebeurtenissen van 6 en 7 april bleven de Verenigde Staten weigerachtig tegenover een uitbreiding of een versterking van het mandaat, ook al wist men in New York heel goed dat er in Rwanda een genocide aan de gang was.

Toen de regering besliste de Belgische Blauwhelmen terug te trekken gold het motto — en ik ben eigenlijk beschaamd dat te moeten zeggen — «eigen volk eerst». Ik herinner me nog als gisteren de reacties van de man en de vrouw in de straat, de *vox populi*, toen in april 1994 de dood van de Belgische para's bekend werd: «Haal de Belgische soldaten en de Belgen daar als de bliksem weg voor er nog meer Belgische slachtoffers vallen. En laat de zwarten hun stammenconflicten onder elkaar uitvechten.» Een primaire en verwerpelijke reflex, maar een ander geluid heb ik niet gehoord, ook niet in het Parlement of in de pers. Dit wordt trouwens bevestigd door het verslag van de ad hoc-groep Rwanda.

Het gaat hier dus om een collectieve schuld én van de ganse internationale gemeenschap én van de hele Belgische politieke klasse én van de hele Belgische gemeenschap. Voor deze bladzijde uit de hedendaagse geschiedenis zou de westerse wereld eigenlijk van schaamte in de grond moeten zinken.

Mijnheer de eerste minister, u wordt in het verslag niet bij naam genoemd, maar u was in 1993-1994 wel eerste minister, de roerganger zoals men dat pleegt te noemen, of, om het in voetbaltermen uit te drukken, de trainer van de ploeg. Als eminent voetbalkenner moet u weten dat wanneer het slecht gaat met een ploeg, doorgaans de trainer als eerste de laan wordt uitgestuurd. Ik was ten zeerste geschokt toen u voor de commissie verklaarde dat u in dezelfde omstandigheden opnieuw zou beslissen de Belgische troepen terug te trekken. Ik ga niet zo ver uw ontslag te eisen. Wie ben ik, overigens om dat te doen? Dat zou u trouwens een zorg zijn! Ik vind het echter wel uw morele plicht als vertegenwoordiger van de Belgische natie uw spijt voor de gemaakte



fouten uit te drukken en aan de slachtoffers en de families vergiffenis te vragen. In uw plaats zou ik dat zeker doen. Immers, zoals Yves Desmet in *De Morgen* van 9 december schreef: «Geen regeerdersleider was ooit groter dan Willy Brandt die op zijn knieën neerzeeg voor het monument dat de joodse genocide herdacht.» (*Applaus.*)

**M. le président.** — La parole est à M. Nothomb.

**M. Nothomb (PSC).** — Monsieur le président, n'est-ce pas un signe du déclin des sociétés de refuser de voir la réalité en face, de ne pas procéder à son propre examen de conscience et de ne pas rectifier ce qu'il y a lieu de rectifier? La Belgique a prouvé, à travers son Parlement, que ce pays était sain et pouvait réagir avec lucidité face à des épreuves difficiles.

Le rapport de la commission Rwanda que nous avons à examiner aujourd'hui est à mettre à l'honneur de notre régime parlementaire qui a osé procéder à une évaluation, sans faux-fuyants, de la participation de la Belgique à l'opération de maintien de la paix des Nations unies au Rwanda, la MINUAR. Les conclusions et les recommandations de ce rapport sont exprimées dans un langage fort, clair et concret. Cette démarche honore notre Sénat et également la Belgique en tant qu'État membre de la communauté internationale.

Je pense qu'un tel débat n'aurait pas pu avoir lieu dans nombre d'autres pays et à plus forte raison, non démocratiques. Je le regrette, car il est nécessaire.

Le hasard de mes fonctions antérieures a voulu que je sois le premier, en tant que président de la Chambre, à saluer les dépouilles mortelles des Casques bleus belges tombés au Rwanda. Ces soldats sont tombés, dans des circonstances difficiles, pour défendre une tâche grande et noble, celle de servir la paix.

Nous devons être fiers de nos morts comme d'une blessure subie dans un combat pour une noble cause.

Notre deuil collectif ne pourra être clôturé que lorsque la justice aura été rendue. Ce rapport constitue une première étape. Il est possible de mieux comprendre les faits tels qu'ils se sont déroulés et de mieux saisir les réactions des uns et des autres. Il est difficile de juger l'attitude de personnes, d'officiers qui, placés dans des conditions difficiles et extrêmes, ont dû procéder à des appréciations rapides sur la base d'informations imprécises dont ils disposaient. Si des fautes ont été commises, il appartient aux instances compétentes de prendre les mesures adéquates, mesures que je souhaite impartiales et fermes mais sans injustice.

Les Casques bleus belges ont été assassinés par des militaires rwandais dans un camp militaire de l'armée officielle alors qu'ils agissaient dans le cadre d'une mission de paix des Nations unies. Le gouvernement belge doit veiller à ce que les coupables soient poursuivis et traduits devant les instances judiciaires compétentes. Si des témoins importants ou des suspects sont identifiés et repérés, le gouvernement belge doit entreprendre tout ce qui est en son pouvoir, par des démarches judiciaires et politiques, pour amener les coupables devant une juridiction belge ou internationale.

Il appartient à la justice belge, rwandaise et internationale d'identifier et de punir tous les coupables où qu'ils se trouvent. Comme le note très justement le rapport, «l'impunité est elle-même source de violence». Il n'existe pas de paix durable sans que la justice ait été rendue. L'effort de mémoire est également une nécessité. On pourrait avoir la tentation de garder le silence en guise d'hommage ultime d'une conscience révoltée devant un crime aussi incompréhensible qu'un génocide. Si le silence n'est pas adéquat, la «sanctuarisation» ne l'est pas plus.

En relisant certaines pages du livre de Gérard Prunier, *History of a Genocide*, je ne peux m'empêcher de revenir sur la véritable nécessité de comprendre les causes des échecs et des faillites au Rwanda. Comment ce pays a-t-il pu sombrer dans une telle tourmente? Il convient de disséquer, d'analyser les mécanismes qui ont conduit ce pays à une telle catastrophe. La vision des médias ou de la propagande risque de donner une image déformée de la signification de la mort de toutes ces victimes. «L'homme est largement

une construction sociale, et lui nier le sens social de sa mort est une manière de le tuer une seconde fois, premièrement dans la chair, deuxièmement dans l'esprit», écrit Gérard Prunier avec beaucoup de pertinence.

Cette compréhension, cette vérité est le meilleur mémorial que nous pouvons dresser en l'honneur des victimes du génocide rwandais. Ce travail d'explication, de recherche de la vérité est également le meilleur hommage que le Parlement belge pouvait rendre à ses propres citoyens, pour que leur mort ne soit pas inutile.

Mais cette mort resterait inutile si elle ne devait servir à corriger le présent et à préparer l'avenir. Le rapport trace un certain nombre de recommandations. J'encourage le gouvernement à mettre en œuvre les réformes politiques, administratives et militaires nécessaires.

La question de la participation future de la Belgique à des missions des Nations unies est posée. La participation de la Belgique a de nombreuses opérations, ailleurs dans le monde, par exemple en Slavonie, se déroule de manière exemplaire. Notre pays y a gagné beaucoup de crédit et la communauté internationale en sort renforcée.

Évidemment, en ce qui concerne le Rwanda nous savons aujourd'hui que nous aurions dû exiger plus de garanties de la part des Nations unies. Sans doute le gouvernement de l'époque a-t-il fait un pari trop audacieux pour la paix au Rwanda. Il est certainement plus facile de le dire maintenant qu'au moment de la décision et avant le drame. Il convient de reconnaître que n'étant qu'une moyenne voire une petite puissance limitée dans ses moyens, il était impossible que la Belgique se porte seule, ou comme principale intervenante, garante des Accords d'Arusha. Ni seule ni avec ceux qui ont collaboré avec elle, la Belgique ne disposait de la force nécessaire, d'autant que l'on a pu constater après coup que d'autres partenaires avaient des objectifs différents de celui de la paix.

Je ne peux admettre que certains prennent avantage de situations difficiles pour porter préjudice à leur pays ou à leur gouvernement actuel. Il faut affirmer, dans cette enceinte, que la Belgique ne peut être tenue pour responsable du génocide au Rwanda. La Belgique a osé faire le pari de la paix au Rwanda et elle s'y est engagée de bonne foi et de manière concrète sur le terrain. Elle l'a payé chèrement de la vie de plusieurs victimes civiles et militaires belges. Et s'il existe une responsabilité collective de la communauté internationale vis-à-vis des événements du Rwanda, il faut que la communauté internationale — y compris la Belgique — fasse collectivement son examen de conscience. La Belgique ne peut servir de bouc émissaire pour une faillite collective. Le Sénat belge a lancé le mouvement.

Je souhaite que ce mouvement de vérité gagne d'autres nations et surtout les organisations internationales lorsqu'elles prennent des responsabilités. Il est trop facile de se retrancher derrière quelques grands principes et d'inciter à la construction de la paix mondiale sans prendre des risques concrets sur le terrain. C'est vrai pour les organisations internationales, mais c'est vrai aussi pour les pays qui ne participent pas à cet effort international pour la paix. Peut-être ces derniers sont-ils davantage responsables que ceux qui font l'effort d'essayer. Ainsi, il faut se demander si la communauté internationale, y compris la Belgique, n'a pas failli lorsqu'il y a un an il a été impossible d'envoyer une force internationale pour assurer le secours humanitaire des réfugiés dans l'est du Zaïre. Les morts s'y comptaient par milliers. N'était-ce pas là une faillite majeure, faute d'avoir tiré les leçons du passé ou d'avoir été capable de faire l'effort? La Belgique était prête et les pays qui se sont opposés à l'envoi de cette force sont responsables.

Je remercie donc les membres de la commission pour le travail important fourni, et spécialement les membres sociaux-chrétiens qui y ont participé. Tous ont constamment cherché la vérité et ont veillé à ce que ce rapport soit le plus équilibré et le plus objectif possible. (*Applaudissements.*)

**M. le président.** — La parole est à Mme Lizin.

**Mme Lizin (PS).** — Monsieur le président, j'ai souhaité m'exprimer dans ce débat non pour traiter de l'un ou l'autre chapitre de cette somme magistrale que vient de publier notre commission, mais pour souligner l'honneur du Sénat, de notre fonction parlementaire et de ce travail exceptionnel qui ne peut ni ne doit faire l'objet d'une lecture politicienne ou partisane.

Dans 20, 30, 50 ans, ce rapport sera encore d'actualité car l'Afrique centrale sera toujours un lieu difficile de cohabitation.

Les frontières de cette Afrique centrale auront changé sans doute et le génocide rwandais apparaîtra toujours, de plus en plus, comme l'événement central de rééquilibrage, de changement de rapport de forces politiques, régionales et continentales.

Quelques amis qui nous sont géographiquement proches traiteront ce texte de strip-tease masochiste d'un néocolonialisme devenu inefficace. Certes, un pays qui peut s'offrir le luxe d'une transparence démocratique aussi forte, qui vise précisément les activités militaires dans ce qu'elles ont de plus fermé, se condamne à être l'objet de quelque méfiance à l'avenir, méfiance bilatérale ou multilatérale.

Méfiance fondée diront ceux qui estiment qu'un rôle décisif en Afrique ne peut être mené qu'avec l'appui d'une armée forte et de services de renseignements profondément protégés. Nous ne sommes plus de ceux-là désormais et nos alliés le savent tout autant que nos ennemis en Afrique.

Cela ne doit pas nous empêcher, monsieur le Premier ministre, d'y mener une politique active. La somme d'informations que nous déposons aujourd'hui ne révélera ses richesses et ses zones d'ombre qu'au fur et à mesure du temps qui s'écoule, des vérités qui se découvriront, des remords, des vengeances. Cette somme nous fera apprécier, je l'espère, auprès des familles des paras, d'une partie de l'armée peut-être, et de ceux qui veulent la vérité sûrement. Mais, par ailleurs, les forces du silence sont toujours présentes en ennemies bien actives de cette démarche, car la brutalité des forces en jeu sur le terrain n'a pas diminué d'un iota aujourd'hui.

Rappelez-vous le point de départ de cette démarche parlementaire exceptionnelle, à savoir un rapport déposé devant la commission chargée du suivi du Comité R, par le Comité R lui-même et sa présidente. Ce texte démontrait la volonté de cacher l'existence d'un document clé échangé par deux services de renseignements de l'État. Le document en question évoquait une zone d'ombre dont la profondeur s'est accrue et paraît encore plus criante au terme des 700 pages de notre rapport. Je veux parler, en fait, de l'attentat du 6 avril qui a déclenché le génocide. Les familles des paracommandos, relativement isolées dans leur combat, ont immédiatement pris au bond le rapport du Comité R. Leur persévérance est finalement récompensée démontrant ainsi la force des voix justes, coalisées, dans notre pays. À cet égard, nous avons un autre grand exemple en mémoire.

Il est tout à l'honneur du Sénat d'avoir vaincu les forces du silence à propos du génocide. L'aurait-il fait sans l'acharnement de dix familles qui devinaient l'imprononçable? Soyons modestes et francs! Jamais un État, même le plus démocratique, ne se serait engagé spontanément dans ce processus. À quoi dès lors faut-il attribuer ce phénomène? À la certitude que nous ne mènerons plus jamais d'actions militaires en Afrique centrale?

À mon avis, ce choix ne serait pas souhaitable, comme ne le serait pas une critique globale des Nations unies qui n'irait pas au fond des éléments de décisions de cette structure. Par exemple, qui, le 7 avril déjà, faisait savoir au responsable du D.P.K.O., Kofi Annan, qu'il était inutile d'espérer un renforcement du côté américain? Ce petit fil là n'est-il pas tout aussi décisif, sinon plus, que tous les manquements en équipements pour apprécier les responsabilités? L'allié — à ce moment là déjà ancien — du FPR, a-t-il mal apprécié le risque? La démocratie américaine pourra-t-elle se permettre d'organiser un débat similaire au nôtre? Dans 50 ans au plus tard, ceux qui continueront ce travail — et les enfants des victimes seront bien présents — le sauront. Ainsi agissent aujourd'hui ceux qui ont obtenu le procès Papon en France. Le génocide rwandais conduira immanquablement à de tels procès.

Aujourd'hui, je suis convaincue que nous sommes, décidément, un peu masochistes. Notre travail est l'explication d'une succession de dysfonctionnements, militaires et institutionnels, nationaux et multilatéraux, et de désarmement moral de nos paracommandos par leur hiérarchie, au nom d'une amitié qui, en 1994, ne subsistait plus que dans l'esprit de certains nostalgiques dont l'archétype est M. Vincent. Nous ne pouvons accepter de porter le génocide sur nos seules épaules ou de le laisser reposer sur celles de notre armée. Le même travail doit être accompli — comme nous le demandons dans le rapport — sur l'attentat déclencheur et sur les alliances militaires présentes sur le terrain. Il faut que nous veillions à ce que cette première pierre apportée à l'édifice de la vérité sur le génocide soit suivie d'autres pour comprendre l'architecture complète de ce drame commencé voici 38 ans et, par dessus tout, pour éviter de nous en tenir à une vérité partielle. Rien n'est plus lâche que de refuser d'assumer ses responsabilités.

En ce qui me concerne, je n'en ai qu'une seule. Je l'assume en profondeur et avec fierté, ce qui explique sans doute mon écœurement de longue date quant à ce dossier. En 1990, à l'époque où j'exerçais les fonctions de secrétaire d'État au sein du gouvernement de Wilfried Martens, j'avais déjà découvert, grâce aux milieux laïcs, l'horreur permanente, la brutalité absolue de la situation des Tutsis au Rwanda. Des contacts avaient eu lieu avec un jeune militaire déjà si solide, combattant pour que les siens reviennent au pays. Philippe Moureaux, en ce temps-là vice-Premier ministre, avait eu connaissance de ces informations et partageait ce sentiment et cette force politique. Je suis fière de la décision-clé prise le 12 octobre 1990 de refuser d'effectuer enfin la livraison d'armes à Habyarimana. Cette décision était déjà motivée par des éléments qui auraient dû nous permettre d'éviter les erreurs commises par la suite, en 1993 et en 1994. Nous l'avions obtenu de haute lutte. S'enfoncer dans l'erreur, refuser de tenir compte des informations, oui, certains Belges qui ont participé au « désarmement moral » l'ont fait, aveuglément et parfois de bonne foi. Et sans doute le font-ils encore. Un État comme le nôtre ne peut se le permettre. Il doit être un soutien à la dignité des familles de nos paras et, au Rwanda, à la reconstruction d'une vie sociale, qui est possible entre ceux qui n'ont pas tué.

Notre gouvernement ne peut laisser ce rapport sans suite, monsieur le Premier ministre. Il serait utile de poser deux actes clés: d'abord, demander au gouvernement rwandais quel type de collaboration lui paraît nécessaire en ce qui concerne la recherche des génocidaires qui se trouvent sur le territoire belge et quels engagements nous pouvons prendre vis-à-vis des rescapés du génocide présents sur notre territoire; ensuite, proposer de se rendre à Kigali pour définir, au plus haut niveau de notre État, comment reconstruire une relation basée sur le respect de chacun.

Des gestes symboliques d'amitié, d'invitation sont possibles, vous le savez, monsieur le Premier ministre. Il faut les poser, vite. Ce sera la conclusion concrète et constructive de notre travail. (*Applaudissements.*)

**M. le président.** — La parole est au Premier ministre.

**M. Dehaene, Premier ministre.** — Monsieur le président, les événements dramatiques qui se sont produits au Rwanda en 1994, ont donné lieu à une enquête minutieuse par la commission d'enquête du Sénat sur les causes et les circonstances dans lesquelles ils se sont déroulés. Au moment où le Sénat examine le rapport de la commission en séance publique et avant de réagir à son sujet, je voudrais vous faire part de quelques sentiments personnels.

Contrairement à l'impression qui, manifestement, a été celle de certains — mais je sais que l'expression des sentiments n'est pas nécessairement mon point fort —, j'ai été profondément marqué par les événements dramatiques du Rwanda. Que les familles endeuillées sachent combien je partage personnellement leur chagrin, leur douleur et regrette de n'avoir pas toujours été capable de le leur exprimer.

Assumer la coresponsabilité des décisions qui ont influencé le cadre dans lequel ce drame s'est déroulé, est un fardeau lourd à porter, même si l'on n'a pas de prise sur tous les événements et toutes les circonstances. Tel est le prix de la responsabilité.

Je voudrais m'adresser aux familles des dix paras tombés en service commandé au cours d'une mission de paix au Rwanda, aux parents des victimes civiles parties pour aider au développement de ce pays, aux proches des centaines de milliers de victimes rwandaises, et leur dire combien j'ai partagé — et combien je partage — leur douleur.

Je souhaite rendre un hommage particulier à chacun de nos dix paras: leur engagement héroïque en faveur de la paix au Rwanda a forcé l'admiration de tous; leurs familles peuvent être fières d'eux. Ils sont un exemple de courage et d'abnégation pour leur entourage et pour nous.

Par respect à l'égard des soldats assassinés, le gouvernement est disposé à examiner avec bienveillance la proposition de faire du 7 avril une journée d'hommage officielle à la mémoire des militaires ayant perdu la vie au cours d'opérations humanitaires. Je m'attacherai personnellement à défendre cette proposition.

Même si, dans les circonstances actuelles, aucun mot ne pourra jamais traduire la souffrance de la séparation, je voudrais dire aux familles de nos dix paracommandos combien je partage leur peine. Rien ne pourra jamais adoucir ni réparer la perte d'un époux, d'un père, d'un fils, d'un frère dans des circonstances aussi cruelles.

Le rapport de la commission m'a fait prendre conscience de plusieurs manquements commis, à mon grand regret, à l'égard des familles des victimes à l'issue du drame. Je tiens, au nom du gouvernement, à leur présenter mes excuses les plus sincères.

Je comprends la ténacité des familles à faire toute la clarté sur les circonstances qui ont coûté la vie à nos dix paracommandos. Nous pouvons en tirer les leçons nécessaires pour l'avenir afin que personne n'ait, un jour, à traverser l'épreuve qui est la leur, afin que de tels drames ne se reproduisent plus à l'avenir. Leur persévérance n'est pas étrangère à l'aboutissement du rapport de la commission du Sénat que nous examinons aujourd'hui. Ce rapport démontre, d'une part, les manquements et les dysfonctionnements lors de la mise en place de la MINUAR et formule, d'autre part, des recommandations. Il revient au gouvernement et au Parlement de veiller à ce que celles-ci ne restent pas lettre morte.

Je présente mes sincères condoléances aux familles des victimes civiles, parmi lesquelles se trouvaient des coopérants partis pour soutenir le développement d'un pays ami. Nous ne pouvons pas rester insensibles à la tragédie des morts au Rwanda, victimes d'une haine insensée.

Je souhaite que cette partie de l'Afrique, où la Belgique a une part de son cœur, puisse surmonter le drame et recouvrer la paix, indispensable pour son développement. Le Rwanda est un pays torturé dont la population aspire à la paix, à la justice et à la prospérité. La population rwandaise est en droit de faire valoir ses revendications auprès de la communauté internationale ainsi qu'auprès de la Belgique. Le gouvernement y répondra en concertation et en collaboration avec le gouvernement rwandais.

De onderzoekscommissie had tot doel na te gaan welk beleid de Belgische en internationale overheden hebben gevoerd, meer in het bijzonder welke acties zij hebben ondernomen, en eventueel besluiten te formuleren aangaande de verantwoordelijkheden en de maatregelen die in de toekomst zouden moeten worden genomen. De onderzoekscommissie van de Senaat nam haar taak op met de bedoeling, ik citeer: «Hierbij niet mensen met de vinger te wijzen, maar na te gaan wat er van augustus 1993 tot april 1994 fout is gelopen, zodat naar de toekomst toe lessen kunnen worden getrokken en kan worden verhinderd dat opnieuw dezelfde vergissingen worden begaan als in het verleden.» Ik ben het eens met de commissie dat dit het beste eerbetoon is dat we aan de tien vermoorde paracommando's en aan de slachtoffers van de genocide kunnen betuigen, zodat hun dood niet helemaal nutteloos is geweest.

De aandacht moet in de eerste plaats gaan naar de aanbevelingen die de commissie tot besluit van haar werkzaamheden heeft geformuleerd. Vooraleer evenwel op de besluiten van de commissie in te gaan, wil ik wijzen op twee gevaren waarvoor de commissie ook zelf waarschuwt. Zij wijst er uitdrukkelijk op dat de vaststelling van een aantal disfuncties en verantwoordelijkheden «het gevaar inhoudt dat de positieve elementen niet meer naar voren

komen». Met de commissie wens ik dan ook voorafgaand te onderstrepen dat talrijke personen en organisaties, burgerlijke zowel als militaire, zich waarschijnlijk hebben ingezet en het bewijs hebben geleverd van grote bekwaamheid. Ik wil hen hiervoor uitdrukkelijk hulde brengen.

Een tweede gevaar is de «interpretatie a posteriori», dit wil zeggen in het licht van gebeurtenissen en feiten die op het ogenblik van de besluitvorming niet konden gekend zijn. Er is een hemelsbreed verschil tussen beoordelen achteraf en oordelen vooraf. Degene die verantwoordelijkheid moet nemen bevindt zich steeds in de laatste situatie.

Beide gevaren zijn inherent aan de werking van een onderzoekscommissie. Ook de lezer van het verslag over de werkzaamheden van de commissie moet zich daar voortdurend van bewust zijn, wil hij niet tot verkeerde conclusies komen.

Le gouvernement regrette profondément que des soldats belges aient perdu la vie en exécutant la décision prise par le gouvernement de l'époque d'envoyer des troupes au Rwanda dans le cadre de l'opération MINUAR. Il regrette que cette opération de maintien de la paix ait échoué. Il déplore également qu'à la suite de l'échec de cette opération, des centaines de milliers de Rwandais innocents aient été lâchement assassinés.

Le gouvernement n'a certainement pas pris à la légère la décision de faire participer des soldats belges à l'opération MINUAR. Cette décision visait précisément à assurer la cohabitation pacifique des deux communautés rwandaises, en exécution des Accords d'Arusha, et ce à la demande explicite des parties en présence et des Nations unies.

La commission parle d'erreurs d'appréciation et de manquements dans le processus décisionnel au sein du gouvernement. Quand on parle de telles erreurs, il convient de manier avec prudence des jugements émis a posteriori. Nous avons pris des décisions sur la base des éléments dont nous disposions à l'époque et des analyses que nous étions en mesure de faire à ce moment. Prendre des éléments en considération au moment de la décision est autre chose qu'apprécier ceux-ci lorsque l'on a connaissance du déroulement des événements. Juger de ce qui se serait produit si l'on avait pris une autre décision relève du domaine de la supputation et de la spéculation. Toute décision d'envoi de troupes comporte des risques car il faut apprécier des inconnues que, par définition, l'on ne maîtrise pas. Par après, il faut évidemment évaluer le cours des événements et en tirer les leçons qui s'imposent afin d'éviter que les mêmes choses se reproduisent.

À l'évidence, l'expérience du Rwanda a joué un rôle décisif dans la décision que nous avons prise de ne pas participer à une opération au Kivu l'année passée. Mais, comme je l'ai déjà dit devant la commission, j'ai la ferme conviction que cette décision de la Belgique, motivée par le fait qu'il s'agissait d'intervenir dans une ancienne colonie, a contribué à ce que, finalement, aucune opération ne soit entreprise, même à l'égard des massacres qui ont été perpétrés. Nous étions pratiquement les seuls défenseurs tenaces d'une intervention internationale, mais notre plaidoyer perdait toute crédibilité en raison de notre refus, justifié à la suite des événements du Rwanda, de fournir des troupes belges. Ce faisant, nous avons aussi notre part de responsabilités dans l'échec collectif de la communauté internationale au Kivu.

Au Rwanda aussi, il était évident que, si la Belgique avait refusé de participer à une opération, il n'y aurait pas eu d'opération des Nations unies visant à l'exécution des Accords d'Arusha, lesquels devaient permettre la mise en place d'un État de droit démocratique. Personne ne peut dire ce qui se serait produit si nous n'étions pas allés dans ce pays. Cependant, je suis persuadé qu'à l'époque, un refus belge fondé sur ce que la commission appelle aujourd'hui une «appréciation correcte» n'aurait pas été bien considéré par le Parlement belge de l'époque et aurait sans doute rapidement conduit à une guerre civile au Rwanda.

Avec le recul et à la lumière des événements qui se sont produits, il paraît évident que le mandat des Nations unies et les soi-disant *rules of engagement* étaient inappropriés. Ici aussi, nous avons tiré les leçons de l'opération ATNUSO en Slavonie orientale, pour laquelle nous avons au préalable négocié le mandat avec les Nations unies ainsi que les *rules of engagement*.

Au moment de prendre la décision au sujet du Rwanda, la conception générale des Nations unies était tout à fait différente et l'expérience de ce type d'opération bien moins importante. À l'époque, les pays qui envoyaient les troupes n'étaient pratiquement pas associés à la définition du mandat. Généralement, l'approche était celle d'une opération de maintien strict et limité de la paix à laquelle nous avons également souscrit. À ce moment, cette décision fut d'ailleurs peu, voire pas du tout contestée.

Une chose doit être claire, ces décisions ont été prises collégalement par l'ensemble du gouvernement, elles furent loin d'être prises à la légère. Nous étions pleinement conscients des risques inhérents à notre décision. Nous avons pris nos responsabilités à la lumière des renseignements dont nous disposions à ce moment. Je comprends, que lors d'une appréciation a posteriori, la commission sénatoriale parle de déficience dans le processus décisionnel des Nations unies et du gouvernement belge même si, dans des circonstances données, nous l'avons suivi aussi minutieusement que possible.

Le débat sur ce sujet est important pour les familles des victimes qui veulent comprendre et obtenir que les soldats qui sont ou seront affectés à d'autres opérations le soient dans les meilleures conditions. C'est pour cette raison que le gouvernement souligne l'importance de ce rapport et qu'il entend se rallier aux recommandations formulées et les traduire concrètement dans sa politique.

Le constat, par la commission, de plusieurs manquements sur le plan de la coordination, de l'échange d'informations et du suivi est également important et des propositions de réponses structurées devront être élaborées.

Le gouvernement transmettra officiellement le rapport de la commission aux Nations unies afin que celles-ci puissent l'étudier et y donner une suite appropriée. L'état-major des forces armées belges devra également l'analyser, tirer les conclusions qui s'imposent et prendre toutes les mesures utiles, ce qu'il a déjà fait sur la base de son propre constat.

En temps utile, le ministre de la Défense nationale fera rapport à ce sujet devant le Parlement.

Tout doit être mis en œuvre pour assurer des conditions de sécurité optimales à nos soldats, d'une part, et, d'autre part, une plus grande efficacité des opérations, ce que, le rapport du Sénat a clairement démontré, nous n'avons pas suffisamment réussi à faire dans cette opération au Rwanda, j'en suis bien conscient.

Notre responsabilité consiste à tirer les leçons pour l'avenir en fonction des recommandations de la commission. Ces dernières répondent d'ailleurs largement à nos propres conclusions, nous les avons donc déjà anticipées dans une large mesure.

Een specifieke evaluatie moet worden gemaakt van de gebeurtenissen na 7 april 1994. Ik kan de eindconclusie van de commissie hieromtrent, namelijk dat de internationale gemeenschap en sommige van haar leden, waaronder België, in april 1994 hebben gefaald, onderschrijven. De genocide in Rwanda is een zwarte bladzijde in de geschiedenis. Dat er toen geen bijkomende en sterker bewapende troepen werden gestuurd met een uitdrukkelijk *peace making*-mandaat om te trachten de genocide te voorkomen, is een tragische en collectieve tekortkoming van de wereldgemeenschap in het algemeen en van de Verenigde Naties in het bijzonder. Alle Lid-Staten en meer bepaald deze die deel uitmaken van de Veiligheidsraad hebben gefaald. Zo zijn wij jammer genoeg enkele jaren later ook in Kivu tekortgeschoten.

Wat de Belgische UNO-troepen betreft, kon enkel worden overwogen ze in te schakelen in een uitdrukkelijke *peace making*-operatie. Dit zou een nieuwe opdracht zijn en een kwantitatieve en kwalitatieve versterking van de troepenmacht vereisen. Alleen kon en mocht België niets doen. Aangezien noch het ene, de kwantitatieve versterking, noch het andere, de kwalitatieve versterking, was gerealiseerd, en de grote landen aanwezig op het terrein en de Veiligheidsraad dit integendeel weigerden en gelet op de anti-Belgische hetze ter plaatse, zou het onverantwoord geweest zijn onze troepen niet uit Rwanda terug te trekken. Wij zouden dan immers het risico lopen nog grotere verliezen te lijden, precies door de kloof tussen het mandaat en de werkelijkheid. Zoals in het verslag wordt opgemerkt, bestond hierover destijds een zeer ruime consensus.

De vraag die mij in de commissie werd gesteld over de terugtrekking van de troepen was eigenlijk niet relevant. Erop antwoorden was vanmijnentwege onhandig. Ik had dit beter niet gedaan en het spijt me dat ik het toch heb gedaan. Indien wij immers in 1993 hadden geweten wat wij vandaag weten, dan zou België, zoals uit de conclusies van de commissie ook voortvloeit, niet hebben deelgenomen aan UNAMIR. Dan zouden wij in Rwanda wellicht dezelfde situatie gekend hebben als in Kivu. Dit was eigenlijk het enige juiste antwoord.

In dit verband moet ik ook de internationale juridische context en meer bepaald een aantal basisprincipes inzake humanitaire interventies benadrukken. In het internationaal recht prevaleert het beginsel van de non-interventie. Hierop zijn slechts strikt gereguleerde uitzonderingen mogelijk. Een gewapende interventie is enkel mogelijk of toegelaten mits een mandaat van de Veiligheidsraad. Het mandaat zelf moet gebaseerd zijn op de vaststelling dat de internationale vrede en veiligheid wordt bedreigd of is verbroken. Ook al is het internationaal recht zo geëvolueerd dat de Veiligheidsraad een steeds nauwere band legt tussen de humanitaire situatie in een bepaald land en de bedreiging van de vrede of de veiligheid, toch moet in het geval van Rwanda worden vastgesteld dat de Veiligheidsraad niet in staat was een dergelijk mandaat te geven.

D'ici à la fin du mois de janvier, le gouvernement présentera au Parlement une note de politique générale qui dressera un inventaire complet de toutes les mesures politiques et d'exécution qui ont déjà été prises dans la ligne du rapport du Sénat. Elle énumérera également les mesures que le gouvernement souhaite encore prendre sur la base du rapport du Sénat. Cette note de politique générale explicitera aussi la philosophie et les grandes lignes de la politique du gouvernement en matière d'opérations militaires à l'étranger. Lors de la rédaction de cette note, le gouvernement prendra en compte les recommandations de la commission d'enquête. Il fera un rapport annuel au Parlement sur l'état d'exécution de cette note d'orientation générale. Ainsi, le gouvernement veut rencontrer l'invitation de la commission de faire annuellement un rapport sur les progrès réalisés.

Le gouvernement souhaite également informer davantage le Parlement qu'il ne le fit précédemment, au sujet du déroulement des opérations militaires belges à l'étranger. À cet égard, le gouvernement veut répondre aux demandes et aux suggestions de la commission. C'est l'occasion pour moi d'affirmer que l'on ne peut, en aucun cas, reprocher aux actuels ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale qui n'occupaient pas ces fonctions en 1994, de ne pas avoir donné au Parlement une description complète et précise de la connaissance du dossier qu'avait le gouvernement de novembre 1993 à avril 1994. Il est cependant évident que ces ministres n'ont pu donner une description aussi complète et précise que celle qui figure dans le rapport de la commission, lequel a exigé plus d'un an de travail.

Je voudrais à présent passer en revue les principales mesures que nous avons déjà mises en œuvre.

Les procédures et structures ont déjà été modifiées en ce qui concerne l'accueil et l'accompagnement des familles des victimes. Cette adaptation se poursuivra et sera axée en premier lieu sur les besoins et les desiderata des familles. Les procédures et structures doivent être au service des citoyens et non l'inverse.

En signe de respect à l'égard des soldats belges qui ont perdu la vie dans le cadre d'opérations de paix à l'étranger, et parce que c'est notre devoir, le gouvernement fera les démarches nécessaires pour que les membres des familles de ces soldats belges bénéficient des mêmes avantages que ceux accordés par l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, anciens combattants des première et deuxième guerres mondiales et de la guerre de Corée.

En ce qui concerne la participation à des opérations de maintien de la paix à l'étranger, le gouvernement a tiré les leçons du passé et applique de nouveaux principes.

Dès septembre 1994, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Willy Claes, a exposé devant l'Assemblée générale des Nations unies, les nouvelles lignes de force de la politique belge en matière de participation à des opérations de maintien de la paix.

Sur la base de l'expérience que la Belgique avait acquise dans de nombreux autres pays — l'ex-Yougoslavie, la Somalie et le Rwanda — le ministre a formulé une série de principes et de lignes directrices qui ont, depuis lors, été appliquées à toute décision d'envoyer des soldats belges pour une mission de maintien de la paix à l'étranger. La décision belge en ce qui concerne la participation à la mission en Slavonie orientale en est l'illustration parfaite et réussie.

Les principes et lignes directrices prévoient notamment ce qui suit.

Premièrement, l'implication directe des fournisseurs de troupes dans l'élaboration du mandat et des *rules of engagement* ainsi que dans la composition des contingents. Grâce à nos actions diplomatiques continues auprès du Secrétariat général des Nations unies à New York et auprès des membres du Conseil de sécurité, nous avons pu assurer cette association directe dès les premières préparations de l'opération d'UNTAES.

Deuxièmement, un niveau adapté d'armement et de protection des troupes. En Slavonie orientale, les troupes étaient en nombre et dûment équipées. Cinq mille unités y disposaient d'une «opérationnalité» optimale.

Troisièmement, l'engagement de partenaires opérationnels et crédibles.

Quatrièmement, une capacité de réaction rapide qui a pris la forme, en Slavonie orientale, d'un support; il s'agissait entre autres, de moyens aériens de l'O.T.A.N. et de la présence d'hélicoptères de combat.

Cinquièmement, une prise en compte d'une possible détérioration de la situation était assurée, en Slavonie orientale, par l'existence d'un support de l'O.T.A.N. en cas de retrait d'urgence et la disponibilité de moyens d'artillerie et de chars.

Je n'ai cité que les principes essentiels et les lignes directrices. Ils se retrouvent d'ailleurs dans les recommandations du rapport de la commission d'enquête et ils seront explicités dans le rapport de politique générale que le gouvernement déposera au Parlement.

Wat de vredesopdrachten in Midden-Afrika betreft, onderschrijft de regering eveneens de aanbeveling van de onderzoekscommissie dat België geen contingent meer levert voor operaties van de Verenigde Naties in landen waarmee het vroeger een koloniale band had. Wij zullen geen gevechtstroepen op het terrein sturen, maar dit betekent niet dat elke deelname aan een vredesoperatie in die landen uitgesloten zou zijn. Zo hebben wij ten tijde van het vluchtelingenprobleem in Kivu aangeboden hulp te verlenen op het vlak van logistieke ondersteuning en op het vlak van de communicatie. Ook materiële en financiële steun aan troepen van derde landen, en hier meer bepaald van Afrikaanse landen, is evenmin uitgesloten. Het is immers belangrijk de capaciteit van de Afrikaanse landen om zelf aan conflictpreventie en crisisbeheer te doen, verder te ontwikkelen. Vrede en stabiliteit in Afrika is in de eerste plaats een verantwoordelijkheid van de Afrikanen zelf. Afrikaanse troepen financieel en materieel steunen, is wellicht de meest efficiënte manier om daartoe bij te dragen.

Om te besluiten wil ik het meer specifiek over Rwanda hebben. De Belgische regering heeft vanaf 1995 een beleid gevoerd waarmee het aan de verzuchtingen van de Rwandese bevolking wou tegemoetkomen. In juli 1994, hebben we de nieuwe Rwandese regering onze hulp aangeboden bij de enorme uitdaging van de terugkeer en de reïntegratie van de vluchtelingen, de wederopbouw van het land en de uitbouw van een juridisch bestel, zodat de verantwoordelijken van de genocide via rechtspleging en niet via geweldpleging worden berecht. Naast de bilaterale hulpverlening, heeft België haar partners in de wereldgemeenschap, de Europese Unie en de Verenigde Naties, opgeroepen Rwanda te steunen. De Belgische regering was de voortrekker van de «Rwanda operational support group». De Europese Unie maakte van Rwanda een aandachtspunt in haar buitenlands beleid.

De Rwandese regering blijft internationale samenwerking vragen om de doelstellingen te kunnen realiseren die zij voorop stelde. Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, Reginald Moreels, ontmoette eerder dit jaar tijdens een bezoek aan Rwanda de Rwandese beleidsverantwoordelijken. Hij bevestigde daar het engagement van de Belgische regering om de samen-

werking op gebied van volksgezondheid, onderwijs, justitie en socio-economische ontwikkeling voort te zetten. België is één van de voornaamste partners van Rwanda. België wil dit blijven. Ik steun de inspanningen van Rwanda inzake heropbouw en moedig ook de inspanningen aan die het land doet met het oog op verzoening, eerbiedigen van de mensenrechten en herstel van de rechtsstaat. De samenwerking van de Belgische en de Rwandese regering stoelt op wederzijds respect, een open en eerlijke dialoog en de oprechte wil gezamenlijk te ijveren voor vrede en welvaart voor onze volkeren. In dat kader kunnen de concrete voorstellen van de heer Jonckheer en van mevrouw Dua worden onderzocht.

Namens de Belgische regering wil ik de Rwandese beleidsverantwoordelijken uitnodigen een bezoek te brengen aan ons land. De samenwerking tussen België en Rwanda heeft een toekomst. Wij moeten daar nu aan werken. (*Applaus.*)

**M. le président.** — J'attire l'attention des sénateurs sur le fait que je limite le temps de parole pour les répliques à cinq minutes.

La parole est à M. Destexhe.

**M. Destexhe (PRL-FDF).** — Monsieur le président, je voudrais dire au Premier ministre que sur la forme, il a eu des mots heureux.

En effet, depuis 1994, c'est la première fois, monsieur le Premier ministre, que vous vous adressez aussi directement aux familles des paras, aux familles des civils et aux familles rwandaises. Vous auriez pu le faire avant, mais mieux vaut tard que jamais!

Je suis également heureux que vous vous soyez adressé à la population rwandaise. Je crois que c'est vraiment la première fois que vous agissez de la sorte. Je ne puis donc qu'inviter votre gouvernement à effectuer le geste symbolique que le sénateur Hostekint l'invite à faire, mais pas nécessairement sous la forme qu'il a évoquée. Je pense qu'au moins, votre ministre des Affaires étrangères pourrait se rendre au Rwanda pour y effectuer ce geste symbolique.

Sur le fond, je constate que vous avez eu des propos apaisants, sans rien renier sur le fond de la politique que vous avez menée.

En ce qui concerne la décision d'envoyer des troupes au Rwanda, je pense que vous avez mal lu le rapport de la commission. En effet, cette dernière n'a pas critiqué cette décision. En réalité, elle a critiqué trois points que vous vous êtes bien gardé de mentionner.

D'abord, la commission a critiqué la décision d'y aller avec des effectifs, des moyens et du matériel inadéquats. Ensuite, la commission a regretté que vous n'avez pas tiré les leçons d'expériences antérieures, notamment des premières missions en ex-Yougoslavie.

Enfin, la commission a constaté qu'il existait des contradictions entre les aspects politiques et militaires qui ont mené à des compromis non adaptés à la situation.

Monsieur le Premier ministre, lorsque vous dites que la décision a été prise de façon minutieuse — je reprends vos termes — je vous dis non! Dois-je vous rappeler que le général Charlier a parlé de marchandage et qu'il a dû menacer de rendre publique la façon dont les effectifs étaient discutés entre la Défense nationale et l'état-major, pour que finalement, le gouvernement prenne une décision plus conforme aux vœux de l'état-major? Par conséquent, la décision n'a pas été prise de façon minutieuse, et la commission est très claire à ce sujet.

En ce qui concerne le retrait, vous êtes très en dessous de ce que nous espérons. Vous avez déclaré que l'on sait aujourd'hui bien des choses que l'on ignorait à l'époque. J'insiste sur le fait que tout ce qui figure dans le rapport était connu de votre gouvernement à l'époque, *in tempore non suspecto*. Tout, absolument tout! Pas un seul des documents concernant le retrait n'a été ajouté au cours des travaux de la commission. Tous figuraient déjà dans le dossier à l'époque. La commission n'a pas effectué un travail de lecture a posteriori. Vous ne citez pas correctement la phrase où l'on parle de ce risque. Celle-ci dit précisément que la commission s'est efforcée de se replacer dans les conditions de l'époque.

Il est évidemment plus facile pour vous d'essayer de dire qu'il s'agit d'une relecture a posteriori plutôt que de reconnaître les erreurs d'analyse et d'appréciation que vous avez commises.

Par ailleurs, vous n'avez pas répondu sur le grief principal de la commission qui n'est pas le retrait du contingent belge de la MINUAR, mais la campagne diplomatique visant à obtenir le retrait de l'ensemble de la force. À cet égard, la commission indique qu'elle ne peut comprendre cette décision, et elle se replace *in tempore non suspecto*. Il est regrettable que vous n'avez pas répondu sur ce thème car c'est sur ce point que la responsabilité politique, historique et morale de la Belgique est la plus engagée.

Par ailleurs, vous défendez vos deux ministres actuels, MM. Derycke et Poncelet. Permettez-moi de reprendre les conclusions du ministre Poncelet, en juin 1996: «C'est après une analyse minutieuse de l'ensemble des documents à la disposition de la Défense nationale que je me permets de tirer ces conclusions.» Ce n'est pas moi qui le dit, c'est lui.

Le ministre de la Défense nationale et le ministre des Affaires étrangères disposaient déjà de tous les documents produits par la commission lorsqu'en novembre 1995 et en juin 1996 ils répondaient à des questions de parlementaires qui n'avaient d'autres moyens que de leur poser des questions et qui n'avaient d'autres possibilités que de croire leur réponse. J'ajoute d'ailleurs que la réponse du ministre Poncelet en novembre 1995 est inacceptable puisqu'il cite de façon tronquée un document en choisissant volontairement des extraits apaisants, alors que d'autres sont extrêmement durs. En juin 1996, en outre, il intervient au moment où 200 000 citoyens belges réclament la création d'une commission d'enquête parlementaire que vous refusez.

Pour résumer, je suis donc satisfait sur la forme de votre intervention, notamment vis-à-vis des victimes, mais sur le fond, je crois que vous n'avez pas répondu à nos attentes.

En conclusion, je voudrais dire que je suis extrêmement inquiet au sujet du vote de demain. En effet, les quatre présidents de groupe de la majorité ont déposé une motion absolument inacceptable qui vise à prendre en compte les seules recommandations du rapport sans tenir compte de l'ensemble des constatations et des conclusions. En cela, ils ne font que relayer les interventions médiatiques de MM. Van Peel et Tobback dans la presse au cours de la semaine écoulée. Je trouve que c'est une insulte vis-à-vis du travail de la commission et particulièrement à l'égard des membres de la majorité qui faisaient partie de cette commission et qui ont voté ce rapport à l'unanimité.

Monsieur le Premier ministre, messieurs les présidents de groupe de la majorité, on accuse parfois l'opposition d'avoir joué un jeu politique par le biais de cette commission. Eu égard aux motions qui nous ont été présentées, je me demande qui joue un jeu politique vicieux. (*Applaudissements.*)

**De voorzitter.** — De bespreking is gesloten.

La discussion est close.

Tot besluit van dit debat heb ik twee moties ontvangen.

De eerste, ingediend door de heren Vandenberghe, Lallemand, Erdman en mevrouw Delcourt, luidt:

«De Senaat heeft kennis genomen van het verslag van de Parlementaire commissie van onderzoek betreffende de gebeurtenissen in Rwanda, dat door de vaste leden van de commissie eenparig is goedgekeurd.

De Senaat verzoekt de betrokken overheden, inzonderheid de regering, de aanbevelingen van de onderzoekscommissie in overweging te nemen en, zoals gevraagd, geregeld verslag uit te brengen over de uitvoering ervan.

Naar aanleiding van dit debat brengt de Senaat nogmaals hulde aan de nagedachtenis van de Belgische militaire en burgerlijke slachtoffers die hun leven lieten bij het vervullen van hun vredesopdracht. Hij herdenkt met grote ontroering de ontelbare Rwandese slachtoffers van de volkenmoord.»

«Le Sénat a pris connaissance du rapport de la Commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda, rapport approuvé à l'unanimité par les membres effectifs de cette commission.

Le Sénat prie les autorités concernées, en particulier le gouvernement, de prendre en considération les recommandations de la commission d'enquête et, ainsi qu'il a été demandé, de faire régulièrement rapport sur leur exécution.

À l'occasion de ce débat, le Sénat rend à nouveau hommage aux victimes militaires et civiles belges qui ont laissé leur vie dans l'accomplissement de leur mission de paix. Avec grande émotion, il salue la mémoire des innombrables Rwandais victimes du génocide.»

De tweede, ingediend door de heren Coveliers, Desmedt, Anciaux, Jonckheer en Boutmans, luidt:

«De Senaat heeft kennis genomen van het verslag van de Parlementaire commissie van onderzoek betreffende de gebeurtenissen in Rwanda, dat door de vaste leden van de commissie eenparig is goedgekeurd.

De Senaat verzoekt de betrokken overheden, inzonderheid de regering, de conclusies te trekken uit het verslag van de onderzoekscommissie en hierover geregeld verslag uit te brengen.

Naar aanleiding van dit debat brengt de Senaat nogmaals hulde aan de nagedachtenis van de Belgische militaire en burgerlijke slachtoffers die hun leven lieten bij het vervullen van hun vredesopdracht. Hij herdenkt met grote ontroering de ontelbare Rwandese slachtoffers van de volkenmoord.»

«Le Sénat a pris connaissance du rapport de la Commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda, rapport approuvé à l'unanimité par les membres effectifs de cette commission.

Le Sénat prie les autorités concernées, en particulier le gouvernement, de tirer les conclusions du rapport de la commission d'enquête et, ainsi qu'il a été demandé, de faire régulièrement rapport.

À l'occasion de ce débat, le Sénat rend à nouveau hommage aux victimes militaires et civiles belges qui ont laissé leur vie dans l'accomplissement de leur mission de paix. Avec grande émotion, il salue la mémoire des innombrables Rwandais victimes du génocide.»

Bij de eerste motie werden eveneens twee amendementen ingediend.

De heer Coveliers c.s. stelt volgend amendement voor:

«In het tweede lid, tussen de woorden «de regering,» en de woorden «de aanbevelingen», de woorden «het verslag en» invoegen.»

«Au deuxième alinéa, entre les mots «prendre en considération» et les mots «les recommandations», insérer les mots «le rapport et.»

De heer Vandenberghe c.s. stelt volgend amendement voor:

«In het tweede lid, tussen de woorden «de regering,» en de woorden «de aanbevelingen», de woorden «kennis te nemen van het verslag,» invoegen.»

«Au deuxième alinéa, entre les mots «le gouvernement,» et les mots «de prendre en considération», insérer les mots «de prendre connaissance du rapport.»

Het woord is aan de heer Verhofstadt.

**De heer Verhofstadt (VLD).** — Mijnheer de voorzitter, ik vraag de leden en de fractievoorzitters van de meerderheidspartijen toch nog even goed na te denken over de motie die zij hebben ingediend. Naast de aanbevelingen willen zij blijkbaar niet het rapport vermelden. Als zij de tekst van hun motie en hun amendement handhaven, gaan zij veel minder ver dan de eerste minister. Hij verklaarde hier namelijk het volgende: «Dit verslag toont aan dat er inderdaad gebreken en disfuncties geweest zijn in het opzetten en het uitvoeren van de UNAMIR-missie en formuleert op basis van die vaststellingen aanbevelingen.» Ik raad de leden van de meerderheid bijgevolg aan de tekst van de eerste minister nog eens te lezen en hun eigen motie daaraan aan te passen.

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Ceder.

**De heer Ceder (VI. Bl.).** — Mijnheer de voorzitter, ik steun het amendement van de oppositie op de motie die door de meerderheid werd ingediend, hoewel ik niet de kans heb gehad om dit amendement mee te ondertekenen. Ik neem aan dat het om een

vergetelheid gaat want ik kan moeilijk geloven dat degenen die vandaag de morele hoogtes hebben beklommen en het Rwanda-dossier boven de partijgrenzen hebben willen zien uitstijgen, vandaag toch kinderachtige politieke spelletjes zouden spelen.

**De voorzitter.** — Wij stemmen morgen over deze moties.  
Nous procéderons demain aux votes sur les motions.

Dames en heren, onze agenda voor vandaag is afgewerkt.  
Notre ordre du jour est ainsi épuisé.

De Senaat vergadert opnieuw op donderdag 18 december 1997 om 10 uur.

Le Sénat se réunira le jeudi 18 décembre 1997 à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

*(De vergadering wordt gesloten om 19.55 uur.)*

*(La séance est levée à 19 h 55.)*